

## Yasser Arafat en question

L'OLP et son chef traversent une mauvaise passe. Non seulement la centrale palestinienne affronte, ces temps-ci, des difficultés financières inhérentes, mais, en outre, Yasser Arafat est désormais en butte aux critiques à peine dissimulées d'une partie de ses troupes. Elles lui reprochent d'une part de pratiquer des méthodes peu démocratiques, d'autre part de n'avoir rien obtenu des négociations de paix engagées avec Israël, voilà bientôt deux ans.

Que le comité central du Fatah ait réclamé des réformes le mois dernier, passe encore. Que les principales organisations de l'opposition palestinienne aient fait chorus, c'est leur rôle. Mais aujourd'hui il y a plus grave. Le vieux « sage » de Gaza, Haidar Abdel Chafi, chef de la délégation aux pourparlers bilatéraux de Washington, réclame une direction collégiale pour l'OLP. Faute de quoi, prédit-il sombrement, « nous allons commencer à nous entre-déchirer ». « Je ne vois pas, ajoute-t-il, comment les choses pourraient continuer si Arafat détient seul le pouvoir de décision ».

Ce n'est certes pas la première fois que le leader palestinien est mis en cause par les siens. Son autoritarisme - ou, au mieux, son « égoïsme » - a souvent été dénoncé par le passé, en privé comme dans différentes instances du Fatah ou de l'OLP. En habile stratège, il avait cependant toujours réussi à refaire l'unité autour de lui.

Aujourd'hui, et pour la première fois, les critiques publiques émanent d'un leader modéré, fort respecté dans les territoires occupés et non plus seulement des responsables de l'extérieur - des hommes qui sont loin d'être toujours au-dessus de tout soupçon et dont les reproches expriment souvent des querelles de clans. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si leurs voix se font entendre de plus en plus fort depuis la crise du Golfe, c'est-à-dire depuis que les riches monarchies pétrolières arabes ont cessé de financer l'OLP pour le « punir » de son attitude favorable à l'Irak.

Ces représailles financières affectent aussi, dans leur vie quotidienne, les dizaines de milliers de « Palestiniens de l'intérieur » qui émigraient au budget de la centrale. Leur désarroi les rend d'autant plus vulnérables à la surenchère des mouvements fondamentalistes hostiles, au processus de paix, une surenchère qui se nourrit de l'immobilisme diplomatique actuel.

**IRONIE de l'Histoire :** cette pluie de griefs - des femmes viennent de manifester à Damas pour protester contre l'arrêt des aides versées par l'OLP - arrive au moment précis où Israël semble avoir, sans l'avouer tout à fait, engagé des négociations secrètes avec la centrale palestinienne, indépendante garante de tout futur accord de paix.

M. Arafat a eu certes le mérite, que ses détracteurs d'aujourd'hui lui reconnaissent, d'engager les Palestiniens dans les pourparlers de paix avec Israël. S'il veut survivre longtemps à son poste, il lui faudra sans doute promouvoir un agglomérat au sein d'un mouvement dont le vert est souvent les vertus démocratiques, sans beaucoup les pratiquer.

M0146 - 0718 0 - 7.00 F



Après des mois de tension dans la région de Maslenica

## Les Croates et les Serbes ont signé un accord sur l'accès à la Dalmatie

La tension est retombée vendredi 16 juillet en Croatie, après l'accord intervenu entre Serbes et Croates sur le réouverture du pont de Maslenica et de l'aéroport de Zadar-Zemun. Les présidents serbe Slobodan Milosevic et croate Franjo Tudjman devaient rencontrer, samedi à Genève, les médiateurs David Owen

## Le « coup de dés » de Franjo Tudjman

ZAGREB

de nos envoyés spéciaux  
Serbes et Croates ont signé un accord qui doit permettre, pour la première fois depuis près de deux ans, le rétablissement, dimanche 18 juillet, des liaisons routières entre le nord et le sud de la Croatie par le pont de Maslenica. Aux termes de cet accord, la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) doit prendre le contrôle, d'ici quinze jours, de cette zone de Croatie longtemps occupée par les forces serbes. La région avait été reconquise en janvier dernier par l'armée croate, qui devra s'en retirer.

C'était « un coup de dés », il a réussi. C'est ainsi que l'on définit vendredi à la présidence croate la tactique de Zagreb dans « l'affaire » de Maslenica. Un coup de poker qui, reconnaît-on dans l'entourage du président

Franjo Tudjman, aurait pu mener à une nouvelle guerre entre les Croates et les Serbes de Krajina (Croatie). En début d'après-midi vendredi, on était au bord du conflit ouvert : les obus serbes continuaient de s'abattre sur la côte dalmate, le Conseil de sécurité venait de mettre en garde la Croatie contre les risques qu'elle prenait à vouloir, à tout prix, de façon « unilatérale », rouvrir la route de la Dalmatie.

A cet avertissement de l'ONU, la présidence croate avait répondu en confirmant simplement que le pont de Maslenica et l'aéroport de Zadar-Zemun seraient réouverts dimanche, « comme prévu ». Pour souligner la réalité de ses intentions, le président Tudjman avait fait savoir qu'il irait, en personne, inaugurer le pont provisoire permettant de rétablir la circulation entre le

nord de la Croatie et le sud ainsi qu'avec les territoires contrôlés par les Croates de Bosnie. De plus, il avait invité tout le corps diplomatique et organisé un barrage de grande ampleur dans sa presse autour de cette affaire.

De leur côté, les négociateurs internationaux, tentant d'éviter que ce conflit ne dégénère en une nouvelle guerre, avaient obtenu des Serbes, jeudi à Belgrade, après des heures de négociation, un projet d'accord : la « République » serbe de Krajina, auto-proclamée en Croatie, acceptait la réouverture du pont et de l'aéroport, en échange d'une évacuation des forces croates présentes sur place et de la prise de contrôle de cette région par la FORPRONU.

YVES HELLER  
et JEAN-BAPTISTE NAUDE

Lire la suite et un entretien avec Vuk Draskovic page 3

## Une crise du franc « pas comme les autres »

La crise que connaît le franc sur le marché des changes depuis un peu plus d'une semaine est atypique. Très illogiquement, certains investisseurs ont joué le sort du franc du système monétaire européen (SME), risquant un échec coûteux, puisque le premier ministre, Edouard Balladur, réaffirme sa volonté de ne pas « décrocher » le franc du SME. Les menaces sur la couronne danoise ont entraîné les banques centrales à la soutenir, et vendredi 16 juillet la Banque centrale du Danemark a relevé son taux d'escompte de 7,25 % à 9,25 %.

page 20

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire  
■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

page 19

## HEURES LOCALES

### Trouville face à Deauville, un voisinage difficile

Une rivière seulement, la Touques, les sépare, et pourtant les deux stations de la côte normande ne vivent pas en harmonie. Au fil des ans, Trouville, la « reine des plages », s'est fait voler la vedette par sa voisine, devenue plus célèbre et plus riche.

pages 9 à 12

## L'ÉTÉ FESTIVAL

Le dramaturge anglais Edward Bond a présenté à Avignon sa *Maison d'arrêt*, tandis qu'à Alès le Festival du jeune théâtre se poursuit. A Abz, William Christie dirige *Orlando*, un opéra méconnu de Heandel. Le festival Paris Quartier d'été a permis au Sénégalais Youssou N'Dour de s'offrir la Fête de la Garde.

page 14

## Un feuilleton d'été du « Monde »

### « Sur la route des Croisades »

Dans notre prochain numéro, nous commencerons la publication du feuilleton d'été de Jean-Claude Guillebaud, intitulé « Sur la route des Croisades ». Le premier Croisé, il y a neuf siècles, jeta sur les routes, de Clermont-Ferrand à Jérusalem, des dizaines de milliers de chevaliers, mais aussi des paysans, des clercs et des familles entières.

Jean-Claude Guillebaud a refait le trajet, pour le Monde, et, au fil des étapes, le temps et l'espace revisités montrent la permanence de la mémoire et le rôle de certaines tragédies d'aujourd'hui.

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 860 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 160 PTA; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

## L'anar chantant

Léo Ferré est mort le 14 juillet en Toscane à l'âge de soixante-seize ans

par Robert Belleret

Léo Ferré est mort. Quatre mots assassins « à vous faire chialer tant et plus ». Avec le temps, c'est donc ainsi : Ferré « passant l'arme à gauche » tel jour, telle heure, en telle année, ce n'est pas un chanteur qui s'en va, c'est le chant qui meurt un peu, beaucoup, inévitablement. La Bonne Chanson, façon Verlaine, qui ne chanta que pour vous plaire, la romance avec paroles, la chanson de texte, de gestes, de clameur, de souffles et de frissons, la chan-

son des amants, la chanson carnegroie, rebelle, la chanson du mal-étre, celle qui ne sort que les soirs de demi-brume... bref, le chant français.

Pour cet art majeur parce qu'instauré et universel, cette poésie contemporaine qui ne se résignait pas à « ramper », Ferré fut l'un et l'autre : divin et magistral. Comme Tretinietz, dans le métier, il laisse des dizaines de disciples - identifiés ou non - et dans le public des millions d'orphelins.

Lire la suite  
et nos informations page 15

## Radio Nostalgie



## La vengeance du Mississippi

Les inondations, qui s'aggravent dans le Middle West, provoquent une polémique sur l'aménagement des fleuves

Les inondations qui, aux États-Unis, dévastent huit États du Middle West depuis environ un mois ont causé d'importants dégâts et provoqué la mort d'au moins vingt-cinq personnes. La ville de Des Moines (Iowa), partiellement désertée, est sous les eaux. A Saint-Louis (Missouri), dont le niveau devrait encore monter au cours du week-end en raison de violents orages,

DES MOINES (Iowa)

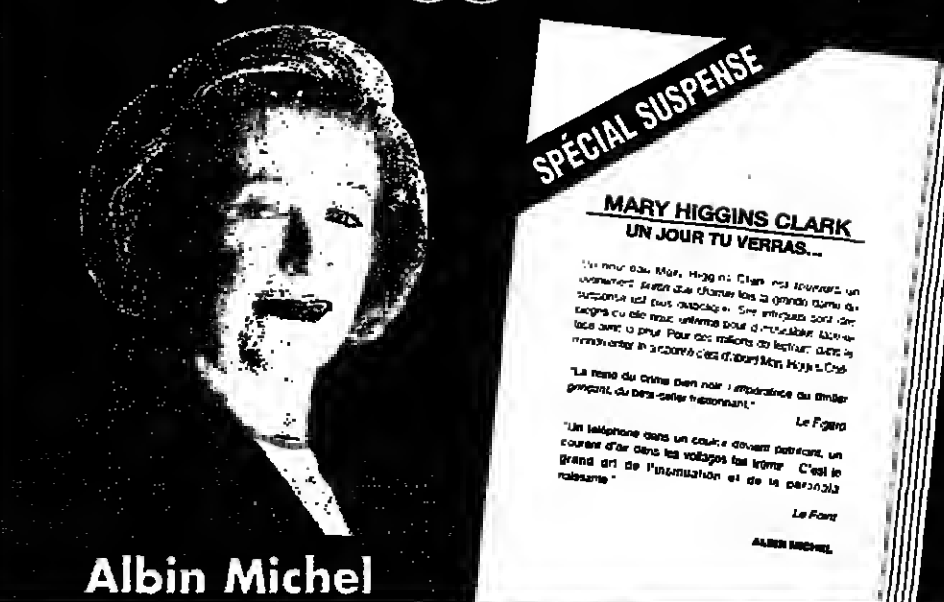
de notre envoyé spécial

Le centre-ville paraît s'attendre à un bombardement. Des sacs de sable barrent les rues, les fenêtres sont fermées, la circulation quasi inexistante, les passants rares, les commerces bouclés, le quartier des affaires clos, les administrations réduites au minimum. L'activité principale, c'est la ronde des hélicoptères de l'armée qui acheminent les sacs de sable que des files de volontaires entassent pour colmater des barrages de

fortune. Le bruit dominant est celui des pompes à eau. Et puis il y a l'odeur, une odeur de pourriture tenace, un mélange de vase et d'égout, une odeur d'humidité, une odeur de bêtes mortes, une odeur de malheur. La capitale de l'Iowa, Des Moines (250 000 habitants), est en état de siège, juridiquement et physiquement, assiégée par les eaux des deux affluents du Mississippi qui la traversent : la rivière Des Moines et la rivière Raccoon.

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 7

## Mary Higgins Clark



Albin Michel







Marat

# L'OTAN va déployer en Bosnie soixante avions d'attaque sous le contrôle de l'ONU

Huit avions d'attaque au sol Jaguar ont quitté, jeudi 15 juillet, leur base de Toul (Meurthe-et-Moselle) pour être déployés à Rivolto, près de Udine (Italie), d'où ils doivent participer à l'opération aérienne de l'OTAN qui consiste à la protection des « casques bleus » dans les six zones de sécurité de populations musulmanes en Bosnie. Ce dispositif français va s'ajouter à un soutien aérien allié, apporté - au titre de la résolution 836 de l'ONU adoptée en mai - par les États-Unis (à hauteur d'une douzaine d'avions A-10 anti-chars, des F-18 et des A-6 embarqués sur leurs porte-avions), par le Royaume-Uni (avec une douzaine de Jaguar) et par les Pays-Bas (avec des F-16).

## Frappes défensives

Une soixantaine d'avions, y compris les appareils logistiques, sont requis pour cette mission qui a été baptisée Disciplined Guard et qui est différente de l'opération Deny Flight lancée depuis avril pour interdire aux Serbes le survol de la Bosnie.

En principe, la mission Disciplined Guard pourrait débuter le 22 juillet, sous l'autorité opérationnelle d'un amiral américain, responsable de la sécurité en Méditerranée. D'ici là, l'OTAN aura dû prévoir l'entraînement du dispositif et, surtout, régler le problème délicat du stationnement, au sol, d'officiers de guidage, chargés de donner suffisamment d'informations aux équipages pour atteindre leurs cibles.

C'est à l'ONU, qui dispose localement de quelque neuf mille « casques bleus », dont la moitié sont des soldats français, de décider - à chaque fois - d'une intervention éventuelle des avions de l'OTAN.

La demande des commandements « onusiens », sur place, les appareils devront être en mesure de lancer des « frappes » dites défensives, au sol, contre des batteries ou des concentrations militaires de quelque nature que ce soit, d'agresser des populations et « casques bleus » dans les zones.

Ces règles d'engagement du feu et la nature même des cibles doivent être définies par l'ONU. Ce qui se passe actuellement en Somalie - où les attaques par des hélicoptères américains du QG supposé du général Aidid créent de sérieuses difficultés avec le contingent italien - incite les Nations unies et les États-majors de l'OTAN à adopter un comportement plus prudent et à préparer l'exécution de la mission en laissant le moins de place possible à l'improvisation. D'autant que la situation des différentes forces, en ex-Yugoslavie, est très mouvante et que la configuration du terrain y rend délicats des appuis aériens montés avec précision pour limiter le « casse » au sol.

La France a accepté de jouer le même jeu que l'OTAN en la circonstance, comme elle avait consenti pour la première fois à mettre des avions - à l'exception de son groupe aéronaval - sous la double bannière de l'OTAN et de l'Union de l'Europe occidentale pour l'embarquement de la Serbie en Adriatique.

À côté de ses huit Jaguar, prévus sur une escadre qui est intervenue en Irak lors de la guerre du Golfe, la France a déployé en Italie dix Mirage 2000 RDI d'interception aérienne (à Servia) et cinq Mirage F1 CR de reconnaissance (à Istana) au profit de l'opération Deny Flight au-dessus de la Bosnie.

J. I.

# ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yugoslavie

## « Les troupes SS du régime avaient pour ordre de me tuer » nous déclare Vuk Draskovic, leader de l'opposition serbe

Le leader de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, gracié il y a une semaine par le président serbe Slobodan Milosevic après quarante jours de détention, a quitté jeudi 15 juillet la clinique neuro-chirurgicale de Belgrade. Dans l'entretien qu'il nous a accordé vendredi, il n'a pas hésité à accuser le régime serbe d'avoir, lors de son arrestation dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juin, essayé de mettre en scène un nouvel incendie du Reichstag.

BELGRADE

de notre correspondante

La manifestation anti-gouvernementale qui a tourné à l'émeute devant le Parlement fédéral de Belgrade devant, selon M. Draskovic, servir de prétexte à Slobodan Milosevic pour éliminer tous les opposants au régime. « Nous avons des preuves », les policiers et les manifestants ont été blessés par les membres du parti fasciste (NDLR, le Parti radical de Vojislav Seselj, ultranationaliste). Les troupes SS du régime avaient pour ordre de me tuer, de tuer quelques policiers et de casser les vitres du Parlement... »

Finement libéré grâce à « La pression du monde démocratique », notamment celle de la France, il entend désormais revenir à l'union de l'opposition. Il convient que cette dernière a peu de chance d'ébranler le régime tant que la

guerre se poursuit dans les Républiques voisines et notamment en Bosnie, mais n'en estime pas moins qu'en Serbie tout peut arriver.

« La famine menace, dit-il. J'appréhende le moment où le peuple affamé sortira dans la rue, parce que dans cette situation la télé-Besville (nom donné à la télévision officielle sous la férule de Slobodan Milosevic) ne pourra rien faire. Elle peut agir sur tout sauf sur les estomacs. Or il faut que le changement se produise dans le calme, démocratiquement, pour éviter un régime de comptes. Car une effusion de sang en Serbie nous plongerait encore plus profondément dans l'enfer. »

### Une tutelle des Nations unies

Vuk Draskovic croit que, pendant les 40 jours qu'il a passés en prison, un changement important s'est produit en Serbie, grâce aux interventions internationales et au soutien de la communauté internationale. « Le message sur le complot international anti-serbe propagé depuis des années s'est brisé en mille morceaux. Le monde ne voit plus les Serbes ni la Serbie et, en comprenant qu'il existe une autre Serbie, une Serbie démocratique, européenne, une Serbie de la paix, il lui a tendu les deux mains. »

À propos de la Bosnie, Vuk Draskovic se dit « désespéré » que des dirigeants occidentaux semblent résignés à un règlement qui passerait par le déplacement des

populations civiles et l'échange de territoires. Il rappelle qu'en 1990, avant que la guerre n'éclate, le Mouvement du renouveau serbe (SPO) prônait dans son programme une Bosnie-Herzégovine fédérale formée de cinq ou six régions, « qui ne répondaient pas seulement à des critères ethniques, mais aussi économiques et géographiques, chacune pouvant être canonisée pour mieux garantir les droits des minorités ethniques et confessionnelles et conserver la peau de l'hopard si spécifique à la Bosnie-Herzégovine ». « Mais pour y parvenir, il ne faut pas négocier avec ceux qui ont déclenché la guerre », ajoute-t-il.

Dans la situation de haine à laquelle on est arrivé, M. Draskovic pense que la Bosnie-Herzégovine devrait être placée sous tutelle des Nations unies : « L'ONU doit désarmer toutes les parties, rendre aux citoyens la sécurité juridique et civile, et libérer les médias aussi bien en Bosnie qu'à Belgrade et à Zagreb. Enfin, le tribunal international devra s'occuper au plus vite pour juger les criminels de guerre. Si on fait tout cela, je vous assure que les Serbes tiendront pour principaux responsables de la guerre leurs propres leaders, les Croates leurs leaders croates et de même pour les musulmans. Une tutelle des Nations unies en Bosnie entraînerait inévitablement la chute du régime à Belgrade comme à Zagreb. »

Ex lorsqu'on lui demande comment, selon lui, pourrait être imposée une telle tutelle, il répond : « Le désarmement des belligérants n'est pas une opération à haut risque si les forces de paix sont formées par les plus grandes puissances, à savoir les États-Unis, la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Ces puissances ont participé à la création de la première et de la deuxième Yougoslavie et nous les respectons toutes. Les forces françaises et russes doivent désarmer les Serbes, les Anglais les Croates et les Américains les musulmans. Il n'y a aucun risque d'échec car personne n'osera tirer sur les soldats de ces grandes puissances. »

À propos du Kosovo, il se dit partisan du dialogue : « La nouvelle Serbie démocratique, qui finira par gagner, devra trouver un modèle garantissant les droits nationaux et civiques pour tous les citoyens, quelles que soient leur confession, leur appartenance ethnique ou leurs convictions politiques. Il y a deux choses qu'il ne faut pas oublier : le Kosovo est la Jérusalem serbe, le berceau historique de notre nation, de notre culture et de notre religion - et il est peuplé à majorité d'Albanais de souche. Il faut tenir compte de ces deux éléments et trouver un compromis démocratique. »

Propos recueillis par FLORENCE HARTMANN

### LOIN DES CAPITALES

## Famagouste, en manque de paix

FAMAGOUSTE (République turque de Chypre du Nord)

de notre envoyée spéciale

Une simple paisée de roseau, tendue sur le sable immobile, sépare la guerre et la paix sur le pègre de Famagouste. D'un côté, quelques baigneurs échappés à la chaleur estivale en se plongeant dans les eaux turquoise et limpides de la Méditerranée. De l'autre, la zone désertée de Varosha, des barbelés et quelques bâtiments marqués par les impacts de balles rappellent l'intervention turque de 1974 et le conflit qui oppose toujours les communautés grecque et turque de l'île.

La possible restitution des 60 hôtels, 2953 commerces et 4549 résidences de la zone touristique de Varosha, autrefois le joyau grecque mais sous contrôle turc depuis 1974, est au cœur des discussions dans la partie nord de l'île. Les graffiti témoignent du débat : « Mares (le nom turc du quartier) ne peut pas être restitué ; nous l'avons payé de notre sang. »

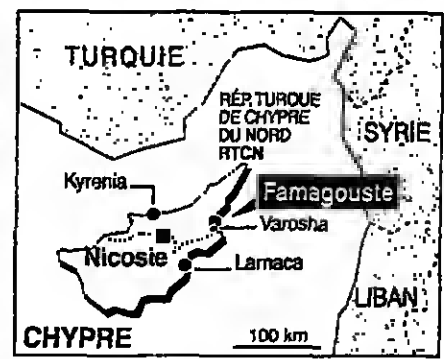
Le sang ne coule plus depuis la partition effective de l'île en 1974. Les 171 000 Chypriotes turcs - 18 % de la population totale de Chypre - qui se plaignaient des attaques grecques avant l'invasion turque, vivent dans une paix relative, séparés de la communauté grecque par la force tampon de l'ONU, sur le tiers du territoire qu'ils ont acquis par la force avec l'aide de la « nation mère », la Turquie. Mais soumis à l'embarque de la communauté internationale qui refuse de reconnaître leur République déclarée en 1983, ils payent un prix élevé pour cette sécurité physique.

La tourpe perceptible dans la région n'est pas due uniquement à la chaleur torride, mais également à l'absence de dynamisme économique. Seuls les vols en provenance de Turquie, l'unique pays qui a reconnu le RTCN, entretiennent à l'aéroport d'Ercan, considéré comme légal. La plupart des touristes et la majorité des denrées disponibles sont des lors turcs. Les ports souffrent d'une situation similaire, et l'activité y est réduite.

Pareonne dans la République turque de Chypre du Nord n'est satisfait de cette situation, tous veulent la tranquillité d'esprit que seule une solution durable peut leur apporter. Mais des opinions divergentes sur la façon de l'obtenir ont récemment causé une crise politique dans la zone turque. « Forcer les deux communautés à vivre ensemble pourrait causer un bain de sang, affirme le premier ministre Dervish Eroglu. Nous avons vécu ensemble dans le passé, nous nous sommes entre-tués. »

Le président Rauf Denktaş, représentant de la communauté turque depuis trente ans, a renoncé à son rôle de négociateur, irrité par les commentaires transgressifs du premier ministre Dervish Eroglu, opposé au principe d'une fédération (le Monde du 9 juillet). « Si l'on n'est pas prêt à faire des concessions, pourquoi s'asseoir à la table ? Il faut offrir des concessions territoriales pour obtenir la souveraineté », explique M. Denktaş, lui-même fréquemment critiqué par la communauté internationale pour son inflexibilité. En fait, aussi bien M. Denktaş que M. Eroglu sont

convaincus que les Grecs ne souhaitent pas partager le pouvoir au sein d'une fédération, mais leur stratégie diffère. M. Eroglu estime que les idées proposées par l'ONU sont si éloignées de la position turque qu'il est inutile de poursuivre les pourparlers ; le président



Le Canada, l'Australie et le Turke. Notre communauté est en train de perdre son identité.

La Turquie est présente partout dans la RTCN. Le drapeau rouge et blanc flotte toujours à côté de l'étendard chypriote turc, la lire turque est la monnaie utilisée dans la zone et les armées d'Anatolie désolent les squares de toutes les localités. La nord de Chypre est rattaché au réseau téléphonique interurbain de la Turquie.

Selon M. Eroglu, 23 000 immigrants turcs, dont 1 000 vétérans, ont été naturalisés. Dans les restaurants du port de Gima (Kyrenia), les gérants sont turcs ou kurdes, fournissent une main-d'œuvre bon marché dont le bas niveau d'éducation contraste avec le vernis occidental des autochtones, acquis durant les années de colonisation britannique.

La présence sévère d'un minaret, ajouté après la conquête de Famagouste par les Turcs en 1571 sur le tour de l'ancien cathédrale de Saint-Nicolas de pur style gothique français, rappelle cependant que le passé turc de Chypre remonte à plusieurs siècles et ne débute pas avec l'invasion de 1974. La Turquie, handicapée sur les plans politique et financier par le problème de Chypre, souhaite ardemment une solution du conflit. Mais les Chypriotes turcs savent que les 35 000 soldats turcs ne se retireront pas avant que la sécurité soit définitivement assurée.

Au sein de la communauté turque, les blessures sont encore fraîches. Chacun a une anecdote à raconter : une attaque grecque, une maison abandonnée. Pour eux, les véritables problèmes remontent à 1963, lorsque les Chypriotes grecs ont tenté de limiter les droits attribués aux Turcs par la Constitution adoptée en 1960, au moment de l'indépendance. Ils demeurent convaincus que le but ultime des Chypriotes grecs est de reprendre le contrôle de l'ensemble de l'île.

Des élections générales sont attendues à Chypre du Nord dans les six mois à venir. Les résultats donneront une indication de la position de la majorité silencieuse : si les électeurs choisissent le Parti de l'Unité nationale (UBP) de M. Eroglu, ils se seront prononcés contre la fédération. Si le Parti démocratique (DP), qui a le soutien du président Denktaş, l'emporte, une solution négociée demeurera possible pour autant que la souveraineté de la RTCN soit reconnue.

Dans les deux cas, une révision fondamentale du problème est nécessaire. L'ancien représentant du secrétaire général de l'ONU pour Chypre, le docteur Hugo Gobbi, concluait avec regret dans un livre récemment publié, et intitulé *Repenser Chypre*, que « la reconstitution par une union harmonieuse d'une société chypriote pluraliste est un rêve moralement admirable, mais elle n'est que cela, un rêve. »

NICOLE POPE

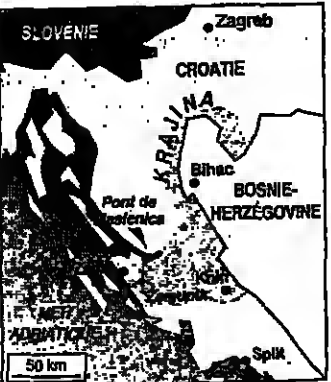
## Le « coup de dés » de Franjo Tudjman

Suite de la première page

Jusqu'à-là, les Serbes avaient eu, d'ailleurs, non seulement le retrait des troupes de Zagreb, mais aussi le retour de leurs soldats, chassés de cette zone par l'offensive croate de janvier.

### « La Dalmatie était en ébullition »

Vendredi soir, les Croates soulevaient à leur tour l'accord, dans lequel il est spécifié que la



réouverture du pont peut avoir lieu dès la signature du texte. A la présidence croate, on précise que les Serbes ont accepté que l'inauguration se déroule « comme prévu » dimanche, bien avant le retrait des troupes croates, qui ne doit s'achever que le 31 juillet.

« C'était un jeu dangereux, mais nous n'avions rien à perdre, lo

situation était intenable. La Dalmatie était en ébullition, au bord de l'effondrement économique. Et une pression s'exerçait sur le président », assure-t-on dans l'entourage de Franjo Tudjman. On souligne que, sans ce point, tout le trafic entre le nord et le sud d'un même pays ne pouvait se faire que par bateau, avec les aléas que cela comporte. Il est vrai qu'en Dalmatie la population du président était au plus bas (le Monde du 17 juillet). Après avoir subi un revers aux élections locales, M. Tudjman s'était fait siffler lors d'un match de football. Les Dalmates, qui accusaient Zagreb de les avoir laissés tomber, avaient même boudé la fête nationale.

A Zagreb, on se défend d'avoir fait la moindre concession aux Serbes de Krajina. Il est un fait que l'accord de vendredi ressemble étrangement à celui signé en avril dernier à Genève par les Croates et rejeté par les Serbes. Ce document prévoyait déjà le retrait de l'armée croate et la prise en charge de la région par les « casques bleus ». Les Serbes réclamaient la présence de leurs forces dans l'ensemble de la région. Tout ce qu'ils auront obtenu est la présence de leur police, aux côtés de celle de la FORPRON, dans trois villages, à majorité serbe, de la zone.

Avec un peu de triomphalisme peut-être, à la présidence croate, on estime que cet accord était un premier pas vers une normalisation des relations avec les Serbes séparatistes de Krajina, auxquels Zagreb propose, sans succès jusqu'à présent, un statut d'autonomie.

Après une rencontre avec le président Tudjman, l'envoyé spécial du Kremlin, Vitali Tchoukine, est parti pour Knin, la capitale de la « République » serbe en Croatie, pour négocier les termes d'un cessez-le-feu. Une première tentative du diplomate russe avait échoué en mai, faute de la signature des militaires serbes. M. Franjo Tudjman pour sa part a quitté Zagreb pour Genève où il devait avoir samedi un entretien avec les médiateurs internationaux David Owen et Thorvald Stoltenberg, ainsi qu'avec le président serbe, Slobodan Milosevic.

YVES HELLER et JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Le Monde de l'éducation

### DOSSIER

Réussir son entrée à l'université

#### • L'été des enfants

Les vacances scolaires sont une période importante pour les enfants. C'est le moment de leur faire découvrir le monde, de leur apprendre à vivre ensemble, à respecter les autres, à s'occuper d'eux-mêmes. Les parents ont donc un rôle crucial à jouer pendant ces semaines.

#### • Portraits de jeunes personnes

Portrait de deux jeunes femmes, étudiantes à l'université. Elles nous racontent leur expérience de la vie universitaire, leurs difficultés, leurs succès et leurs projets pour l'avenir.

#### • L'information sexuelle des lycéens

Un dossier consacré à l'information sexuelle des lycéens. Nous abordons les questions de sexualité, de contraception, de prévention des maladies sexuellement transmissibles, et de respect de soi-même et des autres.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993

LE MONDE DE VOTRE MARCHAND DE JOURNAL







## ASIE

CHINE : la mise en place d'un « comité de travail préliminaire »

### Des troupes chinoises seront déployées à Hongkong dès sa rétrocession en 1997

Pékin a mis en place un groupe de travail chargé de préparer la rétrocession de Hongkong à ses conditions plurielles qu'à celles de Londres, ouvrant un nouveau front dans l'âpre négociation sur le retour de la colonie britannique à la Chine en 1997. Celle-ci a confirmé qu'elle déploiera des soldats à Hongkong dès cette date.

PÉKIN

de notre correspondant

« Ce n'est ni un deuxième centre de pouvoir, ni un shadow-cabinet », a assuré Qian Qichen, vice-premier ministre et chef de la diplomatie chinoise, en inaugurant, vendredi 16 juillet, à Pékin, la première session plénière du comité de travail préliminaire relatif à la « région administrative spéciale » de Hongkong. M. Qian en avait été nommé le patron lors de sa formation, le 2 juillet. Comme souvent, ce comité était destiné à confirmer qu'il s'agit bien pour Pékin de se doter d'une structure politique visant à influencer davantage les négociations avec la Grande-Bretagne et d'étouffer les plans de réforme politique du gouverneur de Hongkong, Chris Patten.

La nouvelle instance, « deuxième cuisine » selon les mots des négociateurs pékinois, est directement rattachée au comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Ses cinquante-sept membres, dont trente sont d'influents et riches person-

nalités de Hongkong qui ont accepté de servir ainsi la Chine populaire, ont été nommés par le président de l'Assemblée, Qian Sibi, ex-chef des policiers du régime.

L'inauguration des travaux du groupe s'est faite sous la bannière de Jiang Zeming, chef de l'Etat et du Parti communiste. Celui-ci a salué l'ouverture d'une « nouvelle étape dans la préparation du retour de Hongkong » à la mère patrie. En fait, il était prévu que Pékin attende 1996 pour se doter d'un tel organisme, afin de ne pas susciter de craintes prématurées à Hongkong. C'est bien dans l'intention de contraindre les visées libérales de M. Patten que la Chine a aujourd'hui décidé d'ouvrir un nouveau front.

Un contre-pouvoir inavoué

En théorie, les fonctions du comité se limitent à « étudier et fournir des commentaires appropriés » sur tout ce qui touche à l'installation des futurs gouvernements et au Parlement de la colonie. Mais l'organisme se réserve le droit de « promouvoir la mise en œuvre de la mini-Constitution rédigée principalement par Pékin, de « fournir des commentaires » sur les points du droit en vigueur qui iraient à l'encontre de ce texte et, clause typiquement communiste, d'intervenir dans la période de transition, de « traiter les questions offertes qui lui seraient soumises » par Pékin.

L'installation de ce contre-pou-

voir inavoué, dont le rôle essentiel sera de travailler l'opinion de Hongkong dans le sens des volontés pékinoises, suit une visite à Pékin du secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, les 8 et 9 juillet, à l'issue de laquelle les deux pays n'avaient pas constaté de progrès dans leurs négociations, mais s'étaient entendus pour les accélérer. Une nouvelle session de ces pourparlers doit s'engager mardi 20 juillet.

S'exprimant après le passage de M. Hurd, Chris Patten avait réitéré sa détermination à « s'engager pour Hongkong, si personnellement d'outre ne le fait ». La détermination de Pékin, tout aussi ferme, de lui casser les reins risque de contraindre son ami John Major à des choix drastiques, peu favorables à ses projets de démocratisation.

De manière à bien montrer sa conception des choses, Pékin a fait savoir par la bouche d'un chef adjoint de l'état-major, le général Xu Huizhi, membre du nouveau comité, que des troupes communistes « seront déployées au centre de la ville et dans les zones rurales de Hongkong » à la rétrocession, le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Cette mesure vise, dans l'esprit du patriarche Deng Xiaoping, qui a insisté tout au long des négociations dans ce sens, à appuyer de la manière la plus visible le retour de la souveraineté chinoise sur Hongkong, dernier grand joyau de l'Empire britannique.

FRANCIS DERON

## AFRIQUE

SOMALIE : après leur controverse avec l'ONU

### Les Italiens sont mis en cause par les adversaires du général Aidid

NAIROBI

de notre correspondant

On s'attendait que l'offensive lancée par l'ONU contre le général Aidid provoque, côté somalien, une sorte d'« union sacrée » contre l'étranger. Or, jusqu'à présent, les adversaires du général Aidid continuent de soutenir l'action des Nations unies. Jeudi soir, ceux-ci ont même lancé un sévère avertissement à l'italien, qui prône le dialogue plutôt que l'affrontement face au général Aidid.

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, une patrouille italienne a été la cible de tirs dans le nord de la capitale, alors que depuis leur arrivée, il y a six mois, les soldats italiens y entretenaient de bonnes relations avec la population. Ils

avaient conduit plusieurs opérations de désarmement sans rencontrer d'opposition majeure. Aujourd'hui, la position de l'Italie, très critique vis-à-vis de l'offensive des Nations unies contre Aidid, lui vaut une animosité grandissante de la part des ennemis du général.

Une lettre, signée par des partisans de son rival Ali Mahdi, accuse l'ancienne puissance coloniale de coopérer avec le « criminel Aidid » et lui demande de « rester neutre ou de retirer ses troupes ». Le président par intérim, qui contrôle Mogadiscio-Nord, a convoqué la presse italienne pour démentir que ses hommes aient ouvert le feu sur les soldats italiens ; mais il a appelé l'Italie à « demeurer dans la ligne de l'ONUSOM [Opération des Nations unies en Somalie] ».

Evoquant la controverse entre l'ONU et l'Italie (le Monde des 16 et 17 juillet), le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué vendredi à Paris que la France souhaite un règlement « à l'amiable » entre les deux parties. « Lorsque les autorités italiennes demandent une meilleure information et une meilleure coordination dans les opérations de l'ONU, c'est un point de vue que nous portons », a affirmé Richard Duquès, en précisant toutefois que le mandat de l'ONUSOM devait être mis en application. « L'objectif est un règlement politique. Ceci suppose le retour à la sécurité à travers le désarmement des factions », a-t-il dit.

JEAN HÉLÈNE

CONGO

### L'état d'urgence est décrété pour quinze jours

Le président Pascal Lissouba a décrété l'état d'urgence, vendredi 16 juillet, pour une durée de quinze jours, a annoncé le premier ministre Joachim Youmbi-Opango. Pris au cours d'un conseil des ministres de crise, cette décision a pour but de « rétablir l'ordre et la sécurité », les troubles entre partisans du président et de l'opposition ayant fait plus de vingt-quatre morts en quatre semaines (le Monde du 17 juillet).

Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre de la mise en vigueur de l'état d'urgence dès vendredi soir. Les préfets de région disposent désormais de pouvoirs étendus concernant les gardes à vue, les confiscations d'armes et les interdictions de rassemblement. Tout étranger déclaré suspect sera expulsé, et les principaux médias sont soumis à la censure. Le premier ministre a appelé toutes les formations politiques « à contribuer à la restauration de l'ordre et à l'extinction des foyers de tension ».

D'autre part, le conseil des ministres a annoncé le limogeage du général Jean-Marie Michel Mokoko, chef de l'état-major des armées depuis 1987 et directeur du comité militaire qui fait office de principal médiateur entre l'opposition et les partisans du président. Soupçonné de ne pas reconnaître le gouvernement de M. Youmbi-Opango et l'Assemblée nationale - dont l'opposition réclame la dissolution - le général Mokoko a été remplacé par le colonel Emmanuel Etia-Onka, directeur de l'académie militaire. (AFP, Reuters.)

NIGÉRIA

### Nouvelle élection présidentielle le 14 août

Une seconde élection présidentielle aura lieu au Nigeria le 14 août prochain, a annoncé vendredi 16 juillet la nouvelle Commission électorale nationale (NEC). Les résultats du scrutin seront rendus publics le 17 août, et le président élu sera investi le 27 août, date à laquelle les militaires se sont engagés à remettre le pouvoir aux civils, a indiqué la NEC dans un communiqué.

Bien que le Parti social démocratique (SDP) de Moshod Abiola - qui affirme avoir remporté l'élection annulée du 12 juin - ait déclaré qu'il refuserait de participer à une nouvelle élection, la NEC a indiqué que les candidats des deux partis autorisés prendront part au scrutin. Le Congrès du travail du Nigeria, centrale syndicale unique, s'est rallié à la position du SDP, affirmant qu'une nouvelle élection présidentielle était « inévitable ». (AFP.)

GUINÉE ÉQUATORIALE : les premières élections pluralistes fixées au 12 septembre. - Le président Teodoro Obiang a annoncé, vendredi 16 juillet, l'organisation des premières élections législatives pluralistes de l'histoire du pays pour le 12 septembre prochain, après avoir dissous l'Assemblée il y a deux semaines. Les douze partis d'opposition, qui contestent le code électoral, ont menacé de boycotter le scrutin, et les principaux bailleurs de fonds du pays - à l'exception de la France - refusent de financer l'élection, en réaction aux violations des droits de l'homme perpétrées par le régime. (AFP, Reuters.)

Le Monde ÉDITIONS

### AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclauzeaux

ZAIRE : selon Médecins sans frontières

### Des affrontements auraient fait des milliers de morts au Kivu

Entre 1 000 et 3 000 personnes ont été tuées au cours d'affrontements entre des Zaïrois et des paysans d'origine rwandaise, dans les régions de Masi et Walikale, dans le Kivu, à l'est du Zaïre, a déclaré, vendredi 16 juillet à Bruxelles, l'organisation Médecins sans frontières (MSF).

Citant plusieurs témoignages de massacres, la quotidien belge le Soir indiquait vendredi que plus de 100 000 personnes originaires du Rwanda ont été « chassées de leurs terres et de leurs maisons » au Nord-Kivu, et que « 2 000 à 3 000 d'entre elles ont été massacrées ».

Selon l'ambassadeur du Zaïre à Bruxelles, le président Mobutu s'est rendu au Kivu la 10 juillet afin de s'entretenir avec les chefs de clans et tenter de rétablir la calma.

Ces luttes ethniques, qui ont commencé il y a plusieurs mois, ajoutant à celles qui opposent depuis plus d'un an les Kasasens au Katangais au Shaba, dans le sud-est du pays, où les heurts, d'origine politique, ont provoqué un exode massif des Kasasens, dans des conditions d'hygiène « abominables », selon MSF.

AFRIQUE DU SUD : un rapport sur l'occupation du World Trade Center

### La police à nouveau accusée de complaisance à l'égard de l'extrême droite blanche

JOHANNESBURG

correspondance

Un rapport de la commission d'enquête du juge Goldstone vient de dénoncer sévèrement l'incompétence de la police lors de l'occupation du World Trade Center, le 25 juin dernier, par deux mille manifestants d'extrême droite : l'invasion des locaux où se déroulaient les négociations constitutionnelles, par des manifestants en tenue paramilitaire et arborant quantité d'armes à feu, témoigne ce jour-là d'un dérapage, la désorganisation des forces de l'ordre facilitant les velléités du Mouvement de résistance afrikaner (AWB).

Intimidation et insultes à l'égard des principaux négociateurs, actes de vandalisme s'ensuivant à plus de 1 million de

francs... le bilan est lourd, même s'il n'y a eu aucune perte humaine. Le juge Goldstone n'a pas mâché ses mots : les forces de l'ordre ont tout simplement manqué à leur devoir le plus élémentaire. Les quelque six cents policiers présents sur les lieux n'ont opposé aucune résistance aux provocateurs.

Il ressort également qu'une certaine complaisance, allée à des ordres inadéquats, a contribué aux débordements. Pour le juge, la police, empreinte de préjugés raciaux, a fait le jeu de l'extrême droite blanche. Une affaire qui s'ajoute à d'autres scandales témoignant journellement du manque profond de crédibilité des forces de police auprès de l'opinion publique. (Interim.)

CAMEROUN : La France a payé les arriérés de Yaoundé après la Banque mondiale. - La Banque mondiale a indiqué, vendredi 16 juillet à Yaoundé, que la France avait payé le même jour 23 milliards de francs CFA (460 millions de francs) d'arriérés de paiement du Cameroun. Ce montant couvre les arriérés dus à la banque au 14 juillet, et la France a promis de verser 4,5 milliards de francs CFA (90 millions de francs) supplémentaires pour la période allant jusqu'au 30 août. Ces sommes font partie d'un prêt accordé par la Caisse française de développement (CFD), annoncé le 7 juillet dernier. La France avait déjà renoué le Cameroun en janvier dernier. (Reuters.)

CÔTE D'IVOIRE : une épidémie de nature encore indéterminée, signalée en début de semaine à Zénona, à 320 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan, a fait dix morts depuis le 8 juin, et trente malades sont hospitalisés dans un état grave, a indiqué vendredi 16 juillet le médecin-chef de l'hôpital local. Selon lui, l'hôpital reçoit quotidiennement quatre ou cinq personnes présentant des symptômes - diarrhées et vomissements - comparables à ceux du choléra, mais les signes cliniques semblent démentir ce diagnostic. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Le pays est en situation de pré-famine

### Migration forcée

Les réfugiés palestiniens du sud du Liban, sous l'occupation israélienne, ont été contraints de quitter leur pays d'origine pour se rendre en Jordanie, en Syrie ou en Irak. Les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles ne pouvaient plus garantir la sécurité de ces réfugiés.

Les réfugiés palestiniens du sud du Liban, sous l'occupation israélienne, ont été contraints de quitter leur pays d'origine pour se rendre en Jordanie, en Syrie ou en Irak. Les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles ne pouvaient plus garantir la sécurité de ces réfugiés.

Les réfugiés palestiniens du sud du Liban, sous l'occupation israélienne, ont été contraints de quitter leur pays d'origine pour se rendre en Jordanie, en Syrie ou en Irak. Les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles ne pouvaient plus garantir la sécurité de ces réfugiés.

LAURENT ZECCHINI

Le Monde ÉDITIONS

### réagir

Le Monde ÉDITIONS

Le Monde ÉDITIONS

Le Monde ÉDITIONS

Le Monde ÉDITIONS



## POLITIQUE

La cérémonie commémorative de la rafle du Vel' d'Hiv'

« De ce drame épouvantable, la France demeure inconsolable »  
déclare le premier ministre

Près d'un millier de personnes ont assisté, vendredi 16 juillet, à la première cérémonie officielle organisée en application du décret du 3 février 1993 instituant une « journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises entre 1940 et 1944 sous l'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français ». A cette occasion, le premier ministre, dans un discours dont on trouvera les principaux extraits, a assuré que la France demeurerait « inconsolable ».

Après avoir rappelé que la rafle du Vel' d'Hiv' fut « le théâtre d'une des plus douloureuses tragédies qui endeuillent l'histoire de notre pays », Edouard Balladur indique que « cette cérémonie prend place désormais dans le cadre d'une journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises entre 1940 et 1944 sous l'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français ». Evoquant « celles et ceux qui portèrent dans leur âme et dans leur chair les mar-

ques du drame immense qu'ils ont vécu » et les milliers d'innocents, « victimes parce qu'ils furent, dans la mort, avec l'affreuse complicité du régime instauré sous l'Occupation », M. Balladur affirme que « cette terrifiante descente aux enfers ne doit pas être oubliée ».

Le chef du gouvernement appelle à « un examen de conscience sans cesse renouvelé », car « c'est un devoir de la mémoire, c'est un devoir de la morale ». « De ce drame qui est la honte de ceux qui en ont été les instigateurs », M. Balladur souhaite « tirer des leçons ». « La première conforte notre raison d'espérer et d'avoir confiance en l'homme », car, explique le premier ministre, « celles et ceux qui ont souffert de ces indéchiffrables tourments ont trouvé dans leur foi ou dans leur conviction l'énergie pour sauvegarder leur dignité : ils ont obtenu ainsi une grandeur qui force notre admiration ». Au-delà des victimes désignées par l'idéologie nazie, M. Balladur voit également une raison d'espérer en l'homme à travers tous ceux qui, en résistant, ont été « l'honneur de la France » ou ceux qui « toutes confessions confondues, toutes opinions politi-

ques remises à leur juste place, qui n'ont pas la première en de tels moments, ont sauvé nos compatriotes juifs traqués par l'occupant », défendant ainsi « les valeurs de la France » qui étaient bafouées.

Un monument pour se souvenir

« Mais le souvenir du cortège interminable des martyrs de la déportation, poursuit le premier ministre, nous impose aussi un devoir de vigilance », même si aujourd'hui « la liberté et la justice sont assurées et respectées ». Et, en effet, « le monde est fragile : le dénuement économique, les passions nationalistes, font naître des tentations dangereuses, suscitent un climat d'iniquité, et des réactions racistes ou antisémites se font jour. Ces actes restent heureusement isolés mais ils doivent être combattus et sanctionnés sans faiblesse dès le départ. Je sais combien ils sont ressentis avec iniquité par vous qui avez tellement souffert de la violence et de la haine d'autrui ».

« Si je suis ici aujourd'hui, précise M. Balladur, c'est pour vous assurer que le gouvernement assumera avec vigueur ses responsabi-

lités. La première d'entre elles, c'est d'assurer en toutes circonstances le respect des droits de la personne, le respect de la loi, le respect des principes de l'humanisme républicain. Le premier ministre invite alors à la réflexion : « La mémoire de ces événements, dit-il, doit inspirer le regard que nous portons sur le monde actuel : la transmettre aux générations futures est notre devoir ».

« La vie, l'histoire des nations sont bâties, entre autres, souligne le chef du gouvernement, sur la mémoire et sur les symboles. Ici sera érigé, ici même, un monument qui perpétuera le souvenir de ce qui s'y est passé il y a cinquante et un ans. Il importe à la France de commémorer pour toujours, aux yeux de tous, le martyre de tous ses enfants et de tous ceux qui avaient trouvé asile chez nous ».

« Que personne n'en doute, déclare M. Balladur, en conclusion, la France demeurera aux yeux du monde la patrie des droits de l'homme. Que celles et ceux qui ont perdu les leurs en ces moments terribles (...) sachent bien qu'elle est en deuil. De ce drame épouvantable, la France demeure inconsolable ».

## « L'honneur d'une nation »

A deux pas du pont de Bir-Hakeim, sur le boulevard de Grenelle, dans le quinzième arrondissement de Paris, une pauvre plaque installée en 1986 est là pour rappeler leur souvenir. Devant ce qui fut l'emplacement du Vel' d'Hiv', le métro ébranle incessamment, comme pour rappeler involontairement que les transports parisiens les conduisent ici. Les 13 000 juifs arrêtés les 16 et 17 juillet 1942 par la police française furent convoyés par autobus. Pendant un demi-siècle, les institutions juives ont tenu, seules, le flambeau du souvenir.

Une petite fille de cinq ans, Sarah, était du nombre. Son seul crime était d'être juive. Hare survivante de ce drame, Sarah raconte, vendredi 16 juillet, au cours de la première cérémonie officielle de commémoration, ses heures tragiques qui s'achevaient à Auschwitz, dont ni son père, ni sa mère, ni son frère, ni sa sœur ne revinrent. Avec des

moteurs simples, elle a soigné la mémoire collective, car « l'oubli est une seconde mort ». Pour le combattre, une association a « chanonné » et un poète a dit l'honneur : « Wagons qui reviennent de l'enfer, mouroirs, parlez ! ».

Sous un soleil de plomb, le République, pour la première fois depuis cinquante et un ans, a reconnu les persécutions racistes et antisémites perpétrées par ce régime « nul et non avenue » qui fut celui de Pétain à Vichy, selon l'expression du chef de la France libre, le général de Gaulle. En dehors des personnalités présentes, plus d'un millier de personnes ont assisté à cette cérémonie. Le président de la République était représenté par son chef d'état-major particulier et le maire de Paris par son premier adjoint.

En associant « nos frères étrangers » à l'hommage rendu, Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives (CRIF), a déclaré : « Il n'est

jamais facile pour une nation de commémorer les épisodes honteux de son histoire. Et pourtant il est l'honneur d'une nation d'affronter son passé. Avec une infinie reconnaissance », M. Kahn a émis l'espoir que, au fil de leur vie, ont rendu la main (aux juifs), et permis aux quelques policiers révoqués par l'ignoble mission qui leur avait été assignée. Parmi les porteurs de drapeaux commémoratifs, il y avait trois fonctionnaires de la police nationale en tenue.

Une cérémonie officielle devait être organisée, dimanche, dans chaque département. A l'initiative de la municipalité d'Alx-en-Provence et de plusieurs associations, une commémoration « parallèle » devait avoir lieu au camp des Milles, un lieu d'internement de la « zone libre » d'où furent déportés 1 928 juifs, avant même l'occupation de cette zone par les Allemands.

OLIVIER BIFFAUD

La préparation des élections européennes

L'UDF prise de court  
par la proposition de M. Balladur  
de conduire une liste unique

L'hypothèse envisagée, jeudi 15 juillet, par Edouard Balladur qu'il puisse prendre personnellement la tête d'une liste unique RPR-UDF lors des élections européennes de juin 1994 (le Monde du 17 juillet), est diversement appréciée dans les rangs de l'UDF. Les réactions des diverses composantes de la confédération montrent qu'elles ont été prises de court par ce revirement du premier ministre qui excluait, il y a peu de temps encore, une telle perspective.

Deux hommes réputés proches de Valéry Giscard d'Estaing ne portent pas la même appréciation sur la proposition du premier ministre de conduire lui-même une liste unique de la majorité aux élections européennes de juin 1994. Pour Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, il s'agit « d'une initiative précipitée ». Interrogé sur Europe 1, vendredi 16 juillet, il a répondu : « Organiser une concertation nationale et des décisions d'opérations tactiques. Les choses doivent être faites dans l'ordre. Il n'est pas opportun aujourd'hui de distraire le pays de cette mobilisation pour l'emploi à laquelle le premier ministre nous appelle lui-même. Il a observé que « cette question n'a pas été évoquée aux déjeuners du mardi (ceux qui réunissent les dirigeants de la majorité) et il n'y a pas eu de concertation (...) ». Aujourd'hui, la majorité est large, mais elle est constituée de deux formations globalement à part, donc il faut qu'il y ait une concertation non seulement sur l'opportunité tactique, mais aussi sur les démarches de fond ».

En revanche, dans le Figaro daté 17-18 juillet, Hervé de Charette, ministre du logement et délégué général des clubs Perspectives et Réalités, proche également de l'ancien président de la République, affirme : « Le premier ministre est dans sa responsabilité politique lorsqu'il se préoccupe de préserver l'unité de la majorité. La proposition est très positive et plutôt audacieuse dans le contexte actuel. Une liste commune est certainement la meilleure solution, dès lors que les dirigeants de la majorité se seront mis d'accord sur un projet européen commun ».

Ladislav Ponistowski, porte-parole du Parti républicain, se déclare « très favorable à la candidature d'Edouard Balladur » pour conduire la liste unique de la ma-

rité, juge que le premier ministre « est effectivement le mieux placé pour préserver l'unité de la majorité, même si les deux composantes de la majorité ont des leaders de qualité capables de mener une liste aux européennes ». Pour le député de l'Eure, il existe, en effet, « un risque de voir la majorité se diviser (...) entre les partisans et les adversaires du traité de Maastricht ».

Invité à l'émission « Objections » sur France-Inter, vendredi 16 juillet, Jacques Barrot, vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a posé comme condition à la constitution d'une liste unique de la majorité que, « pour l'essentiel, cette liste soit clairement pour l'Union européenne », ajoutant que « des personnes qui militent notamment contre la Communauté n'ont pas leur place sur cette liste d'union ». Pour le député centriste, M. Balladur « a simplement rappelé que, s'il y avait eu besoin, il était là pour sauver le cap européen de la majorité ». Pour autant, M. Barrot estime que « l'heure n'est pas encore venue de choisir » et « on peut imaginer aussi deux listes, indépendantes mais associées ».

Quant à Dominique Baudis, président exécutif du CDS, il considère que « le premier ministre a raison de demander aux différentes composantes de la majorité de rassembler leurs forces ». De son côté, Yves Galland prend au mot le premier ministre qui avait précisé qu'il conduirait une liste si on le lui demandait avec insistance. Le président du Parti radical, donc, « insiste » et ce pour trois raisons. M. Balladur, dit-il, est « le chef naturel d'une majorité qui pourrait se diviser » à cette occasion alors qu'il symbolise « un engagement européen incontestable » et qu'il est « la forme sur les réformes qui doivent être réalisées d'un qui nous intéresse essentiellement préservé par l'adaptation nécessaire mais aussi la poursuite de la construction communautaire ».

## Le silence du RPR

Deuxièmement, M. Galland, président du groupe libéral au Parlement européen, estime que le chef du gouvernement « impose à l'évidence le bon niveau du débat électoral ». Il précise : « Les thèmes faisant de l'Europe le bon émissaire de nos difficultés trouvent un écho populaire incontestable mais dangereux. Aussi s'est-il créé insidieusement un potentiel électoral inquiétant pour les populistes et extrémistes divers. Il est essentiel, dans ce cadre, d'avoir l'autorité pour rétablir un certain nombre de vérités, remobiliser nos compétences à la perspective de l'union politique économique et monétaire indispensable à notre capacité d'influence et à notre prospérité ». Le troisième motif avancé par M. Galland touche à la nécessité pour la majorité de gagner « ce premier test électoral qui peut, de surcroît, permettre de faire passer les réformes des libéraux et des démocrates chrétiens ou Parlement européen ».

Au RPR, Philippe Séguin, chef de file du « non » à Maastricht, dont beaucoup envisagent qu'il conduise une liste aux européennes, s'est contenté d'un « tout ça c'est de la politique ». Le président de l'Assemblée nationale, qui n'a pas voulu en dire plus, représente ainsi la formule utilisée par M. Balladur lui-même pour commenter son discours critique du 16 juin dernier, sur les choix gouvernementaux en matière économique et sociale. Commentant le propos du président de l'Assemblée nationale qui avait parlé de « Munich social », le premier ministre avait laissé tomber un bref « c'est de la politique ». Les autres dirigeants du parti de Jacques Chirac n'avaient pas encore réagi, samedi 17 juillet au matin, à l'initiative de M. Balladur.

A. Ch.

## Bernard Tapie veut-il les « méthodes inacceptables »

Après avoir déclaré, le 16 juillet, pour défendre des journalistes, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables », le député de la Gironde a-t-il changé d'avis ?

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Après avoir déclaré, le 16 juillet, pour défendre des journalistes, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables », le député de la Gironde a-t-il changé d'avis ?

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

## Jean Kahn souhaite une « déclaration solennelle » du Parlement

Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France a estimé, vendredi 16 juillet, que, « si l'Assemblée nationale et le Sénat voulaient faire une déclaration solennelle pour dénoncer les crimes du régime de Vichy, cela nous donnerait entièrement satisfaction », car, a-t-il rappelé, « c'est la Chambre des députés qui, en 1940, a voté les pleins pouvoirs à Philippe Pétain et, quelques mois plus tard, lui a pris le premier décret anti-juif ».

Le président de l'Assemblée nationale, interrogé sur cette demande, a estimé que « cette déclaration solennelle est légitime et l'on se fixe par ailleurs ». M. Séguin a ajouté : « S'agissant de cette période, je reste sur une idée simple, forte et incontestable : Vichy est nul et non avenue ».

## Bruno Gollnisch (FN) : on veut « culpabiliser une partie » des Français

Bruno Gollnisch, président du groupe Front national au conseil régional de Rhône-Alpes et député au Parlement européen, ne participera pas, dimanche, à l'hommage aux victimes du racisme, de l'antisémitisme et de la déportation. Dans une lettre au préfet de région, publiée vendredi 16 juillet, il dénonce la mémoire « à géométrie variable » des pouvoirs publics à Lyon qui « se refusent à participer à quelque commémoration que ce soit des victimes de la terreur révolutionnaire de 1793, qui fit dix fois plus de victimes que Klaus Barbie ». Ce dirigeant du parti de Jean-Marie Le Pen n'accepte pas non plus que le souvenir de « dix mille déportés de la zone occupée par les Allemands s'oppose désormais à ce que l'on honore les 400 000 morts de Vichy dans la personne de leur chef », ajoutant que « ce genre de manifestation » a « pour but de condamner le maréchal Pétain et le régime de Vichy » qui comptait « dans ses rangs, des dizaines de personnalités considérées comme des héros nationaux ». Il conclut sa lettre en s'interrogeant avec « des Français en nombre croissant quant à la multiplication de manifestations dont le but paraît trop souvent de culpabiliser une partie d'entre eux, d'utiliser les souffrances passées d'une partie de nos compatriotes au profit du magistère moral abusif que s'octroient une poignée d'individus ».

La Réunion : mandat d'arrêt contre le sénateur Eric Boyer. - Le juge d'instruction Jean-François Beynel a délégué, vendredi 16 juillet, un mandat d'arrêt à l'encontre d'Eric Boyer, président du conseil général et sénateur (app. RPR) de la Réunion. Ce dernier qui faisait déjà l'objet depuis le samedi précédent d'un mandat d'amener, délivré deux jours après la levée de son immunité parlementaire par le Sénat dans le cadre de l'enquête sur le marché des transports scolaires de Saint-Léu, a « pris le maquis » depuis le début de la semaine.

## LIVRES POLITIQUES

LA PENSÉE AVEUGLE  
Quand les intellectuels ont des visions.  
de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover. Spengler, 264 pages, 120F.

Normalement, leur livre ne devrait pas venir à la connaissance des lecteurs, moins en raison de sa véhémence que, selon les auteurs, du silence médiatique auquel sont peu ou prou réduits ceux qui s'entêtent à perpétuer la tradition contestataire de la gauche intellectuelle. Car cette tradition, comme le gauche elle-même, n'est plus de mise. Que reste-t-il des intellectuels de gauche qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ont dominé le débat culturel franco-français ? Presque rien, sauf, bien sûr, les intellectuels, sans autre qualification. Ils n'en comptent pas moins, en effet, d'occuper le devant de la scène, à travers les médias dont ils ont appris à se servir et qui savent en servir d'eux.

Cela fait enrager Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, non qu'ils aient par principe contre les intellectuels, mais parce qu'ils n'admettent pas aussi facilement qu'après tant d'éveillement au service du socialisme totalitaire l'ex-intellectuel de gauche continue de s'aveugler, avec la même autorité satisfait, parfois au prix du reniement, trop souvent au mépris de sa vocation critique. Cette présentation de l'ouvrage est aimable par rapport au procès

## Les clercs sur la sellette

que les auteurs instruisent, à la violence de leur propos, au caractère systématique de leur pamphlet. Jean-Pierre Garnier et Louis Janover n'y vont pas de main morte, c'est le moins que l'on puisse dire, pour dénoncer la Pensée aveugle et « les visions » des intellectuels. « On croyait, écrivent-ils, avoir tout vu et tout entendu en matière de reniements et de renouement. Eh bien, on se trompait, tant les voies du renouement sont riches en infinis prolongements ».

On ne va pas s'amuser ici à retranscrire les traits les plus mordants qui, avec plus ou moins de justesse et de cruauté - c'est le loi du genre pamphlétaire - frappent les stars de l'intelligentsia. D'abord, parce que les idées sont nombreuses, certaines étant privilégiées, si l'on peut dire, ensuite, parce qu'au-delà de l'explosion de cette grande colère, c'est surtout ce qu'elle traduit que ce qu'elle dit, même lorsqu'elle fait mouche, qui force l'attention. Le lecteur trouve lui-même, en se reportant au livre, manière à se défouler de l'agacement ou de l'indignation qu'il lui arrive sûrement de partager avec les auteurs.

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover n'en reviennent pas de voir comment d'anciens pourfendeurs du capitalisme l'adorent aujourd'hui sous les habits du marché ; comment des révolution-

naires sont tombés dans le piège de l'économisme ; comment ils sont passés de l'exigence démocratique à la théorisation de l'Etat de droit, de la solidarité avec les exploités à la défense des droits de l'homme, du tiers-mondisme à l'écologie. Nos deux auteurs ne s'accommodent pas d'un renouement à l'utopie au profit de causes minimes et d'indignations sélectives. Ce sont toujours les mêmes qui font le leçon, mais le leçon a changé.

L'intellectuel n'est plus ce qu'il était, constatent-ils : « Aux trois C » qui définissaient sa mission hier - critiquer, contester, combattre - ont succédé les « trois A » qui résument sa démission aujourd'hui : accepter, approuver, applaudir ».

A quoi faut-il imputer cette nouvelle trahison des clercs, selon nos auteurs ? Le désengagement politique des intellectuels serait le fruit d'un « désaveuglement idéologique ». Soit, mais cela n'explique ni l'excuse le fait qu'ils s'aveuglent dans d'autres engagements en prétendant apporter leurs lumières.

Au-delà du nerfessisme propre aux producteurs intellectuels et de leur propension à préserver le rôle privilégié qu'ils jouent en France, sans minimiser les gratifications sociales que leur vaut le rapprochement avec le pouvoir, il y a d'autres causes. Jean-Pierre Gar-

ANDRÉ LAURENS

nier et Louis Janover voient le règne du mal dans la coupure avec le réel, qu'aggrave la séduction de l'irréalité médiatique. « A trop loucher du côté des puissants, écrivent-ils, bon nombre d'intellectuels ont fini par ne plus voir, et encore moins sentir, ce que vivent réellement les dominés et ce qui les condamne à la vie (...) ». A force d'être en intelligence avec la classe dominante, beaucoup en viennent à perdre toute intelligence du monde qu'ils sont censés déchiffrer. « Surtout à l'ère du réel à travers le filtre de la médiatisation, mise en scène du réel à laquelle ils participent et sur laquelle ils focalisent leur fonction critique ».

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, on l'a dit, touchent souvent juste et en réjouiront beaucoup, comme eux, ne se satisfont pas du nouveau discours ambiant. Cependant, on a du mal à croire, au terme d'une démonstration qui emprunte à la verve et à la férocité des « Guignoles de l'info » de Canal Plus, que les débats de l'intelligentsia soient tous et à ce point nuls, faussés ou malhonnêtes.

Quoi qu'il en soit, le Monde, qui en fait, parce que c'est son rôle, largement écho, devait s'ouvrir à ce son de cloche, même s'il détonne dans le concert dominant. C'est aussi dans les contradictions dont il rend compte qu'un journal trouve sa cohérence.

Les déclarations du procureur Eric de Montgolfier  
« Une éthique du ministère public »

Après avoir, le 16 juillet, fondé sa condamnation sur l'absence de mandat d'arrêt, le procureur de la République de Paris, Eric de Montgolfier, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Après avoir déclaré, le 16 juillet, pour défendre des journalistes, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables », le député de la Gironde a-t-il changé d'avis ?

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Après avoir déclaré, le 16 juillet, pour défendre des journalistes, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables », le député de la Gironde a-t-il changé d'avis ?

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Après avoir déclaré, le 16 juillet, pour défendre des journalistes, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables », le député de la Gironde a-t-il changé d'avis ?

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le député de la Gironde, Bernard Tapie, a déclaré, vendredi 16 juillet, que les méthodes de Bernard Tapie étaient « inacceptables ».

Le Monde EDITIONS

LA SANTE

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection "Vos Etudes" dirigée par Frédéric Gausson

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde EDITIONS

Rencontres et des citoyens extraordinaires

DÉFENSE

Des officiers de la gendarmerie à l'armée de l'air. - Pour les prochaines élections, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) a organisé à Paris une session internationale de travail consacrée à la situation en Europe. Outre des auditeurs français, belges et suisses, cette session réunira des représentants de la défense européenne.



Après la plainte du garde des sceaux contre le président de l'OM

## Bernard Tapie veut dénoncer les « méthodes incroyables » de la justice

Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a porté plainte, vendredi 16 juillet, pour diffamation envers des fonctionnaires publics contre Bernard Tapie après un entretien à VSD dans lequel le président de l'OM comparait les méthodes de la justice valencienne à celles de la Gestapo (nos dernières éditions du 17 juillet). Cette plainte vise également le directeur de VSD, et les deux journalistes qui ont recueilli l'entretien. Le député (RL) des Bouches-du-Rhône a vivement réagi, affirmant qu'un éventuel procès lui permettrait de dénoncer « les méthodes

incroyables utilisées par la justice dans le dossier » de l'affaire OM-Valenciennes et accusant le ministre de la justice de « manquer aux devoirs de sa charge » pour n'avoir pas saisi la commission de discipline du parquet du comportement du procureur Eric de Montgolfier.

L'enquête valencienne vit aujourd'hui dans l'attente de la confrontation générale du 21 juillet, qui opposera le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, aux accusations des joueurs mis en examen et des témoins selon lesquelles il fut l'instigateur de

la tentative de corruption. La nomination, à sa demande, du juge d'instruction Bernard Beffy au parquet de Valenciennes, qui devait intervenir le 3 septembre, a été reportée, M. Beffy restant à l'instruction jusqu'à la fin de son enquête. Vendredi, à Marseille, des policiers du SRPJ de Lille ont entendu, outre l'attaché parlementaire de M. Tapie, Marc Frati, un proche collaborateur de M. Bernès, plus spécialement chargé pour l'OM de la location des loges au stade Vélodrome et, par ailleurs, époux de la secrétaire personnelle du directeur général du club.

Le président de l'OM n'en a pas abandonné sa stratégie pour autant : estimant que le garde des sceaux avait dû engager des poursuites disciplinaires à l'encontre d'Eric de Montgolfier, il a continué à critiquer les magistrats de Valenciennes. « Cette plainte nous donne l'occasion de faire connaître précisément à tous les Français les méthodes incroyables utilisées par la justice dans le dossier », a-t-il affirmé. Elles ne sont pas conformes aux droits les plus élémentaires des citoyens et renvoient à une pratique que l'on croyait révolue. Mes collaborateurs, les joueurs de l'OM, tous les autres protagonistes, racontent les pressions, les menaces, les chantages à l'incarcération et les pressions de toute nature exercées sur eux pendant les différents interrogatoires ou gardes à vue de ces dernières semaines. Son avocat, M. Francis Szpiner, a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait citer les magistrats de Valenciennes.

ANNE CHEMIN

(1) L'article 31 de la loi du 29 juillet 1981 précise que la diffamation commise à raison de ses fonctions ou de ses qualités envers un fonctionnaire public sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 300 francs à 300 000 francs.

Les déclarations du procureur Eric de Montgolfier

## « Une éthique du ministère public »

Sans jamais évoquer le fond du dossier de corruption instruit par le juge Bernard Beffy, le procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier, a tenu à prouver qu'il n'était toujours pas tenu au silence. Sur TF1, comme dans des entretiens accordés à Libération et à Parisien, il a ainsi longuement commenté le changement de tactique judiciaire auquel l'aveit invité la chancellerie.

« Ce n'était pas conforme au bien public de continuer à parler, a-t-il souligné en direct au journal de 20 heures de TF1, vendredi 16 juillet. Le directeur du cabinet et le garde des sceaux, que j'ai eu au téléphone, me l'ont demandé. » « Je suis d'avis, a-t-il toutefois ajouté, parce que voici trois semaines que je conduis de manière un peu effrénée une méthode qui est discutable, je le reconnais, et je suis d'avis de ne pas pouvoir aller jusqu'au bout tant qu'il n'y a pas de risques pour l'instruction. Si j'en avais je serais encore plus d'avis. (...) Ce qui me gêne dans ce qui est dit depuis hier, c'est le côté magistrat sanctionné, cela révèle une image un peu gênante de l'autorité judiciaire dans ce pays. J'ai un peu peur de l'âge de jouer les petits garçons et de me faire taper sur les fesses. »

Le magistrat a affirmé qu'il faisait sur TF1 sa « dernière déclaration orale », tout en précisant que, « si c'était nécessaire pour la protection du dossier et de la justice », il « réinterviendrait ». « J'ai cru comprendre que le garde des sceaux avait pris le relais », a-t-il ajouté en saluant le « courage politique » de M. Méhaignerie à propos de la

plainte déposée contre les propos de Bernard Tapie (lire d'autres pages). Interrogé sur l'honneur rendu par François Mitterrand au président de l'OM, le procureur a indiqué que, « dans un moment de révolte immédiate », il avait « failli commenter les propos du chef de l'Etat ». Mais, e-t-il conclu, « beaucoup de gens m'ont expliqué que c'était des scandales »,

« Un bouclier par rapport au juge »

« Ce n'est pas un supplice de me taire, c'était parfois un supplice de parler », a encore déclaré M. de Montgolfier, insistant sur le fait qu'il n'avait « pas dit le premier à tirer ». « Bernard Tapie m'a condamné à occuper le terrain médiatique », a-t-il rétorqué, expliquant qu'il avait eu pour rôle de contrer le déficit de crédibilité du président de l'OM : « Je suis comme un bouclier par rapport au juge, une protection rapprochée contre les journalistes. » « Je ne l'ai pas créé, cette pression, insiste-t-il dans Libération du 17 juillet. Que j'y réponde, que j'accepte, ou, réprenez la chronologie : qui a été le premier coup ? Répondre, c'est de la légitime défense judiciaire. »

Invocant « une éthique du ministère public », M. de Montgolfier conteste qu'il ait été le « suzerain » du juge d'instruction, dit l'entrevue qu'il a eue avec le journaliste et qu'il « était des choses avec lesquelles je ne suis pas nécessairement d'accord ». « Mon métier, c'est la poursuite », explique-t-il encore à Libération, image qu'il précise au Parisien en ces termes : « En

ouvrant une information judiciaire, je porte une accusation de corruption et je demande au juge de la vérifier. Comment dire non ? (...) Qu'un procureur ait quelquefois dans sa ligne de mire, on ne peut pas trouver ça anormal. Je représente l'accusation. » Affirmant avoir été « rapidement convaincu » avec le changement de méthode que lui a demandé la chancellerie « pour le bien de l'Etat », le procureur de Valenciennes ajoute dans Libération : « Je serais content qu'on parle aussi de la communication sur les peines d'infamie. On voit alors la vie des gens s'écrouler. Je suis content qu'on me rappelle la présomption d'innocence. (...) Chacun est présumé innocent, pas uniquement M. Tapie. J'aimerais que M. Mohammed Ban que j'ai rencontré aussi de la présomption d'innocence. Et que, quand elle est bafouée, il y ait aussi des rappels à l'ordre. »

« C'est un vrai combat, ce dossier. Pour la justice », ajoute-t-il enfin dans Libération en évoquant la diversité des rôles publics de M. Tapie : « Je découvre, dans ce dossier, à quel point les enjeux sont liés. Aujourd'hui, on peut faire une carrière politique à partir du sport. Je me demande qui est en face de moi : le président de l'OM, le parlementaire, l'ancien ministre, la furie de Marseille, un candidat à autre chose ? Il faut bien que je me réfère à la politique pour comprendre un certain nombre d'événements. Ou s'arrête le dossier ? Je sais où il commence... »

### DÉFENSE

Des officiers de pays de l'Est à l'IHEDN. — Pour la première fois, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) a organisé à Paris une session internationale de travail consacrée à la situation en Europe. Outre des auditeurs français, civils et militaires, cette session a réuni des représentants civils, des ministères

de la défense concernés, et des officiers supérieurs de six pays en Europe de l'Est : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République slovaque et République tchèque. Pendant trois semaines, ces auditeurs étrangers et français ont comparé leur organisation militaire et examiné les conditions d'une défense européenne.

## La vengeance du Mississippi

Suite de la première page

Comme ailleurs dans le Middle West, des semaines de pluies incessantes ont tout fait déborder. Un flot de boue s'est infiltré dans la ville. Une masse de liquide noirâtre a envahi les caves, inondé les rues, noyé les rez-de-chaussées. L'eau est montée à 30, 40 centimètres, parfois plus. En cette fin de semaine, une dévalée de la météo avait permis un début de répit : les trottoirs étaient jonchés de tapis, moquettes détrempées, meubles détrempés, livres détrempés. Pendant près d'un mois, les barreaux, échues et digues qui enserrant les deux rives ont tenu. Jusque-là, tout allait bien. Mais, le 15 juillet, le ciel s'est assombri, le vent a soufflé, le système de défense, surveillé par ordinateur, prévoyait un débordement pour impénétrable, a craqué. La Raccoon et la Des Moines sont « passées ». Dans le Des Moines, le quotidien local, James Flansburg, qui commente l'événement sous sa rubrique « Le vieux reporter », écrit : « On était comme les Français avec leur ligne Maginot, comme la Navy avec sa prétendue inviolable armada ancrée à Pearl-Harbor. On s'était fait des illusions. »

La ville s'est arrêtée

Moins lyrique, Likel Dickerson raconte : « On a eu six ou sept heures pour évacuer. La police est passée avec des haut-parleurs, il y avait aussi des annonces à la radio. » Mais, Dickerson a chargé son « pick-up » ses trois chiens et les affaires de sa compagnie pour « aller à l'ouest, sur les collines, là où les riches sont installés, à l'abri de la Raccoon ». Quelques 5 000 personnes ont été évacuées. L'eau est entrée au cœur de la ville. Il n'y a pas de digue de sacs de sable érigée à la va-vite par des centaines de volontaires qui ont tenu. Ce fut humiliant lorsque la Raccoon et la Des Moines envahirent le quartier des affaires, entraînant quand elles submergèrent le « centre historique », à fendre l'âme lorsqu'elles ravagèrent le nouveau stade de base-ball : le flot emporta un peu de la fièvre de la ville.

Mais la défaite n'a véritablement été consommée que lorsque la station d'épuration des eaux s'est à son tour trouvée inondée. Les cuves de purification ont été

En Alsace et dans le Bade-Wurtemberg

## Opération policière franco-allemande contre des groupuscules néo-nazis

Une série d'interpellations et de perquisitions ont visé, jeudi 15 juillet, un groupuscule d'extrême droite implanté en Alsace, dans le cadre d'une enquête judiciaire portant notamment sur des profanations de cimetières juifs perpétrées dans la région. Trois de ses membres, dont un gardien de la paix de Mulhouse, ont été placés en garde à vue par les policiers du SRPJ de Strasbourg et de la sixième division de la police judiciaire chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives. Outre-Rhin, une opération concomitante était dirigée contre l'homologue allemand de cette association.

militaire : trois pains de plastic, un détonateur, une réplique d'un pistolet-mitrailleur en état de marche, ainsi que des munitions et des grenades d'exercice. Aussi Michel Spéniel a-t-il été mis en examen, vendredi soir 16 juillet, pour détention illégale d'armes, munitions et explosifs.

### Enquête

sur un gardien de la paix

Un gardien de la paix affecté au corps urbain de Mulhouse, également président du HVE, a été remis en liberté après son audition par la police judiciaire. Une enquête administrative de la « police des polices », l'UGPN, devrait cependant être ouverte sur le comportement de ce policier. L'enquête judiciaire sur les violations de sépultures juives, pour laquelle le HVE ne constitue que l'une des pistes, se poursuit.

De l'autre côté de la frontière, l'Association pour la fidélité à la patrie allemande (Heimatreue Vereinigung Elsass, HVE), un groupuscule d'extrême droite réunissant une vingtaine de membres, est visée par les commissions rogatoires délivrées par un juge d'instruction strasbourgeois, M. Martine Al Kanje. Ce magistrat est en charge d'informations judiciaires ouvertes pour « violations de sépultures » et « provocation à la haine raciale », à la suite notamment des profanations de cimetières juifs opérées, en novembre et décembre 1992, à Cronembourg et Schiltigheim (Bas-Rhin).

La série d'interpellations et de perquisitions qui ont été conduites, jeudi 15 juillet en Alsace, n'ont pas permis d'impliquer les membres du HVE dans des profanations antérieures. Trois de ses membres actifs ont été entendus par les enquêteurs de la police judiciaire. Une perquisition au domicile de l'un d'eux, Michel Spéniel, âgé de vingt-quatre ans et demeurant dans le Haut-Rhin, a cependant permis de découvrir de la documentation à caractère néo-nazi et un arsenal

E. In.

politique de contrôle des fleuves ? Autrement dit la maîtrise du fleuve, du Mississippi ou de ses affluents, provoque-t-elle les inondations ?

C'est la thèse de nombre de spécialistes de l'environnement. A Des Moines, c'est aussi la thèse des vignerons, de ceux qui disent se souvenir qu'il n'y avait pas autant d'inondations « avant » et qu'elles étaient moins dommageables. A cette époque, d'édifices, de barrières et autres murs de soutènement, le long de la Des Moines, de la Raccoon, du Missouri ou du Mississippi, on a réduit le lit des fleuves. On a forcé le cours de l'eau dans des espaces de plus en plus restreints : on a trop « canalisé », et, en faisant, on a augmenté le débit, donc la force des inondations, en cas de débordements à la saison des pluies.

En démantelant l'agriculture sur les rives du fleuve, on a mordu sur les zones marécageuses qui le bordaient. De part et d'autre du cours d'eau, elles faisaient une zone d'épandage idéale : éponges naturelles, elles absorbaient les débordements du fleuve. Endiguement, égale inondation, disent les écologistes ; endiguement égale terrain gagné pour l'urbanisation et l'agriculture, disent les ingénieurs du génie.

Au bord de la Raccoon et de la Des Moines, la polémique fait rage. Président de l'Association de sauvegarde des fleuves américains, Kevin Coyne assure que le Mississippi est « un fleuve qui a été artificiellement canalisé ».

L'eau coule plus vite, la pression est plus forte, le débit est accru. « Sans pression, le fleuve déborde plus violemment, affirme-t-il, c'est la vengeance du Mississippi. »

ALAIN FRACHON

□ Inondations et séismes meurtriers en Asie. — Les inondations qui dévastent le nord et l'ouest de l'Inde ont déjà fait près de deux cent quarante victimes. Une soixantaine de villages ont été détruits au Pendjab. En Chine, les inondations du Yang-Tse ont fait officiellement 436 morts et ravagé les cultures. Au cours des six derniers mois, estime, samedi 17 juillet, le China Daily, la Chine a connu une série de catastrophes (pluies, tempêtes de neige, cyclones, séismes) d'une exceptionnelle gravité qui ont fait au moins 1 600 morts. Quant au Japon, le violent tremblement de terre qui a frappé le nord du pays, le 12 juillet, a fait, selon le dernier bilan officiel, 161 morts et 99 disparus.

Le Monde ÉDITIONS

Rencontres avec des citoyens extraordinaires

LA SANTE

Guide des médicaments

Collection « Santé »

Éditions du Seuil



## SOCIÉTÉ

Soulignant d'importants problèmes d'éthique

## Des biologistes américains annoncent être sur la voie de l'isolement d'un gène de l'homosexualité

Un groupe de chercheurs dirigé par le Docteur Dean Hamer, de l'Institut national américain du cancer, annonce, dans l'hebdomadaire *Science* du 16 juillet, être sur la voie de l'isolement d'un gène qui serait impliqué dans l'homosexualité masculine. Cette information suscite un vif intérêt outre-Atlantique et soulève, dans le même temps, de délicates questions d'ordre éthique.

Le docteur Hamer et ses collègues ont, dans un premier temps, étudié l'histoire familiale et les arbres généalogiques de 114 homosexuels masculins. Ils ont pu ainsi observer que 13,3 % des frères de ces personnes étaient également homosexuels, une proportion notablement plus élevée que celle généralement retrouvée dans la population américaine, que l'on situe autour de 1 % (*Le Monde* du 17 avril).

Les chercheurs américains notent que différents collatéraux maternels (oncles, cousins) étaient aussi homosexuels, dans une proportion *a priori* supérieure à la moyenne, ce phénomène pouvant être, selon eux, observé sur plusieurs générations. Partant du postulat que le comportement homosexuel a une base génétique, cela permettait de soutenir que l'information

impliquée se situe sur le chromosome X. Ce chromosome est, en effet, présent en double exemplaire chez les femmes, l'un des chromosomes X étant transmis par le père et l'autre par la mère. En d'autres termes, l'approche génétique conduira-t-elle à faire de l'homosexualité une pathologie imposant des mesures préventives et thérapeutiques?

Sans doute ne convient-il pas de grossir les conséquences sociales de travaux biologiques qui demeurent encore préliminaires. De multiples observations plaident en faveur de l'importance du milieu familial dans la genèse de l'homosexualité masculine. Il n'est pas moins vrai que cette avancée de la biologie vient, après d'autres (1), rappeler que les comportements sexuels sont, dans l'espèce humaine, le résultat de toutes les étapes du développement, de la dépendance étroite de facteurs biologiques, qu'ils soient d'ordre génétique ou hormonal. Jusqu'où doit-on poursuivre, sans risques, le décryptage génétique des comportements sexuels de notre espèce?

Dans tous les cas, l'identification du ou des gènes qui pourraient être impliqués dans l'homosexualité masculine demandera un travail considérable dont le terme ne peut être fixé. Le docteur Hamer a d'ailleurs souligné que ces résultats ne permettraient nullement d'affirmer qu'un fragment du patrimoine héréditaire humain déterminait l'homosexualité masculine, d'autres facteurs (éducation, environnement, etc.) pouvant être également impliqués. Toujours selon lui, une étude est en cours concernant l'homosexualité féminine.

Cette approche soulève déjà de

considérables questions d'ordre éthique. Que ferait-on si l'on identifiait un facteur génétique «prédisposant» à l'homosexualité masculine transmis par la mère? En d'autres termes, l'approche génétique conduira-t-elle à faire de l'homosexualité une pathologie imposant des mesures préventives et thérapeutiques?

Sans doute ne convient-il pas de grossir les conséquences sociales de travaux biologiques qui demeurent encore préliminaires. De multiples observations plaident en faveur de l'importance du milieu familial dans la genèse de l'homosexualité masculine. Il n'est pas moins vrai que cette avancée de la biologie vient, après d'autres (1), rappeler que les comportements sexuels sont, dans l'espèce humaine, le résultat de toutes les étapes du développement, de la dépendance étroite de facteurs biologiques, qu'ils soient d'ordre génétique ou hormonal. Jusqu'où doit-on poursuivre, sans risques, le décryptage génétique des comportements sexuels de notre espèce?

JEAN-YVES NAU

(1) On peut se reporter au dossier publié par l'hebdomadaire *Science* du 30 août 1991 exposant les travaux de Simon LeVay, neurologue du Salk Institute de San Diego (Californie). Ce chercheur avait publié une série de données tendant à établir une corrélation entre l'homosexualité masculine et les structures de la région cérébrale de l'hypothalamus.

Un taux de réussite de 71,6 %

## 443 000 candidats ont été reçus au baccalauréat

Sur les 618 604 candidats qui se sont présentés au baccalauréat en juin 1993, 443 004 ont été reçus, selon les résultats provisoires, vendredi 16 juillet, par le ministère de l'Éducation nationale. Ce taux de réussite de 71,6 % est pratiquement identique à celui de l'an dernier (71,5 %), mais reste inférieur à ceux de 1991 (72,4 %) et surtout 1990 (73,1 %). Si les résultats sont meilleurs, cette année, dans les séries générales, ils sont moins favorables, en revanche, dans les séries technologiques (où le nombre de reçus diminue par rapport à 1992) et professionnelles.

Le tassement démographique des générations qui arrivent aujourd'hui au lycée est désormais sensible. On ne compte, en 1993, que 8 500 bacheliers de plus que l'année précédente, alors que la progression avait été de 21 000 en 1992 et de 32 000 en 1991.

Seule la persistance des progrès de scolarisation assure encore une croissance des effectifs de bacheliers : le pourcentage d'une génération titulaire du baccalauréat atteint 52 % cette année, soit un point de plus que l'an dernier et douze points de plus qu'en 1989.

Pour la première fois depuis des

années, Strasbourg (76 %) a le plus haut taux de réussite. C'est Toulouse qui remporte largement la palme avec 81,4 % de candidats reçus, devant Versailles (78,4 %), Nantes (76,7 %) et Rennes (76,5 %).

En bas de tableau, Reims, Créteil, Amiens, Rouen et Lille ont des taux de réussite inférieurs à 70 %.

L'écart des taux de réussite entre les académies, qui se réduisait régulièrement depuis des années, s'est élargi en 1993 pour atteindre plus de treize points entre Toulouse et Reims.

Source : ministère de l'Éducation nationale.

Les résultats pour 1993

	Candidats	Admis	Taux de réussite en %	Rappel 1992 admis	Rappel 1988 admis
<b>Baccalauréat général :</b>	374 663	278 704	73,9	271 850	207 616
- Série A.....	98 838	71 806	72,7	71 252	55 441
- Série B.....	98 353	67 011	68,1	66 379	52 971
- Série C.....	78 026	66 483	85,2	63 084	41 645
- Série D.....	63 049	41 483	65,8	40 817	31 443
- Série E.....	2 350	1 532	65,2	1 591	1 544
- Série F.....	13 007	9 409	72,3	8 447	8 116
<b>Baccalauréat technologique :</b>	174 671	116 440	66,7	117 986	98 491
- Secondaire.....	50 867	34 238	67,3	31 257	37 644
- Tertiaire.....	123 804	82 202	66,4	86 729	58 937
<b>Baccalauréat professionnel :</b>	69 280	49 860	72,0	44 898	6 025
- Industriel.....	27 208	18 480	67,8	15 572	
- Tertiaire.....	42 072	31 400	74,6	29 328	
<b>Total France métropolitaine.....</b>	<b>618 604</b>	<b>443 004</b>	<b>71,6</b>	<b>434 534</b>	<b>312 132</b>

Source : ministère de l'Éducation nationale.

## IMMIGRATION

Prétendant une situation irrégulière

## Le maire de Tarare (Rhône) refuse le mariage d'une future mère algérienne

LYON

de notre bureau régional

Dans quelques jours, Karima Benmerdjia, une jeune Algérienne de vingt-sept ans, doit accoucher à l'hôpital de Tarare. Malgré son état de fatigue révé par des traits tirés, elle était présente aux côtés de son ami, Husnu Ozgur, un réfugié politique kurde, devant le tribunal des référés de Lyon, jeudi 15 juillet, pour demander, une fois de plus, au maire de Tarare de célébrer leur union.

Une fois encore, Jean Besson, député, président du RPR du Rhône, poursuivi pour «voies de fait», a laissé entendre qu'il n'était pas disposé à répondre favorablement.

Karima Benmerdjia et Husnu Ozgur disent se connaître depuis près de trois ans, période durant laquelle le jeune homme est régulièrement retourné dans son pays pour ne revenir qu'avec un simple visa de tourisme. Attendant un enfant, ils ont décidé de se marier. En mars, ils ont adressé au service de l'état-civil de Tarare, qui les a fait patienter le temps d'obtenir, pour une formalité non obligatoire, la publication des bans dans le village de la jeune femme, à Batna. Le certificat est bien arrivé le 24 mai, mais près d'un mois après la date d'expiration du visa de M<sup>me</sup> Benmerdjia.

Le maire de Tarare saisit le pro-

cur de la République de Villefranche-sur-Saône. Le 2 juillet, ce dernier lui fait savoir qu'après enquête de la gendarmerie «aucune situation ne peut être mise en évidence». M. Besson s'inquiète de la situation de la jeune femme à la préfecture du Rhône, qui prononce, dès le 18 juin, un arrêté d'expulsion avec effet immédiat de reconduite à la frontière. Une décision confirmée par le tribunal administratif, saisi hors délai pour une éventuelle annulation.

Tel qu'il l'a indiqué à la barre, l'officier d'état-civil qu'est M. Besson reconnaît ne pas pouvoir s'opposer à un acte désormais conforme à la loi. Mais en sa qualité d'officier de police judiciaire, il refuse de «se rendre complice d'une infraction à caractère continu».

De la suspicion d'un mariage «blanc», l'argument a progressivement dérapé sur le thème de la «présence» y compris dans une petite ville du Rhône, d'une étrange situation irrégulière. Même si elle est sur le point d'accoucher d'un enfant qui, dans quelques jours, a de fortes chances d'être enregistré dans le même service d'état-civil. Le tribunal s'est donné jusqu'au lundi 19 juillet pour trancher.

MICHEL DELBERGHE

## SPORTS

CYCLISME : la douzième étape du Tour de France

## Alvaro Mejia, la timide surprise

Après une échappée de 183 kilomètres, l'italien Fabio Roscioli a signé sa première victoire professionnelle, vendredi 16 juillet, au terme de l'étape la plus longue du Tour de France 1993, entre Isola 2000 et Marseille (287,5 kilomètres). Au classement général, Miguel Indurain conserve le maillot jaune, suivi d'un surpris dauphin, le Colombien Alvaro Mejia.

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

A lui seul, Alvaro Mejia est un bastion, une forteresse. Sur le Tour, le Colombien appartient au quarton des derniers représentants d'une nation qui écrit quelques belles pages de la course au début des années 80. C'était l'époque de Lucho Herrera, qui caracolait dans les sommets avec, sur le dos, le maillot à pois rouges du meilleur grimpeur, qui gagnait à l'Alpe d'Huez en effectuant l'escalade la plus rapide de l'histoire du Tour.

La France découvrait un cyclisme

du bout du monde qui ne l'avait pas attendu pour exister. Là-bas, le culte du vélo tournait au délire. A Bogotá, en 1985, Lucho offrit son maillot à pois au président de la République devant quatre millions de personnes. Deux ans plus tard, il dédiait son palétole «amarillo» de vainqueur du Tour d'Espagne à la Vierge. Grâce à la prospérité des cafés, les Colombiens avaient pu aller briller ailleurs que sur la Cordillère des Andes. Sur le Tour de France, l'équipe des cafés de Colombie était arrivée des pesos pleins les poches, elle était la plus riche du peloton.

Lucho a racroché. Rentier, le transbahuteur aujourd'hui les orphelins de son village dans un autocar. Les cours du café ont ébuté : l'équipe millionnaire a disparu. Postobon - une marque de Coca-Cola colombienne - s'est aussi retirée du cyclisme en 1992 tout en conservant quelques coureurs dans l'équipe d'athlétisme - des marathoniens, surtout - qu'elle finance.

Alvaro Mejia est l'un de ces rescapés. Salarié chez Postobon, il est obligé de se vendre à d'autres équipes pour pouvoir courir dans le monde professionnel. Cette année, sa saison avait très mal commencé. Postobon n'arrivait pas à le caser, à

Un Algérien, père de quatre enfants français, invité à quitter le territoire

## La thèse perdue d'Abdelkader Benarab

A quelques mois près, Abdelkader Benarab, un Algérien âgé de trente-neuf ans, père de quatre enfants français et marié en France à une Algérienne, aurait pu obtenir sa carte de résident permanent. En France depuis 1983, il était presque parvenu au terme des dix ans nécessaires. Mais c'était compter sans la vigilance des services de la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

En février, M. Benarab demandait, comme chaque année, le renouvellement de sa carte de résident, valable un an. La préfecture saisit sa carte, sans lui délivrer de récépissé. Le 17 juin, il reçoit un courrier de la préfecture, selon lequel «l'étranger susnommé (M. Benarab) est invité à quitter le territoire français». Le délai est d'un mois et l'errata s'appuie sur un protocole franco-algérien qui prévoit «le rapatriement (...) des seuls ressortissants algériens oisifs qui sont de leur propre fait sans emploi et dépourvus de ressources depuis plus de six mois consécutifs» (1).

Aujourd'hui, M. Benarab se retrouve donc temporairement sans emploi, et arrive au terme du délai fixé par l'errata préfec-

toral. Le préfet n'a en outre pas donné suite à son recours gracieux - il a deux mois pour le faire. M. Benarab a donc décidé d'en appeler au tribunal administratif, pour demander un sursis, considérant qu'il est «victime d'une erreur».

«A moins que la loi soit rétroactive», ajoute-t-il, s'étonnant que l'on invoque sa situation financière de 1991 pour l'inviter à partir en 1993. Une autre solution, hasardeuse selon son avocat, consisterait, une fois retourné en Algérie, à demander le regroupement familial avec sa femme résidente permanente. «Mais cela pourrait prendre huit mois et me faire perdre ma thèse», souligne M. Benarab. Et je ne peux pas vivre loin de ma famille.

HERVÉ MORIN

(1) Selon l'article 10 de l'avenant à l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles.

«Victime d'une erreur»

Or M. Benarab, qui prépare une thèse de littérature et linguistique, est salarié d'un centre de formation pour adultes depuis septembre 1992, et fait état de revenus nets s'élevant à 7 669,63 francs mensuels. Fin mai, privé de carte de résident, il a épuisé tous les financements possibles et a dû se pencher sur son employeur qui aurait encouru une amende pouvant atteindre 200 000 francs.

Aujourd'hui, M. Benarab se retrouve donc temporairement sans emploi, et arrive au terme du délai fixé par l'errata préfec-

toral. Le préfet n'a en outre pas donné suite à son recours gracieux - il a deux mois pour le faire. M. Benarab a donc décidé d'en appeler au tribunal administratif, pour demander un sursis, considérant qu'il est «victime d'une erreur».

«A moins que la loi soit rétroactive», ajoute-t-il, s'étonnant que l'on invoque sa situation financière de 1991 pour l'inviter à partir en 1993. Une autre solution, hasardeuse selon son avocat, consisterait, une fois retourné en Algérie, à demander le regroupement familial avec sa femme résidente permanente. «Mais cela pourrait prendre huit mois et me faire perdre ma thèse», souligne M. Benarab. Et je ne peux pas vivre loin de ma famille.

HERVÉ MORIN

(1) Selon l'article 10 de l'avenant à l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles.

«Victime d'une erreur»

Or M. Benarab, qui prépare une thèse de littérature et linguistique, est salarié d'un centre de formation pour adultes depuis septembre 1992, et fait état de revenus nets s'élevant à 7 669,63 francs mensuels. Fin mai, privé de carte de résident, il a épuisé tous les financements possibles et a dû se pencher sur son employeur qui aurait encouru une amende pouvant atteindre 200 000 francs.

Aujourd'hui, M. Benarab se retrouve donc temporairement sans emploi, et arrive au terme du délai fixé par l'errata préfec-

## La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

La plupart des syndicats d'enseignants critiquent la réforme des IUFM

## HEURES

## LA DÉCOUVERTE DE LA FONCTION

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être

Les deux cents professions différentes fonctionnent dans les secteurs généraux et régionaux. L'investissement d'en être



# Le Monde

## HEURES LOCALES

### A LA DÉCOUVERTE DES MÉTIERS DE LA FONCTION TERRITORIALE

Plus de deux cents professions différentes s'exercent dans les municipalités, conseils généraux et régionaux. L'inventaire vient d'en être dressé

**J**ARDINIER, pâtissier, chef de projet informatique, analyste financier, éboueur, architecte, bibliothécaire, guide, conseiller en environnement, travailleur social ou comptable : avec ses 1,3 million d'agents, le monde de la fonction publique territoriale est extrêmement composite.

Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) vient d'administrer la preuve. Cet organisme chargé de former le personnel des collectivités locales a fait l'inventaire des professions exercées au sein des municipalités, des conseils généraux ou régionaux, ainsi que des établissements publics. Il en dénombre 246, qu'il décrit dans un répertoire baptisé *Nomenclature des métiers territoriaux*.

C'est la première fois que le secteur public local est appréhendé par le biais des métiers, et non par celui du statut. Les seuls textes qui, pour l'instant, décrivent les emplois des collectivités locales ont été rédigés par le ministère de l'intérieur lorsqu'il a construit les filières territoriales (administrative, technique, culturelle, sportive, sociale). Ces textes ne prennent en compte que des « cadres d'emploi » (réducteur, attaché, administrateur, technicien, ingénieur, sous-ingénieur, ingénieur en chef...), et les grades qui les composent (première classe, deuxième classe, principal...). Ces indications permettent de connaître le niveau de recrutement et de rémunération de l'agent, mais pas la fonction qu'il occupe. Qu'est-ce, par exemple, qu'un attaché de deuxième classe ? S'agit-il de l'homme à tout faire d'une commune de 2 000 habitants ? Du spécialiste du contentieux d'une grande ville ? Dans la fonction publique territoriale, un même grade permet d'exercer différents métiers. Un métier peut être occupé par différents grades. Ainsi le directeur du service des sports peut-il être un attaché, un ingénieur ou un éducateur sportif.

La description statutaire manque donc l'essentiel de ce qui fait la vie d'une collectivité locale : contenu des métiers, savoir-faire, compétences. Elle est aussi en retard par rapport aux préoccupations des élus, comme en témoigne la lecture des petites annonces. Lorsqu'ils publient une offre d'emploi, ces responsables mettent en avant la spécialité recherchée, et non plus le grade. Ils ne recrutent plus un « attaché aux finances », mais un « gestionnaire de la dette et de la trésorerie », un « analyste financier », un « contrôleur de comptes de tiers ». Sous la description du profil, une mention précise, de plus en plus, que le statut (fonctionnaire ou



contractuel) est indifférent. C'est en 1991 que le CNFPT a décidé de s'intéresser aux métiers. Mais il a fallu deux ans et un travail imposant pour que la *Nomenclature* voie le jour. Sous la houlette de Dominique Roux, chargé de mission, 250 cadres, de tous horizons, ont d'abord recensé les différents métiers de leurs services respectifs. Un premier bilan a permis d'en décompter 650. En fait, cet état des lieux comportait des doublons. En l'absence d'une terminologie commune, les collectivités locales ont en effet multiplié les appellations maison. Ainsi, l'architecte des systèmes d'information est-il ici appelé « coordinateur des systèmes d'information », mais ailleurs « concepteur de systèmes d'information » ou « gestionnaire de systèmes d'information ». Le CNFPT a retenu les désignations les plus appropriées. Les métiers, définis en une phrase, sont classés par familles (management, administration, finances, juridique...) et sous-familles (bibliothèques, musique, patrimoine, spectacle, pour la

#### Un instrument de gestion prévisionnelle

Avec ce dictionnaire des métiers, qui a coûté 2 millions de francs, le CNFPT met à la disposition des collectivités locales un vocabulaire commun. « La *Nomenclature* leur donnera la possibilité de mener une véritable politique de ressources humaines », estime Dominique Roux. Elle peut être l'instrument d'une gestion prévisionnelle des emplois. En effet, elle permet d'identifier les métiers, indépendamment du statut, et de préparer le personnel à leur évolution. « Le gardien d'immeuble devra faire de l'accueil,

le dessinateur devra utiliser l'informatique », note Dominique Roux. En période de pénurie, cet ouvrage devrait aussi permettre de maîtriser les redéploiements d'effectifs. « On pourra mieux choisir le personnel susceptible de bouger. L'étude de la *Nomenclature* montre qu'une secrétaire de direction pourrait, à condition qu'elle le souhaite, devenir assistante de bureau. En effet, elle connaît les logiciels, elle est capable de communiquer, elle sait classer des dossiers et gérer des plannings. Il ne lui manque qu'un peu de formation à l'animation », explique Dominique Roux.

Elle permettra, enfin, d'améliorer la communication entre collectivités locales et CNFPT. « Nous esmerons de mieux adapter notre offre de formation aux besoins des professionnels. Nous organisons actuellement des stages sur la réglementation de la sécurité des chantiers, auxquels participent les ouvriers chargés de l'exécution et les chefs de chantier responsables du contrôle. Nous allons désormais proposer un stage spécifique pour les chefs de chantier, et nous leur dirons non seulement quelles sont les règles, mais aussi comment et à quel moment il faut les contrôler. »

Plus de 500 collectivités ont déjà commandé la *Nomenclature*. Les universités, les cellules d'orientation, les centres d'information sur l'emploi devraient aussi en faire l'acquisition. Les personnes à la recherche d'un travail pourraient, grâce à cet ouvrage, se faire une idée plus précise de la fonction publique territoriale.

Rafaelle Riva

► *Nomenclature des métiers territoriaux*, 246 p., 350 F. CNFPT, 3, rue Thoroton, 75015 Paris. Tél. (16-1) 40-60-48-00.

#### Lire aussi

- Ile-de-France : les Hauts-de-Seine sur la route du Tour p. 10
- Point de vue : le charme des kiosques à musique p. 10
- Cités : Trouville face à Deauville, un voisinage difficile p. 11
- Pays de la Loire : Nantes privée de FNAC p. 12

#### Paris-Mende

**U**N préfet de la Ve-de-Merne, aujourd'hui en retraite, définissait ainsi la philosophie de sa fonction : « Ne rien faire soi-même, tout faire faire, ne jamais laisser faire... » Venant de Lille, le nouveau préfet de la région d'Ile-de-France, Jean-Claude Auroousseau, lui, a une autre conception de son métier. Il l'a dit sans ambages le lendemain même de la réunion des dix-huit ministres à Mende, à laquelle il participait de droit. « C'est très amusant et passionnant de m'associer personnellement et tout de suite à la mise en œuvre de la relance du développement du territoire et du réajustement du bassin parisien. »

Mot clé, dit et répété, « dominer » le développement de l'Ile-de-France. Il ne s'agit pas de « casser une mécanique qui marche », explique-t-il, mais de « dominer » les phénomènes économiques. L'Ile-de-France ne sera pas bridée mais encadrée. « On table tout de même sur 700 000 emplois de plus à l'horizon 2015, note-t-il. Dix fois la population de la Lozère ! »

Première urgence : reprendre le projet de schéma directeur et remettre au gouvernement, début septembre, une nouvelle copie qui tiendra compte des priorités énoncées à Mende. Il faudra alors saisir le Conseil d'Etat puis les assemblées régionales et départementales pour que le schéma soit prêt à la fin de l'année. Cinquante-cinq zones d'aménagement concerté (ZAC) sont actuellement bloquées pour incompatibilité avec les anciens règlements d'urbanisme. La relance du logement en souffre.

Jean-Claude Auroousseau n'est pas homme à laisser faire. Il l'a montré dans le Nord-Pas-de-Calais sur les dossiers industriels et l'emploi. Il ira lui-même sur des chantiers de travaux publics et le 22 juillet réunira avec le président-ministre du conseil régional, Michel Giraud, cinquante dirigeants d'entreprise pour les sensibiliser à l'apprentissage. A la fin du mois il s'agira, avec Simone Veil, de répartir au mieux entre les huit départements les crédits de la politique de la ville.

François Grosrichard

#### BRETAGNE

### LES PHARES DU FINISTÈRE

Désormais automatisées, ces tours indiquent toujours la route aux marins, mais elles sont de plus en plus visitées

**C**'EST la « terre » des phares, par excellence. Ces vigies de pierre, plantées sur les rochers au milieu des flots ou sur des îles en bordure de côte comme autant de bornes avertissant du danger, rythment la vie de maintes localités de l'extrême ouest de la France où les parages maritimes sont pleins de chausse-trappes.

Le Finistère possède un sixième de la signalisation maritime française. Bien que propriété exclusive de l'Etat, les phares font un peu partie des meubles communaux. Ils sont comme un second clocher avec, à la place du bourdon, le lanternier dont le propre est de ne jamais s'arrêter. Depuis les premiers signes de la nuit jusqu'aux premières lueurs du jour, s'y ajoute souvent une corne de brume qui devient

également inlassable quand l'atmosphère se fait cotonneuse et feutre le bruit des vagues.

Quelques milliers d'habitants de la pointe de Bretagne vivent toutes les nuits avec ce tournoiement lumineux au-dessus de leur tête sans y prendre garde. Le phare est même sécurisant dans la pénombre. Parfois, il a des côtés pratiques. On dit qu'autrefois, à l'île de Batz, son faisceau aidait à trouver le bon trou de la serrure.

Vingt-trois phares et soixante-trois feux balisent la route des marins qui abordent le Finistère. Toutes ces tours allumées ont leur carte d'identité : un éclat blanc toutes les quinze secondes, c'est Saligny (à Plougonvelin), deux éclats rouges toutes les vingt secondes, c'est le Stiff (à Ouessant). Certains ont des allures dominatrices, comme Eckmühl

à la pointe de Penmarch ou la Vierge au large de l'Aber-Wrach. D'autres n'ont sous les pieds qu'un rocher ou un écueil, comme la Vieille au large de la pointe du Raz ou Kérén. D'autres, dotés simplement d'une petite tour, se font plus modestes : Pontusval à Brignogan ou Kermorvan au Coquet.

Tous ont leur place dans une mythologie qui veut qu'il y ait l'enfer, le purgatoire et le paradis des phares, selon que l'on se trouve en pleine mer ou plus près de la civilisation. Encore que tout cela soit en train d'évoluer car le service des phares et balises du département du Finistère, qui dépend de la direction départementale de l'équipement, a entrepris de moderniser le fonctionnement de ces édifices.

Les puces informatiques et les cartes électroniques ont commencé à remplacer les gardiens. A Ar-Men (chaussée de Sein), à la Jument (sud-ouest d'Ouessant), aux Pierres-noires (au large de la pointe Saint-Mathieu), c'en est fini de la relève. Ces phares, désormais automatisés, n'ont plus besoin de présence humaine. Un bateau venait y relayer à intervalles réguliers l'une des deux équipes en poste. Parfois en pleine houle il fallait assurer la translation des gardiens sur un téléphérique périlleux. Des opérations qui ont été émaillées d'accidents graves.

#### Purgatoire ou paradis

Aujourd'hui, la signalisation est contrôlée par Minitel avec une possibilité d'intervenir en hélicoptère en cas d'incident grave. La vie doit quitter aussi le Four (au large de Porspoder) et la Vieille, due aux « enfers », battue par les flots.

Mais Kérén-Men-Tensel (près d'Ouessant) gardera ses veilleurs qui, outre leur mission de service public pour la sécurité de la navigation, assurent l'entretien d'un petit palace

dont les fondations reposent sur un écueil appelé en breton *Men Tensel*, ce qui signifie la « pierre hargneuse ». « Mieux vaut qu'il reste habité », souligne Claude Lourn, directeur des phares et balises du Finistère. Kérén, qui culmine à 48 mètres - sa construction a pris neuf ans au début du siècle - est en effet un petit joyau ignoré. Les planchers sont en marquetterie et les lambris en chêne. Les hôtes des lieux dorment dans des lits clos et utilisent les patins pour ne pas salir.

Ces petites merveilles de construction défient le temps et la mer. Mais elles ne sont pas toutes accessibles à des yeux étrangers. En mer, il ne faut pas y compter. En revanche, des gardiens, qui officient à terre ou en milieu insulaire, ouvrent les portes de leur « purgatoire » ou de leur « paradis », pas fiers de faire découvrir cet univers. Saint-Mathieu (Plougonvelin), l'île Vierge, le Stiff, la Pyramide (Bénodet), Eckmühl, l'île de Batz, Roscoff, constituent ce domaine visitable.

Il existe aussi un Musée des phares, à Ouessant, créé par le parc régional d'Armorique. Le groupe d'intérêts touristiques de

Brest a édité, de son côté, un document intitulé *Route des phares*. Quand il n'y a pas de gardiennage, c'est la commune qui se charge d'accueillir les visiteurs, comme à Trézien (Plouvarin), près de Brest.

Car ces phares sont, pour les localités qui ont pareil monument sur leur sol, une carte touristique non négligeable. Un des meilleurs exemples est l'île Vierge à Plouguerneau, une tour de 82,50 mètres avec accés dans la coupole de verre d'où on embrasse le littoral du Finistère nord. « C'est un peu notre logo », indique le maire, Bernard Le Ven. Cet édifice défient le record du monde des phares. Construit en pierre de taille, il a été façonné dans le même granit que maintes églises et calvaires bretons, avec un intérieur tapissé d'opelins bleus. « 12 500 plaques à 400 francs la pièce aujourd'hui, faites le compte », dit le gardien de service, avant d'inviter les visiteurs à graver les 397 marches qui s'enroulent contre le paroi...

de notre correspondant à Brest  
Gabriel Simon

#### Les classements

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS

BOULEVARD STANISLAS



## I L E - D E - F R A N C E

## HAUTS-DE-SEINE

UN DÉPARTEMENT  
SUR LA ROUTE DU TOUR

Pour sa septième participation à la caravane le conseil général invite des jeunes de clubs sportifs

Le 24 mai, Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, présentait aux élus du département un plan destiné à lutter contre la ségrégation urbaine. Une initiative pour compléter les moyens humains et financiers déjà mis en œuvre par la collectivité, afin de permettre « un développement harmonieux des villes ». Quelques jours plus tard, élus, responsables d'associations, animateurs, architectes, urbanistes et jeunes des quartiers, participaient à des débats à la défense sur l'habitat, l'éducation, la famille, l'emploi la formation et le sport.

Lors de cet atelier, Philippe Pemezec (RPR), président de la commission culture, jeunesse et sports du conseil, soulignait l'importance déterminante du sport dans la société et souhaitait qu'il devienne davantage « un moyen d'éducation qu'un support de communication ».

L'édition 1993 du Tour de France cycliste offre l'occasion d'une première mise en pratique de ces recommandations. Depuis 1986, date du départ de l'épreuve depuis Nanterre, le département s'inscrit à cette manifestation. Présent dans la caravane, le conseil général y organise diverses actions de communication, dont le kilomètre 92, un rendez-vous restaurateur quotidien pour les accompagnateurs. Mais cette année, pour Michel Bès, membre du cabinet du président et organisateur de cette animation, c'est aussi l'occasion de recueillir des personnes venues d'horizons divers. Dès le matin, avant le départ de l'étape, il sillonne les allées du « village » où les sponsors reçoivent leurs invités. L'ancien directeur sportif Raphaël Géniot, devenu son chauffeur, lui fait découvrir les coulisses de l'épreuve et facilite ses contacts avec un monde qu'il fréquente depuis des années. « Le Tour offre la possibilité de rencontrer des gens dans toutes les régions,

dont certaines connaissent les mêmes difficultés que nous dans les Hauts-de-Seine », commente M. Bès.

Rencontres  
avec les maires

Sur le port de Vannes, comme dans d'autres villes étapes, il distribue des cartes de visite. Autant de contacts à exploiter dès le retour à Nanterre. Dans la voiture qui le conduit au KM 92 du jour, il échange les manifestations qu'il pourra organiser pour les jeunes au cours de l'année. A midi, à L'Hermitage-Longe, commune des Côtes-d'Armor, Michel

Bès accueille ses 600 invités. Le maire, M. Gallere, propose que son village, qui compte quinze exploitations agricoles, accueille quelques jeunes chaque été. Les 641 habitants ont en mémoire la visite du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, en 1986, après le passage d'une tornade qui avait ravagé une partie de la commune.

La veille, c'est à Bouin, un bourg ostréicole de Vendée, où la caravane des Hauts-de-Seine s'était installée, que l'idée d'un chantier d'été est née, le maire expliquant à Michel Bès que les finances communales ne lui permettaient pas de reconstruire un mur d'enceinte en ruine. A Dinard, au terme de la troisième

étape, c'est un champion d'athlétisme qui a donné son accord pour participer à un meeting dans les Hauts-de-Seine, tandis que le responsable d'une société proposait d'y faire venir un coureur cycliste connu.

Parallèlement à ces actions, l'équipe de Michel Bès reçoit, chaque jour, un jeune du département qui s'est distingué lors d'une compétition sportive. Une expérience qu'il devra faire partager à ses camarades de club ou de quartier, au retour.

Le 25 juillet, ils seront cent, issus des différentes villes du département, à suivre l'arrivée sur les Champs-Élysées car, selon Charles Pasqua, « pour motiver la jeunesse, il faut lui montrer des modèles de sportivité et de champions ». Si les promesses faites tout au long des 3 700 kilomètres de l'épreuve sont tenues, événements sportifs et actions culturelles destinées aux jeunes devraient se succéder dans les différents quartiers des 36 villes du département.

de notre envoyé spécial à Vannes  
Jean-Claude Pierrette

DÉMOCRATIE  
Référendum  
à Belleville

Le vingtième arrondissement, et plus précisément le haut de Belleville, est le premier quartier de Paris où le loi de février 1992 sur la démocratie locale vient de trouver une application. La population des alentours de la rue Piat s'est consultée pour savoir si elle préfère que la ville construise, sur un terrain libre, quelques dizaines de logements, un centre de prévention et des ateliers de musiciens ou bien qu'on y aménage un jardin. Tous les habitants de plus de dix-huit ans, domiciliés dans le périmètre concerné, ont pu voter dans l'urne installée dans la rue. Mais il fallait présenter une pièce d'identité et une justification de domicile. Le dépouillement a eu lieu en public. Résultat : sur 508 votants, 97,3 % ont opté pour la chlorophylle. Imaginée par une association (Sauvons le bois de Belleville), la consultation est contestée par Didier Bariani (Radical), maire de l'arrondissement.

PROMENADE  
Défense  
la Petite Ceinture

Fermé au trafic voyageurs depuis les années 30, le chemin de fer de petite ceinture a regagné ses voies et sera réouvert à la fin de l'été, ce qui entraîne sa fermeture, le samedi 3 juillet. Un itinéraire à quatre voitures a parcouru le tracé rive gauche entre Bercy et Vaugrassat. S'arrêtant dans chaque gare comme l'omnibus d'antan, il a transporté au total 800 Parisiens ravis de l'initiative. Un contrôleur à la retraite avait même pour l'occasion remis son uniforme. Prix du billet : 60 francs. L'organisation de la journée, Isabelle Lopez, une femme de trente-six ans devenue smouneuse de la plus bucolique des lignes de la capitale, avait tout le rail et l'autorail pour 26 000 francs à la SNCF. Elle souhaitait monter que la Petite Ceinture pourrait encore se rendre utile et qu'elle ne restait pas le mûrier dans lequel les ingénieurs la jettent. Une dizaine d'associations participaient à l'organisation de ces navettes.

AÉROPORTS  
La piste 3  
d'Orly en travaux

Les derniers travaux de réfection de la piste trois de l'aéroport d'Orly vont être réalisés cet été, ce qui entraîne sa fermeture, le samedi 3 juillet. Un itinéraire à quatre voitures a parcouru le tracé rive gauche entre Bercy et Vaugrassat. S'arrêtant dans chaque gare comme l'omnibus d'antan, il a transporté au total 800 Parisiens ravis de l'initiative. Un contrôleur à la retraite avait même pour l'occasion remis son uniforme. Prix du billet : 60 francs. L'organisation de la journée, Isabelle Lopez, une femme de trente-six ans devenue smouneuse de la plus bucolique des lignes de la capitale, avait tout le rail et l'autorail pour 26 000 francs à la SNCF. Elle souhaitait monter que la Petite Ceinture pourrait encore se rendre utile et qu'elle ne restait pas le mûrier dans lequel les ingénieurs la jettent. Une dizaine d'associations participaient à l'organisation de ces navettes.

## PRATIQUE

PARIS  
AU MOIS D'AOUT

BOUTIQUES aux rideaux baissés, restaurants clos, animation réduite à zéro, sauf dans les quartiers touristiques, chaleur parfois accablante, les grandes agglomérations sont difficiles pour ceux que leur état de santé ou la modestie de leurs moyens empêchent de partir en été. Une vie quotidienne particulièrement écorchée à Paris où l'isolement, notamment des personnes âgées, est fréquent. La moitié des foyers de la capitale ne comptent qu'une personne. Aussi la ville prend-elle chaque année des dispositions spéciales en faveur des retraités et des jeunes pour les aider à passer l'été.

■ Pour les personnes âgées. Les moins valides des gens âgés peuvent demander à être admis dans des foyers, pour une durée de quinze jours à trois mois,

notamment dans les établissements de l'Assistance publique situés à Créteil (Val-de-Marne) et Champcueil (Essonne). Des aides recrutées spécialement vont effectuer des tâches ménagères au domicile des personnes qui ont de la difficulté à se déplacer.

Aux plus valides sont offerts tout l'été des croisières sur la Seine, des concerts, des représentations théâtrales, des spectacles de variétés, des visites commentées, des ateliers et des stages. Trois mille personnes ont suivi ces activités l'été passé.

Renseignements auprès des mairies d'arrondissement (de 9 h à 18 h) et du bureau d'aide sociale, 2, rue Saint-Martin 75004 Paris. Tél. « Allô social » : 40-27-98-00.

■ Pour les jeunes. Les centres éducatifs situés dans les bois de Boulogne et de Vincennes accueillent pour la journée les enfants de 3 à 14 ans. Outre le repas de midi, ils y trouvent un éventail d'occupations allant de la promenade à l'initiation artistique.

Les centres d'initiation sportive reçoivent, chaque jour ouvrable, des adolescents et les gymnastes municipaux, les jeunes de 8 à 16 ans. Trente disciplines sportives leur sont proposées. A remarquer l'initiative d'une association du onzième arrondissement qui ouvre trois terrains d'éducation physique tous les jours, y compris les week-ends, de 11 heures à 21 heures, jusqu'au 5 septembre.

Les centres d'animation de la Ville restent ouverts durant l'été. Ils proposent en semaine des stages de théâtre, de danse et de dessin.

Des séjours d'été à deux semaines sont organisés à l'extérieur de Paris sous forme de vacances sportives pour les jeunes de 12 à 19 ans. Renseignements auprès des mairies d'arrondissement et de la direction de la jeunesse et des sports, 25, boulevard Bourdon 75004 Paris. Tél. : 42-76-30-58.

FÊTE  
L'esprit  
de Montmartre

A Montmartre, les initiatives fleurissent comme nulle part ailleurs dans Paris. Preuve que le tourisme, ses cars, ses boutiques de T-shirts et ses vendeurs de la savonnerie, n'ont pas tué l'esprit des lieux. Après le festival de théâtre, placé cette année sous le signe de l'Europe, et contesté pour son érotisme, après une étonnante semaine culturelle tunisienne, le Butte a vécu, samedi 3 juillet, sa fête de famille. Une exposition de peinture, des présentations de mode, des chansons et des danses, organisées par l'association Paris-Montmartre dans le jardin et les annexes de l'église Saint-Pierre.

Ambiance cordiale, parfum de grillades, mais les vrais Montmartrois n'ont pas oublié de pratiquer leur sport favori : la critique, des autres initiatives festives. Tout le monde s'est réconcilié pour dire au revoir au curé de la paroisse, l'abbé Vouzeaud promu vicaire épiscopal.

## TROUVILLE

## Un voisinage difficile

Les habitants de Trouville, une commune de 12 000 habitants, se sentent envahis par les touristes. Ils réclament plus de services et de commodités. Le maire, Eugène Corneille, démissionnaire, passe le Rubicon et s'engage en 1992 le casino de Trouville. Trouville perd définitivement son statut de « village de vacances » et se transforme en ville de tourisme.

La commune de Trouville, située à 120 km de Paris, est une commune de 12 000 habitants. Elle est connue pour ses plages de sable fin et ses hôtels de prestige. Depuis 1986, elle a vu l'arrivée du casino de Trouville, ce qui a entraîné une transformation profonde de son paysage urbain et touristique.

« Nous n'avons pas  
les mêmes intérêts.  
Deauville gêne  
souvent Trouville  
alors que l'inverse  
est rare »

En 1910, le maire de Trouville, Eugène Corneille, réagit à la construction du casino de Deauville. Il considère que Deauville, avec son casino, est devenu une ville de tourisme, ce qui nuit aux intérêts de Trouville, qui reste un village de vacances.

L'arrivée de la chaîne L'Espresso dans l'exploitation du Casino de Trouville a été perçue comme une trahison. Depuis le mois de mai 1992, le casino de Trouville a obtenu l'autorisation d'exploiter des machines à sous, déjà présentes depuis 1986 sous un autre nom. Une vente d'exploitation de la réhabilitation du bâtiment vieillissant a été entreprise, et l'exploitation en a été confiée à une société qui a délibérément choisi de jouer la complémentarité avec l'établissement d'à côté. Ici, cette exigence vient de la loi sur le jeu.

## Des marins pêcheurs vulnérables

Les marins pêcheurs de Trouville sont en deuil. Le 15 octobre, un chalutier a coulé au large de Trouville, entraînant avec lui le capitaine et sept hommes d'équipage. Les corps, remis de vase et de boue, n'ont pu être remis en place qu'en décembre. Neuf mois plus tard, la population de Trouville a été marquée par cet accident, comme si ce naufrage la ramenait à sa propre identité : les pêcheurs ne sont pas plus de 100, mais leur nombre est en baisse.

Les plus vieilles familles trouvillaises, silencieuses, sont organisées depuis des années en syndicat. Les marins pêcheurs ne font plus la ville, mais ils restent l'un des piliers de l'économie locale. Ils ont le droit de pêcher dans les eaux de la Manche, mais leur nombre est en baisse.

Le touriste modeste dans un t-shirt noir, les cheveux blancs, les marins pêcheurs de Trouville ne sont pas des privilégiés dans la profession. Pour Jean-Claude Bria, adjoint chargé des affaires mar-

REPRODUCTION INTERDITE

## OFFRES D'EMPLOIS

**La Ville de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 100 000 habitants, recrute**

**UN COLLABORATEUR de cabinet du Député-Maire**

De niveau BAC + 4 minimum. Compétences particulières dans le domaine de la construction européenne, l'environnement et les finances publiques souhaitées. Qualités rédactionnelles et grande disponibilité nécessaires.

Adresser candidature et C.V. à : M. le Député-Maire  
HOTEL DE VILLE - 93100 MONTREUIL CEDEX

**L'AGENCE DÉPARTEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU JURA RECRUTE**

**UN CHARGÉ DE MISSION (H ou F)**

L'Agence de Développement Économique est une association nouvellement créée qui a pour mission de rechercher et de soutenir les porteurs de projets innovants au développement économique du Jura et de réaliser les études éventuellement nécessaires à la mise en place de ces projets.

Pour ce faire, l'Agence recherche un chargé de mission (homme ou femme) :

- de formation supérieure bac + 4 au minimum (école de commerce, sciences économiques)
- option gestion des entreprises, ayant de bonnes connaissances juridiques, financières, commerciales ainsi que des procédures administratives ;
- dynamique, ayant le goût des relations humaines, des qualités de synthèse et d'analyse et une grande aptitude à la négociation ;
- une expérience de 2 ans au minimum est souhaitée.

Adresser les candidatures (avant le 1<sup>er</sup> septembre 1993) à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DU JURA  
Direction Générale des Services du Département - BP 652  
39011 - LONS-LE-SAUNIER Cedex

**Ville de Puteaux (HAUTS-DE-SEINE)**

- OBJET : Club House des Tennis de l'île de Puteaux (environ 900 adhérents), gestion du bar-restaurant.
- DURÉE : 3 ans renouvelables.
- RÉFÉRENCES EXIGÉES : 3 ans d'expérience dans la profession.
- CANDIDATURES COMPORTANT : photocopie de la carte d'identification délivrée par la Chambre des Métiers ;
- extrait K bis ;
- extrait du casier judiciaire ;
- caution bancaire.

Adresser avant le 20 juillet 1993 à :

M. le Député-Maire de Puteaux  
Service juridique - 131, rue de la République - 92800 PUTEAUX  
Tél. : 46-92-93-77

## POINT DE VUE

## SOUS LE CHARME DES KIOSQUES A MUSIQUE

par Marie-Claire Mussat

INVITATION à réfléchir sur les formes de convivialité proposées par les villes, le kiosque à musique n'est pas un édifice modeste. Son origine formelle est exotique : le pavillon chinois qui s'introduit dans les jardins anglais au début du dix-huitième siècle, et le belvédère turc, ou kiosk, qui lui donne son nom. Il est d'abord un pavillon de jardin présent dans les traités, puis les périodiques liés aux métiers d'art. Le modèle fonctionnel est à rechercher dans des lieux de loisirs collectifs populaires : les pleasure gardens en Angleterre au dix-huitième siècle (Ranelagh, Vauxhall, Marylebone) et les jardins-spectacles qui s'ouvrent en France sous la Directoire (Tivoli, Bagatelle, Horlogerie...), sans parler du jardin turc, sur le boulevard du Temple, et du belvédère.

En cas d'ennées de Bicentenaire, le kiosque doit aussi attirer l'attention car il est l'héritier direct des conquêtes sociales et politiques de la Révolution. La rue, la place en furent le théâtre permanent et imposèrent l'utilisation d'ensembles composés exclusivement d'instruments à vent et percussions ou de grandes masses chorales. Il faut attendre 1848 et la Deuxième République pour que soit donnée l'autorisation de rassemblements musicaux en plein air, à condition que le lieu soit facilement accessible.

En 1852 est édifié le premier kiosque à Metz, ville de garnison. La construction de ces édifices, en remplacement de simples estrades en bois, s'accompagne avec l'arrivée des républicains et reflète leur idéologie. Cette fièvre dure jusqu'en 1914. Il faut ensuite attendre les années 25-30 pour trouver de nouvelles constructions et un second souffle dans le mouvement orphonique. Ainsi passe-t-on du kiosque en bois au kiosque en béton.

Mais l'édifice le plus répandu, l'image de référence, reste le kiosque métallique, représentatif du triomphe de l'architecture du fer et de la fonte, celle des gares, des grands

magasins et de la tour Eiffel. Les entreprises de construction ont vu là un moyen de diversification de leurs produits. A côté de kiosques conçus par des architectes, il existe, dans l'Ouest comme ailleurs, nombre de kiosques achetés en kit sur catalogue ou ils voisinent avec les grilles d'arbres et les vespasiennes. Comme elles, le kiosque fait partie du mobilier urbain.

Un lieu  
d'échanges

Construire un kiosque engage les finances publiques et modifie le paysage urbain, d'où les discussions péloponnésiennes dans les conseils municipaux. A côté de kiosques dans un tissu urbain existant, le kiosque peut aussi faire partie d'un projet d'urbanisme, et sa présence est significative. Pour des raisons fonctionnelles, le lieu d'implantation doit être dégagé et facile d'accès. Le choix est donc limité : la place publique, cœur géographique et sentimental de la ville, le jardin public et sa variante, le square, les allées-promenades, lieux de détente.

La multiplication des kiosques est liée à l'essor des sociétés musicales (fanfares et harmonies), dont le nombre quadruple entre 1875 et 1900. Mais sans les innovations d'Adolphe Sax, elles n'auraient eue doute pes connu un tel développement. Pour ces ouvriers, mineurs, employés, artisans qui constituent l'essentiel des effectifs, entrer dans une harmonie est une forme de promotion sociale, un moyen d'accéder à l'instruction musicale gratuite et de voyager.

Dans la France de la Troisième République, on n'intègre pas indifféremment telle ou telle harmonie : il y a les musiques laïques et les musiques cléricales, la lutte est parfois serrée. La France orphonique, celle des kiosques, est bien à l'image du partage politique du pays. Quant aux musiques militaires, elles ont pour fonction d'exalter un patriotisme qui, entre 1870 et 1914, n'a

souvent avec revanche. Lieu d'échanges, le kiosque renvoie à un mode de sociabilité aujourd'hui disparu où se mêlaient toutes les générations, toutes les classes sociales, où le rituel n'est plus de mise. A chacun sa façon d'écouter la musique : on peut s'asseoir, rester debout, déambuler et même continuer à parler sans que cessent les jeux des enfants.

Divertir tout en éduquant, telle était la mission du kiosque, outil fondamental de la diffusion de la musique. A côté de pages de musique militaires et de danses (quadrilles, polkas, valse), on trouve de nombreux extraits d'œuvres lyriques souvent organisés en « mosaïques » ou « fantaisies ». Mais les meilleurs ensembles se lancent dans les transcriptions de symphonies de Mozart, Beethoven, Mendelssohn, les suites de Saint-Saëns ou Massenet, les ouvertures de Berlioz ou de Wagner, splendides sur cette « scène » avant de l'être à l'Opéra.

Le kiosque apparaît comme un moyen de renouer avec un passé, il s'inscrit dans un imaginaire collectif où rêve et réalité se mêlent étroitement. De là l'atmosphère irréelle qui l'entoure, le charme qu'il dégage. Après les ravages des deux guerres et, dans les années 60, la vague des parkings, il en reste à peine 350, même si des constructions nouvelles ont fait, depuis dix ans, leur apparition. Quelques-uns sont classés, mais tous ne sont pas encore sauvegardés.

Restauré, le kiosque doit redevenir un lieu de vie et pas seulement pour le bel du 14 Juillet. Dans une civilisation de loisirs, tournée vers la consommation individuelle, le kiosque est une invitation à retrouver le goût de la fête collective.

► Marie-Claire Mussat est professeur à l'université de Rennes-II. Elle a publié *La Belle Époque des Kiosques à musique* (éditions Du May, 1992), et a conçu, avec la ville de Rennes, une exposition sur ces édifices à l'Orangerie du Thor de Rennes, visible jusqu'au 12 septembre, de 9 heures à 19 heures.

Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arles (15-18 novembre 1992), Rodez (20-21 décembre), Lorient (27-28 décembre), Valenciennes (1<sup>er</sup> février), Albertville (7-8 février), Angers (14-15 février), Périgueux (21-22 février), Le Havre (4-5 avril), Saint-Omer (11-12 avril), Autun (18-19 mai), Dole (6-7 juin), Bagles (13-14 juin), Roanne (20-21 juin), Saint-Brieuc (27-28 juin).



HEURES LOCALES

CITÉS

# TROUVILLE

## Un voisinage difficile

LES réclames du début du siècle vantaient les mérites de « la reine des plages ». Aujourd'hui, Trouville, station balnéaire de la côte normande, s'est quelque peu fait voler la vedette par la commune voisine, située sur l'autre rive de la Touques, Deauville. Pourtant, Trouville reste le chef-lieu de canton et annonce fièrement 5 607 habitants, soit près de 1 000 de plus que sa médiocre voisine.

Médiatique et tellement riche ! Grâce aux revenus de son casino et aux retombées d'un tourisme florissant, le Diva a les moyens de lancer de gigantesques opérations en regard des possibilités du petit port de pêche. Le Festival du cinéma américain comme celui du jazz ne pourraient être assurés par ses finances. Sur le plan politique, la personnalité du maire de Deauville, Michel d'Ornano, auquel sa femme a succédé, a longtemps dominé la région. N'est-ce pas lui qui avait en 1983 « recruté » Christian Cardon (UDF-CDS), actuel maire de Trouville, en amenant ce conseiller référendaire à la Cour des comptes à se présenter aux élections municipales ?

Au fil des années, Deauville a conforté son poids prépondérant. La rive gauche de la Touques s'est transformée en un lieu où se sont regroupés, puis les hommes et enfin les institutions. Ainsi, le commissariat puis la gendarmerie ont été transférés dans son périmètre.

Les milieux sportifs auraient-ils dépassé ces querelles de clocher ? L'existence d'une association sportive commune pourrait le laisser penser. Mais, si elle est dirigée par un Trouvillais, un Deauvillais est toutefois à la tête de la section football, la plus importante. Peut-être faut-il chercher un certain équilibre du côté de la gare, qui réunit les deux communes sous la même enseigne. Mais les employés de la Société nationale des chemins de fer reconnaissent que, sur la rive gauche de la Touques, on se rend à la gare de Deauville, alors que sur la rive droite on va prendre un train en gare de Trouville !

La rivalité qui oppose les deux stations balnéaires est ancienne. Le fait que la chaîne de restauration et d'hôtellerie Lucien Barrière, omniprésente à Deauville, soit désormais chargée de l'exploitation du casino municipal de Trouville pourrait marquer un tournant dans les relations entre les deux villes. « Nos intérêts

deviennent encore plus complémentaires », estime le maire du chef-lieu. La malinise de cette entreprise sur le casino est en effet symbolique, car c'est par les jeux d'argent que la ville a perdu la mise face à la cité voisine.

Jusqu'à la première guerre mondiale, les deux communes des bords de la Touques entretenaient des relations quasi vassales, et le seigneur se nommait alors Trouville. En échange de l'interdiction des jeux sur son territoire, Deauville percevait un tiers des redevances du casino de Trouville. Le petit port de pêche était alors la station balnéaire à la mode et Deauville, créée ex nihilo à l'époque napoléonienne, apparaissait comme une simple entée sportive, pourvue d'un hippodrome, d'un polo et d'un golf.

« Nous n'avons pas les mêmes intérêts. Deauville gêne souvent Trouville alors que l'inverse est rare. »

En 1910, la municipalité de Trouville, confrontée à des problèmes financiers, rompt l'accord. Son maire, Eugène Cornu, démissionne, passe le Rubicon et inaugure en 1912 le casino de Deauville. Trouville perd définitivement son titre de « reine des plages » et va, au fil des années, devenir moins riche, moins touristique, moins chic en somme.

L'arrivée de la chafne Lucio Barrière dans l'exploitation du Casino de Trouville ressemble fort à la continuité d'un destin. Depuis le mois de mai 1992, le casino de Trouville a obtenu l'autorisation d'exploiter des machines à sous, déjà présentes depuis 1988 chez son voisin. Une vaste entreprise de réhabilitation du bâtiment vieillissant a été entreprise, et l'exploitation en a été confiée à une société qui a délibérément choisi de jouer la complémentarité avec l'établissement d'à côté. Ici, où l'exigence vestimentaire, une musique de type Nouvelle-Orléans accueille les visiteurs à bord du Louisiane Folies, casino à thème, sur le modèle de ceux de Las Vegas. La clientèle recherchée est moins fortunée que celle qui se rend déjà au Casino de Deauville. Ainsi, sur les deux cents

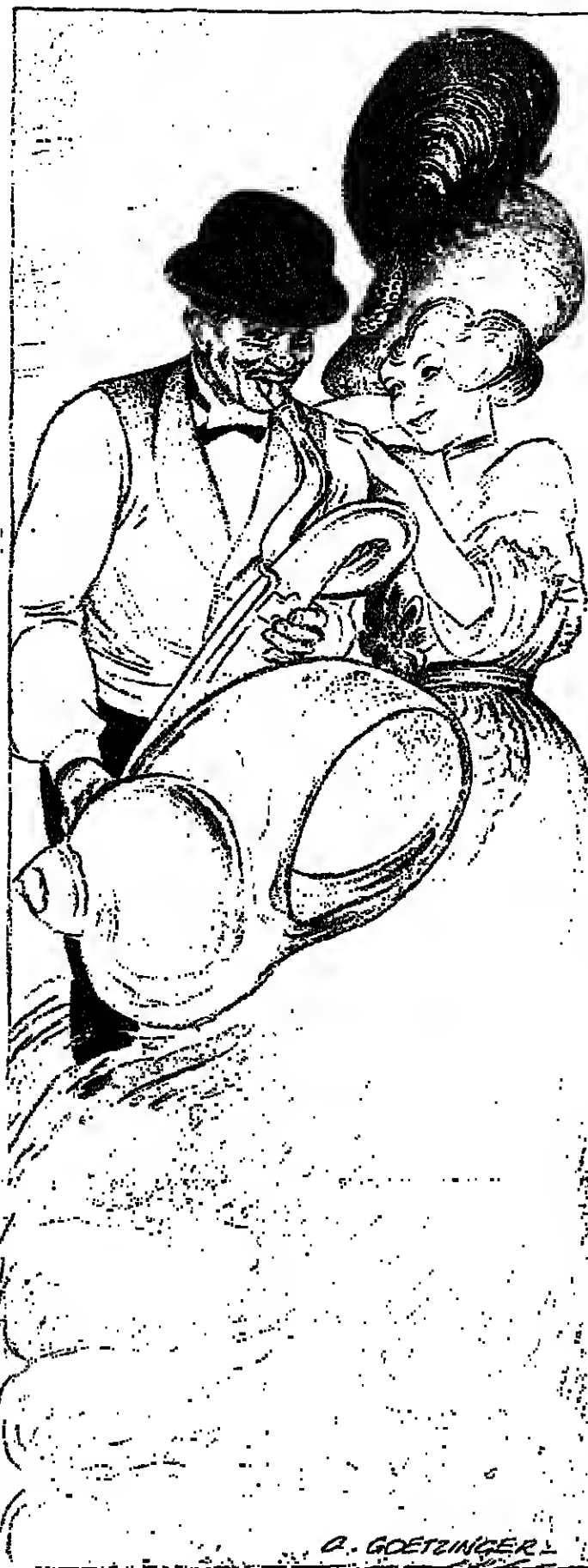
« bandits manchots » en place, 70 acceptent les mises de 2 francs, contre moins d'une trentaine de machines de ce type de l'autre côté de la Touques. Pour l'un des responsables de la salle de Trouville, l'objectif est atteint : le Louisiane Folies attire des joueurs de la région qui ne se rendaient pas dans l'autre établissement, plus mondain.

Le casino est désormais l'un des trois plus importants employeurs de la ville avec ses 170 salariés en moyenne, autant que le maire et l'hôpital. Les recettes de l'établissement de jeux ont été multipliées par trois en 1992, après seulement six mois d'exploitation des machines à sous. La ville espère donc beaucoup du Louisiane Folies.

L'association des amis de Trouville n'est pas vraiment persuadée que la commune tirera tout le bénéfice possible de cet établissement. Déjà égayée par la couleur rose crévette qui couvre le bâtiment, en hommage aux pêcheurs locaux, son président, Yves de Labrousse, bataille ferme pour que l'enseigne précise que l'on entre bien au casino de Trouville. Sur la façade, les néons indiquent seulement : Louisiane Folies. « Cette omission peut conduire à penser qu'il n'y a, sur cette partie de la côte normande, qu'un seul véritable casino, celui de Deauville, et que Trouville n'a qu'une petite salle de jeux à proposer », explique-t-il.

Pétite de cette rivalité, l'Association des amis de Trouville n'a jamais envisagé de s'allier avec son homologue de l'autre côté de la Touques. « Nous n'avons pas les mêmes intérêts », répond promptement M. de Labrousse. Deauville gêne souvent Trouville alors que l'inverse est rare. Témoin le projet d'agrandissement de la marina de Deauville : la hauteur des bâtiments prévus boucherait la vue des Trouvillais. Ou encore, les velléités d'agrandissement de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Deauville-Saint-Gatien, afin de pouvoir accueillir des avions plus gros, qui provoquent bien des réticences.

Surtout, la plaie de Trouville, la mauvaise qualité de ses eaux de baignade, n'est pas partagée par sa voisine. Classée, pour les prélèvements réalisés durant l'été 1992, parmi les sept plus mauvais résultats obtenus en France par des stations balnéaires, Trouville sait que son malheur est partagé par la Touques, cette rivière commune. Et l'injustice extrême des



G. GOETTINGER

courants fait que seule Trouville est touchée.

L'Association des amis de Trouville rappelle, chaque année, l'urgence d'un assainissement de la rivière sur l'ensemble de son cours. Ses mem-

bres sont des Trouvillais comme des résidents secondaires. Mais beaucoup refusent la distinction. M. de Labrousse se considère comme trouvillais, même s'il travaille à Paris pendant la semaine. « Je paie mes impôts ici et suis inscrit sur les listes électorales », indique-t-il.

A deux heures de la capitale, cette station de la côte normande attire un nombre de Parisiens, qui ne tardent pas, une fois devenus propriétaires, à se fonder dans la population.

Le maire, aujourd'hui délégué interministériel chargé du dossier d'Euro Disney, n'exerce pas son activité sur place. Pis encore, il n'est même pas originaire du Calvados. Ce qui

serait rédhibitoire ailleurs ne pose ici aucun problème. « Il existe une tradition d'ouverture et d'accueil, propre à ces villes proches de Paris », souligne Christian Cardon. En conséquence, il est très difficile de distinguer les résidents secondaires des permanents.

La population diminue à chaque recensement (6 618 habitants en 1975, 6 008 en 1982, 5 607 en 1990), alors que le nombre de logements ne cesse d'augmenter. « La population vieillit aussi », commente Gaston Gossel (PC), conseiller municipal. Un habitant sur quatre a aujourd'hui plus de soixante ans. Cela est dû au retour de retraités, mais aussi au départ des jeunes. Certains vont chercher du travail ailleurs, car ici il n'y en a pas ; les autres vont s'installer un peu plus à l'intérieur du pays, là où il reste de la place pour construire une maison et profiter d'un jardin.

Pour l'instant, l'équilibre est maintenu entre une population d'actifs, originaires de la commune, et les résidents secondaires, plus aisés, qui s'installent en bordure de mer ou sur la colline, verte comme une carte postale. Les pêcheurs et les commerçants de Trouville habitent eux dans de petites maisons étroites, coincées entre la rivière et la colline.

Cette mixité pourra-t-elle être préservée ? Pour M. Vincent, le risque pour Trouville de perdre son identité est minime.

Cette conseillère municipale élue sur la liste des maires successifs depuis quatre élections, fille de l'architecte qui construisit la poissonnerie sur le quai, adore sa ville. Elle dévale les petites rues pentues au volant de sa 2 CV verte sans déplacer la moindre meuble de son chignon, repère l'effondrement d'un mur de jardin à la suite de fortes pluies ou signale un mobilier urbain endommagé à la suite d'un accrochage entre véhicules. « A la fin du siècle dernier, alors que Trouville attirait énormément de touristes, cette cité n'a pas perdu son âme. Ce n'est pas aujourd'hui que cela va nous arriver », conclut-elle.

En ce début d'été, Trouville se prépare à vivre une nouvelle saison. Le nombre de ses habitants va être multiplié par cinq. Il ne s'agit pas d'un bouleversement, mais d'un phénomène habituel chaque fin de semaine. Les commerçants le confirment : il n'y a plus de morte saison. Les week-ends ramènent touristes et résidents secondaires.

Une étude de la chambre de commerce et d'industrie de Honfleur révèle que les commerçants réalisent la moitié de leur chiffre d'affaires l'été et 25 % pendant les fins de semaine.

Il reste seulement un quart de l'activité effectivement effectuée avec les habitants de Trouville. Mais dans la commune on ne se plaint pas de cette dépendance. La crise aussi semble lointaine, comme si la récession avait épargné les week-ends au bord de la mer des Parisiens.

de notre envoyée spéciale Michèle Aulagnon

Prochain article : LORIENT

### Chiffres

■ Chef-lieu de canton du département du Calvados, Trouville-sur-Mer compte 5 607 habitants.  
■ L'agglomération constituée avec neuf autres communes des bords de la Touques, dont Deauville, compte 18 968 habitants.  
■ Résultats des élections municipales du 19 mars 1989 :  
L., 4 346 ; V., 2 695 ; A., 66,61 % ; E., 2 801.  
Union droite (Cardon, UDF), 1 561 (55,73 %), 23 élus.  
PS (Sevano), 841 (30,02 %), 4 élus.  
PC (Gausset), 399 (14,24 %), 2 élus.  
■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :  
L., 4 177 ; V., 2 709 ; A., 64,85 % ; E., 2 658.  
Non..... 1 437 (54,10 %).  
Oui..... 1 219 (45,90 %).

M. A.

### Des marins pêcheurs vulnérables

Les marins pêcheurs de Trouville sont en deuil. Le 25 octobre, un chalutier a coulé à quelques milles de l'entrée du port entraînant par le fond les trois hommes d'équipage. La laisse, rempli de vases et de boue, n'a pu être remis en place au port qu'en décembre. Neuf mois plus tard, la population resta marquée par cet accident, comme si ce naufrage la ramenait à sa propre identité : les pêcheurs ne sont pas plus de quatre-vingts, mais leur importance dépasse leur nombre.

Issus des plus vieilles familles trouvillaises, ils étaient autrefois, organisés depuis deux ans seulement en syndicat, les marins pêcheurs ne font plus vivre la ville, mais ils restent l'un des pivots autour duquel s'organisent les journées. Les quais s'animent le matin lors du marché et l'après-midi, au flux de la merée, pour les retours des bateaux.

Le torse moulé dans un tee-shirt noir, les cheveux blonds

collés par la saie, le visage brûlé par le soleil, Didier Bataille fait valser les cartons de maquerelures dans le camion du mareyeur. Sa femme, installée sous un parasol rose, vend quelques pièces aux particuliers, une tolérance reconnue depuis Colbert. Pas plus que les trente autres propriétaires de chalutiers amarrés au port, la famille Bataille n'a participé aux manifestations des pêcheurs contre l'affondrement des cours en février. « Nous sommes pour tant aussi touchés », explique Didier Bataille. Mais la faible taille de nos embarcations, les frais réduits du fait d'une pêche de proximité — le temps d'une marée — et surtout la bonne tenue de la pêche cette saison, nous ont quelque peu épargnés.

Ca répit n'est peut-être que passager, car les marins pêcheurs de Trouville ne sont pas des privilégiés dans la profession. Pour Jean-Claude Brize, adjoint chargé des affaires mari-

times, le métier reste dur. « Cette année, l'abondance des crevettes et des coquilles Saint-Jacques a marqué les problèmes. Mais il suffit d'une aversée ou d'une raréfaction de la ressource, et c'est la catastrophe », explique cet ancien pêcheur, fils de pêcheur.

La ville a déjà payé un tribut à la Communauté européenne. En 1991, 14 chalutiers sur les 42 en activité ont disparu, à cause du plan de restructuration de la flotte de pêche française, imposé par un plan d'orientation pluriannuel adopté en 1987 par le conseil des ministres européens, pour protéger les ressources.

Au total, 10 % de la flotte française était concernée. Trouville a largement dépassé ce chiffre : l'hiver 1990 avait été particulièrement dur, les crevettes avaient pratiquement disparu, et le bureau d'aide sociale a dû vanir en aide, pour la première fois, à des familles de marins. En conséquence, les

indemnités distribuées par l'Etat et les collectivités, en échange de destructions, ont amené quatorze propriétaires à envoyer leur bateau par le fond.

« Cela a été terrible », raconte M. Brize, qui cumule des fonctions à la mairie avec la présidence du syndicat local des marins pêcheurs constitué au moment de la mise en œuvre des mesures communautaires. La plan Mellick prévoyait des primes de « déshirage », c'est-à-dire la démolition des embarcations. Etre contraints d'envoyer par le fond ces chalutiers nous a fait mal au cœur. Quatre ont pu être sauvés. L'un trône aujourd'hui à l'entrée de la ville, transformé en pot de fleurs en guise d'enseigne pour un restaurant. Le vote négatif de la population lors du référendum sur l'Union européenne, induit selon lui par ces contraintes imposées depuis Bruxelles, démontre la poids des pêcheurs dans l'opinion.

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (22-23 novembre) ; Mâcon (29-30 novembre) ; Perpignan (6-7 décembre) ; La Rochelle (13-14 décembre) ; Rodaz (20-21 décembre) ; Lisieux (27-28 décembre) ; Valenciennes (3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulla (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1<sup>er</sup> février) ; Albertville (7-8 février) ; Angars (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1<sup>er</sup> mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (9-10 mai) ; Calais (16-17 mai) ; Annecy (23-24 mai) ; Bayonne (30-31 mai) ; Dole (6-7 juin) ; Bègles (13-14 juin) ; Roanne (20-21 juin) ; Saint-Brieuc (27-28 juin) ; Chartres (4-5 juillet) et Chamonix (11-12 juillet).

### PRATIQUE

## PARIS AU MOIS D'AOUT

BOUTIQUES aux vitrines bonnasses, restaurants d'été, animations estivales, Paris se prépare à l'été. Une vie quotidienne qui s'adapte à la chaleur, au soleil, à la pluie. Les Parisiens ont des habitudes, des traditions, des coutumes. Ils savent profiter de l'été, de la mer, de la campagne. Ils savent aussi profiter de la ville, de ses musées, de ses monuments, de ses parcs. Ils savent profiter de la vie, de la joie, de l'amour. Ils savent profiter de tout.

Pour les personnes âgées, les centres de jour, les clubs, les associations, offrent de nombreuses activités. Pour les jeunes, les centres de vacances, les camps, les colonies, offrent de nombreuses activités. Pour tous, l'été est une période de détente, de repos, de plaisir.

### L'été de la mer

A Trouville, les estivants affluent comme une marée. Ils viennent de toute la France, de toute l'étranger. Ils viennent pour se relaxer, pour profiter du soleil, de la mer, de la plage. Ils viennent aussi pour profiter de la vie, de la joie, de l'amour. Ils viennent profiter de tout.

Les Trouvillais accueillent les estivants avec joie. Ils leur offrent de nombreuses activités, de nombreuses animations. Ils leur offrent de nombreux services. Ils leur offrent de tout.

## KIOSQUES A MUSIQUE

Les kiosques à musique sont une tradition à Trouville. Ils sont installés sur la plage, sur la promenade, dans les parcs. Ils jouent de la musique, de la chanson, de la danse. Ils offrent de nombreuses animations.

Les kiosques à musique sont une tradition à Trouville. Ils sont installés sur la plage, sur la promenade, dans les parcs. Ils jouent de la musique, de la chanson, de la danse. Ils offrent de nombreuses animations.

Les kiosques à musique sont une tradition à Trouville. Ils sont installés sur la plage, sur la promenade, dans les parcs. Ils jouent de la musique, de la chanson, de la danse. Ils offrent de nombreuses animations.

Les kiosques à musique sont une tradition à Trouville. Ils sont installés sur la plage, sur la promenade, dans les parcs. Ils jouent de la musique, de la chanson, de la danse. Ils offrent de nombreuses animations.

Les kiosques à musique sont une tradition à Trouville. Ils sont installés sur la plage, sur la promenade, dans les parcs. Ils jouent de la musique, de la chanson, de la danse. Ils offrent de nombreuses animations.



# NANTES PRIVÉE DE FNAC

ble entendue. « La nécessité de respecter une grande partie des vestiges aboutirait à amputer de près de 1 000 mètres carrés la surface du magasin. (...) Nous préférons donc renoncer à ce pro-

**de notre correspondant  
à Nantes  
Yves Decaene**

**Le Monde**  
**L'ÉCONOMIE**

# LE CARILLON DE CHAMBÉRY

S'inspirant d'une première souscription publique qui, en

Quant à l'ancien carillou, il sera, une fois restauré, réinstallé dans le quartier de Chambéry-le-Haut près d'une salle de rock. Avec toutes ces cloches, Chambéry mérite bico d'accueillir, en juillet 1994, le congrès mondial de l'art campanaire auquel sont attendus environ deux cents carillonneurs.

de notre correspondant  
à Chambéry  
**Philippe Revil**

# Festivals en région Centre

- Tous les dimanches du 4 juillet au 29 août
- Tous les mardis du 13 juillet au 24 août
- Cathédrale de Bourges • Réservations : (16) 48 24 75 33

- Tous les dimanches du 4 juillet au 5 septembre
- Cathédrale de Chartres • **Entrée libre**
- Renseignements : (16-1) 45 48 31 7

• Du 6 au 31 juillet • Réservations : (16) 47 31 27 00

- Du 11 juillet au 14 août • **Réservations : (16) 48 67 00 18**
- Par Minitel : 3615 THEA + NOIRLAC

du 13 juillet au 24 juillet • Festival Beethoven  
réservations : (16) 47 59 07 98

CONSEIL REGIONAL  
du  
CENTRE

Au Musée Bonnat, une rétrospective « Picasso toros y toreros » rappelle le goût de l'artiste pour les oppositions, entre ombres et lumières, violence et cruauté, chevel et taureau. Venu de Paris, Barcelone et de collations privées, ces œuvres sont accessibles jusqu'au 13 septembre, tout comme l'exposition voisine consacrée à « Un aiàcle da temporada ». Costumes, capes, mules, photos et affiches restituant l'ambiance des après-midi dans les arènes d'une ville qui se veut une capitale taurine. Et qui entend le rester en organisant des spectacles dans un bâtiment municipal centenaire.

Jean-Pierre Sueur (PS), ancien secrétaire d'État aux collectivités locales, et maire d'Orléans, estime que « la consolidation est un outil indispensable à la démocratie. Elle seule permet de donner une vision sincère des finances communales ». La consolidation des comptes de l'année 1991 a mis en évidence le poids financier des satellites qui est pratiquement égal à celui de la ville. L'intégration dans l'office public d'HLM a, par exemple, eu pour effet de doubler les charges d'emprunt.

« La loi sur l'administration territoriale favorisait une approche plus synthétique du budget », indique Jean-Pierre Sueur, qui an-

est l'un des auteurs. Ce texte de 1992 impose une addition des crédits du budget principal et des budgets annexes, commune, ainsi que la publication d'informations sur les satellites. La ville a agrégé les comptes du budget principal, des budgets annexes (enseignement, ordures ménagères, des établissements publics, des syndicats intercommunaux, des sociétés d'économie mixte et des associations recevant plus de 500 000 francs de subventions. Cette opération a exigé une conversion des différentes nomenclatures comptables à la future comptabilité communale baptisée « 14 ». La ville a aussi élevé son patrimoine immobilier, afin de provisionner des dotations d'aménagement.

Nouveau rebondissement dans ce qui est devenu l'affaire du parc national des Cévennes. Le cour d'appel de Bordeaux vient d'annuler l'une des dispositions du jugement, rendu en 1992 par le Tribunal administratif de Montpellier, qui avait lui-même annulé l'élection de Lucien Chabeson à la présidence du parc et déclaré élu Robert Vivian.

Les magistres bordelais ont estimé que le scrutin pour l'élection du président du parc était intervenu « dans des conditions de nature à en altérer le bon déroulement ». Cet arrêt metra-t-il un terme à une bataille politico-judiciaire engagée depuis plusieurs mois? Des élus déplorent que cet établissement public soit devenu un lieu d'affrontement entre Jacques Blanc (UDF, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon), et Béatrice Merre (PS), chef de cabinet de François Mitterrand. Jacques Blanc s'étant toujours engagé aux côtés de Lucien Chabeson, et Béatrice Merre se mobilisant pour Robert Vivian.

## THÉÂTRE

[illegible]

## PARIS EN VISITES

[illegible]

Le Monde  
**DOSSIERS**  
& DOCUMENTS

**Les conflits du Proche-Orient**

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, traînent en longueur. L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué davantage encore la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défier l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tuées, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol.

Au sommaire des clés de l'info : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux

NOTRE PROCHAIN

# Le Monde

L'ÉCONOMIE

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

100

... ..

... ..

100



# RHÔNE-ALPES

## LE CARILLON DE CHAMBÉRY

La préfecture de la Savoie se dote de soixante-dix cloches de bronze

Nous avons pu assister, le 15 juillet, à la cérémonie de la pose de la première pierre du carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

Le carillon de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte. L'édifice, qui sera installé dans le jardin de la préfecture, sera composé de soixante-dix cloches de bronze, dont une seule, la plus grande, sera en fonte.

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Le Premier, 17 h et 22 h. Couleurs de Paris, 16 h. L'Enfant terrible, 20 h 30. ARTISTIC-ATHÉNAÏS (43-06-38-02). L'Eloge de la folie, 16 h et 21 h.

**BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE** (40-48-80-72). Sur le dos d'un éléphant, 21 h, dim. 17 h.

**BERRY-ZÈRE** (43-57-51-55). Dim. Les Châliers de la nuit, 20 h 30. BOBINO (43-27-75-75). La Plaid à l'été, 21 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-80-24). L'Avant, 21 h. BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX- (42-36-35-53). Ça va, le pain quand même, 21 h.

**CAFÉ DE LA GARE** (42-78-82-51). Les Zappes, 20 h 15. Le Graphique de Boscop, 21 h 30.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Les coqs se couchent à l'été, 21 h.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). L'Épouse prudente, 21 h 15. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau, 19 h et 21 h 30.

**COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU** (40-15-00-16). Les Précieuses ridicules, l'improvisation de Versailles, 20 h 30, dim. 14 h. Dim. Le Prix Martin, 20 h 30.

**CRYPTÉE SAINTE-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-18-31). Le Cid, 20 h 30, dim. 17 h 30. Dim. La Lettre, 15 h.

**DAUNOU** (42-61-69-14). Le Canard à l'orange, 21 h, dim. 15 h 30. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sonnet pour deux femmes seules et une chaise, 20 h 30.

**ESPACE MARAIS** (48-04-91-55). L'île des esclaves, 18 h, dim. 15 h. Feu la mère de madame, 20 h, dim. 18 h. La Mouette, 21 h, dim. Le Mariage de Figaro, 16 h.

**FONTAINE** (48-74-74-40). Comédie d'amour, 20 h. GRAND EGAR (43-35-32-31). Le Système Rétardier, 20 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Le Léon, 20 h 30.

**LA BRUYÈRE** (46-74-78-99). Temps contre temps, 20 h 30, dim. 15 h. LUCERNAIRE FORUM (44-45-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince, 18 h 45.

**ISABELLE EBERHARDT** ou Le Magie des saules, 21 h 30. Théâtre rouge, Les Dix Commandements, 18 h. Au fil de l'eau, un nom connu, vous verrez comme je serais célèbre, 20 h. Personne n'est parfait, 21 h 30.

**MADELINE** (42-86-07-09). Attout coeur, 21 h, dim. 15 h 30.

**MARIE-STUART** (45-08-17-80). Je ne tiens devant toi rue, 20 h 30. MATHURINS (42-68-80-00). En attendant les bouffes, 20 h 30, dim. 15 h.

**MÉTAMORPHOSIS** (42-81-33-70). Tonnelle d'été, 15 h. Le Miroir des songes, 21 h, dim. 15 h.

**MICHOÏDIÈRE** (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schütz, 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.

**CELAIRE** (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez, 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Pétauchon, 20 h 45.

**PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)** (42-02-27-17). Bruno Logan, 20 h 30. PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieuses, 15 h et 19 h 30.

**LES FEMMES**, Les trufes et la musique ou Mon genre, tout est rompu, 21 h 30, dim. 17 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-60). La Jave des mémoires, 16 h et 21 h.

**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Une aspirine pour deux, 20 h 45. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Improvvisation, 20 h 30. Didier Benureau, 22 h.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (48-09-10-17). Les Jeunes Pères, 20 h 30. Rien ne sert de dormir, faut s'élever l'esprit, 22 h.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-97). Union libre, 20 h 15. Les Sacres Montres, 22 h.

**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-48-84-47). Cherté bien ordonnée, 21 h.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-85). Western solo, 20 h, dim. 15 h.

**THÉÂTRE MAURICE-RAVEL** (43-48-10-88). L'Utéro, l'histoire d'une comédie du mariage, 20 h 30.

**THÉÂTRE MONTROUILLE** (48-06-78-88). Le Retour de M. Leguon, 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON** (44-41-36-58). Il Campello (en dialecte vénitien), 16 h et 20 h 30.

**THÉÂTRE DE NESLE** (48-34-61-04). Le Théâtre de Brul, 19 h.

**THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL** (40-06-72-34). Dom Juan, 15 h et 20 h 30.

**TOURTOUR** (48-87-62-48). M'sieur Offenbach, 15 h et 18 h. Les Rendez-vous, 20 h 30. Le réve était presque parfait, 22 h.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Choeurs, 21 h.

**AUBERVILLIERS (ESPACE JEAN-RENAUDIE)** (45-26-26-37). L'Ombre, 20 h 30, dim. 17 h.

**CLICHY (PETIT THÉÂTRE)** (40-87-12-72). Entre ciel et terre, 21 h.

## PARIS EN VISITES

« Les nouvelles salles de peinture française du dix-huitième siècle (Louvre), 10 h 30, 2, place du Palais-Royal (P.-Y. Jastrow). »

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autofs). »

« L'Opéra Garnier et son nouveau musée, 11 heures, hall d'entrée (M.-C. Lœniger). »

« De la Cité Fleurie à la Butte-aux-Cailles en passant par le pourtour de la manufacture des Gobelins et le quartier de la Gaiety, 11 heures et 15 h 30, 65, boulevard Aitago. »

« Fêtes et mystères de l'Opéra Garnier », 14 h 30, à l'Intérieur (Compagnie de Paris). »

« La rue Saint-Denis, les cours des miracles et les traboules du Saint-Marcel, 15 heures, 15, rue du Saint-Marcel, devant la poste (P.-Y. Jastrow). »

« Les passages couverts du Quartier ou sa réalité la femme féminine. Exotisme et dépaysement assurés (deuxième parcours), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autofs). »

« Le parc de Belleville, 16 heures, sortie métro Jourdain (Paris et son histoire). »

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

### ■ Les conflits du Proche-Orient

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, traînent en longueur. L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué davantage encore la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défer l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tuées, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol. Au sommaire des *clés de l'info* : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

## Le Monde L'ÉCONOMIE

## AGENDA

## CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

#### ALARME FATALE

Film américain de Gene Quintano, v.o. : Forum Horizon, 1. (45-06-57-57) : 36-68-70-63; UGC Odéon, 2. (42-25-10-30) : 36-65-70-68; UGC Normandie, 8. (45-63-18-18) : 36-65-70-63; v.f. : Rex, 2. (42-36-63-93) : 36-65-70-63; UGC Montparnasse, 8. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; Paramount Opéra, 9. (47-42-58-31) : 36-65-70-16; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).

**BEST OF THE BEST 2**. Film américain de Rob Radler, v.o. : Gaumont Marignan-Concorde, 6. (36-68-75-55); George V, 8. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; v.f. : Bretagne, 8. (36-65-70-37); UGC Opéra, 9. (45-74-95-40) : 36-65-70-41; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-66-70-64; Gaumont Gobelins, 13. (36-66-75-55); Gaumont Alésia, 14. (36-66-75-55); Gaumont Convention, 15. (36-68-75-55); Pathé Clichy, 18. (36-68-70-22).

**LES COPAINS D'ÉDIE COYLE**. Film américain de Patar Yates, v.o. : Action Christine, 6. (43-29-11-30) : 36-65-70-62.

**NOM DE CODE : NINA**. Film américain de John Badham, v.o. : Gaumont Marignan-Concorde, 6. (43-29-11-30) : 36-65-70-62.

**LA CINÉMATHEQUE**  
**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**  
**SAMEDI**  
L'Épionnage, un genre impur : Griffes jaunes (1942, v.o.), de Robert Hossein, 14 h 30; (Héros du jour, 16 h 30; G. Men contre Dragon noir (1942, v.o.), de William Wyler, 19 h.

**DIMANCHE**  
L'Épionnage, un genre impur : la Nuit des espions (1959), de Robert Hossein, 14 h 30; (Héros qui n'a jamais aimé (1955, v.o. s.t.f.), de Ronald Neame, 18 h 30; Les Espions sur la Tamise (1944, v.o.), de Fritz Lang, 19 h; Ordre de tuer sans pitié (1957, v.o. s.t.f.), d'Anthony Asquith, 21 h.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
**SAMEDI**  
Le Cinéma arménien : Zangueour (1938, v.o. s.t.f.), d'Armo Bak-Nazouk, 14 h 30; Le Menu (1982, v.o. s.t.f.), de Serge Galoustian, la Parodie par (1991, v.o. s.t.f.), de David Sefarian, 17 h 30; Le Triangle (1987, v.o. s.t.f.), de Henrik Malm, 20 h 30.

**DIMANCHE**  
Le Cinéma arménien : le Maître (1993, v.o. s.t.f.), de Bagrat Hovhannessian, Achikhou (1988, v.o. s.t.f.), de Rouben Gevorgian, la Légende de la forteresse de Souram (1984, v.o. s.t.f.), de Sergueï Paradjian et Dodo Abichidze, 17 h 30; Au début (v.o. russe sans parole), d'Artur Pelechian, les Habitants (1970, v.o. russe sans parole), d'Artur Pelechian, Nous (1969, v.o. russe sans parole), d'Artur Pelechian, les Saisons (1972, v.o. russe sans parole), d'Artur Pelechian, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
2, Grande Galerie porte Saint-Eustache  
Forum des Halles (42-26-34-30)  
**SAMEDI**  
Les Septantes - 2e partie : l'après-Mai 68 : Années militantes : Surtout par lui-même (1978) d'Alexandre Astruc et Michel Curiel, 14 h 30; L'Autoparc d'un pompier (1977) de Marie-Geneviève Ripstein et Liane Korn, Des enfants gâtés (1977) de Bertrand Tavernier, 18 h 30; Les Paysans de Paris (1970) de Jean-Luc Voisin, Le Pape (1973) de Gérard Guérin, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVITÉS**  
**A CAUSE D'ELLE** (Fr.) : Sept Passions, 14. (43-20-32-20).  
**À FLEUR DE MER** (Por., v.o.) : Laina, 4. (43-20-32-20).  
**A TOUTE ÉPREUVE** (Hong-Kong, v.o.) : George V, 8. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; v.f. : Paris Ciné 1, 10. (47-70-21-71).  
**L'ADVERSARIE** (Ind., v.o.) : Utopia, 5. (43-26-84-86).  
**AGADUQ** (Fr.-Can., v.o.) : Lucernaire, 6. (45-44-57-34).  
**AMANTS** (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14); Sept Passions, 14. (43-20-32-20).  
**ANTONIA & JANE** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Lucernaire, 6. (45-44-57-34).  
**L'ARRÊT, LE MAIRE ET LA MÉDIATHEQUE** (Fr.) : Denfert, 14. (43-21-41-01).  
**ARIZONA DREAM** (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26) : 36-65-70-67; Images d'ailleurs, 5. (45-67-18-06); Cinéchose, 6. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; Denfert, 14. (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68).  
**BAD LIUTENANT** (Fr.) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Utopia, 5. (43-26-84-86).  
**BASIC INSTINCT** (A., v.o.) : Studio Canale, 5. (43-54-72-71) : 36-65-70-63; UGC Triomphe, 8. (46-74-93-50) : 36-65-70-78.  
**LA BATAILLE DE SALAMBO** (Fr.) : La Gaiety, 19. (40-05-80-00).  
**BEAUCOUP DE BRUI** (For., v.o.) : (45-06-57-57) : 36-65-70-83; Gaumont Opéra, ex-impérial, 2. (36-68-75-55); Les Trois Luxembourgs, 6. (43-33-97-77) : 36-65-70-42).  
**LE BOUTONNIER** (Fr.) : UGC Montparnasse, 14. (36-65-70-83); UGC Odéon, 1. (45-06-57-57) : 36-65-70-63; UGC Danton, 2. (42-25-10-30) : 36-65-70-68; UGC Normandie, 8. (45-63-18-18) : 36-65-70-63; v.f. : Rex, 2. (42-36-63-93) : 36-65-70-63; UGC Montparnasse, 8. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; Paramount Opéra, 9. (47-42-58-31) : 36-65-70-16; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).

**CHUTE LIBRE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26) : 36-65-70-67; UGC Normandie, 8. (45-63-18-18) : 36-65-70-63; Studio 28, 16. (46-06-36-07) : 36-65-70-42; UGC Montparnasse, 14. (36-68-75-55).

**COMMENT FONT LES GENS** (Fr.) : Action Christine, 6. (43-29-11-30) : 36-65-70-62.

**LA CRISTE** (Fr.) : UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50) : 36-65-70-78.

**CUISINE ET DÉPENDANCES** (Fr.) : Gaumont Marignan-Concorde, 6. (36-68-75-55); Studio 28, 16. (46-06-36-07) : 36-65-70-42; UGC Montparnasse, 14. (36-68-75-55).

**DRACULA** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68).

**DRAGON, L'HISTOIRE DE BRUCE LEE** (A., v.o.) : George V, 8. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; v.f. : Rex, 2. (42-36-63-93) : 36-65-70-63; UGC Montparnasse, 8. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; Paramount Opéra, 9. (47-42-58-31) : 36-65-70-16; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).

**L'ENFANT LION** (Fr.) : Forum Horizon, 1. (45-06-57-57) : 36-65-70-63; Rex, 2. (42-36-63-93) : 36-65-70-63; UGC Montparnasse, 8. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; UGC Odéon, 1. (45-06-57-57) : 36-65-70-63; UGC Danton, 2. (42-25-10-30) : 36-65-70-68; UGC Normandie, 8. (45-63-18-18) : 36-65-70-63; v.f. : Rex, 2. (42-36-63-93) : 36-65-70-63; UGC Montparnasse, 8. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; Paramount Opéra, 9. (47-42-58-31) : 36-65-70-16; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).

**LES ÉPICES DE LA PASSION** (Mex., v.o.) : Gaumont Opéra, ex-impérial, 2. (36-68-75-55); Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Racine Odéon, 6. (45-61-10-60); La Gaiety, 11. (43-07-46-80); Gaumont Marignan-Concorde, 6. (36-68-75-55).

**ÉPOUSES ET CONCUBINES** (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Lucernaire, 6. (45-44-57-34).

**ET AU MIUËU COULE UNE RIVIÈRE** (A., v.o.) : Cinéchose, 6. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; Les Nations, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58) : 36-65-70-84; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).

**FIORILE** (It., v.o.) : Reflet Logos salle Louis-Cavet, 8. (43-54-72-71) : 36-65-70-63; UGC Triomphe, 8. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; Denfert, 14. (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68).

**GRANDPÈRE ET DÉSCENDANCE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26) : 36-65-70-67; Images d'ailleurs, 5. (45-67-18-06); Cinéchose, 6. (45-62-41-46) : 36-65-70-74; Denfert, 14. (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68).

**HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); Denfert, 14. (43-21-41-01).

**LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT**  
barnasse, 6. (45-74-94-94) : 36-65-70-14; La Pagode, 7. (47-05-12-15) : 36-65-70-55; UGC Champs-Élysées, 8. (45-62-41-46) : 36-65-70-63; UGC Gobelins, 13. (45-61-94-94) : 36-65-70-41; UGC Convention, 16. (45-74-93-40) : 36-65-70-47; Pathé Wepler, 18. (36-68-70-22).















## Nécessaires

Date: 13 juillet 1993

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

Nécessaire de John CORRA.

Liaison de John CORRA.

## ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 18 - Lundi 19 juillet 1993 17

## BILLET

## Coup de froid dans les voitures

L'industrie automobile, déjà bien malade, pourrait en outre souffrir d'un léger coup de froid. Non que la température soit pour quelque chose. Bien au contraire, plus il fait chaud, plus les conducteurs et leurs passagers rêvent d'un véhicule climatisé. Une motivation d'achat que les constructeurs n'ont pas manqué d'utiliser ces dernières semaines dans leur publicité. D'autant plus que le marché est quasiment vierge. A la différence des clients américains ou japonais, les automobilistes européens sont encore très peu nombreux à avoir décidé de rouler au frais. Ils sont en train de prendre le virage. Les systèmes de climatisation ont le vent en poupe chez les équipementiers spécialisés. Ce qu'oublient néanmoins de préciser les constructeurs, c'est que la plupart des systèmes actuellement en vente utilisent le « CFC R12 » (chlorofluorocarbène) comme fluide réfrigérant. Or, en vertu du protocole de Montréal adopté en novembre 1992 par la CEE pour protéger la couche d'ozone, la fabrication de ce fluide sera interdite à partir de juin 1995. Il sera remplacé par un autre fluide, le « 134 a », aux propriétés réfrigérantes à peu près équivalentes, mais plus « écologique ». Dès 1995, il sera donc impossible de recharger en fluide les climatisations fonctionnant au « CFC R12 ». Or, une climatisation doit être rechargée en gaz tous les quatre ans environ, sans parler des incidents qui peuvent survenir en cours de route.

On peut regretter que les constructeurs aient négligé d'éventuels clients de ce qui les attend. Les automobilistes, déçus, risquent fort de retarder leurs achats en attendant d'en savoir plus sur les solutions proposées par leur fournisseur. Chez Renault, le premier véhicule utilisant le nouveau fluide sera le Twingo, dont l'option climatisation sera disponible à partir de septembre pour 7 000 francs. Les climatisations des autres véhicules seront modifiées petit à petit. L'ensemble de la gamme devrait être adapté en 1994. Il en sera de même chez Peugeot. Actuellement seule la climatisation de la 306 dispose du nouveau fluide; les 405 et 605 auront le nouveau dispositif en septembre. Idem chez Citroën, où le Xantia est déjà doté d'une climatisation au « 134 a »; les XM et ZX en seront pourvus en septembre. Pour adapter les véhicules équipés de la climatisation au CFC, les constructeurs préparent actuellement des kits de transformation. L'utilisation du « 134 a » impose en effet de changer les joints, la cartouche de réhydratation et l'huile du compresseur du climatiseur. Ces kits sont en cours d'étude. Leur prix n'est donc pas encore fixé.

ANNE KAHN

## EN BREF

o Transports maritimes : Sealink et P and O n'ont pas le droit de coopérer. - Tim Sainsbury, ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, a fait savoir aux compagnies maritimes Sealink et P and O, desservant les lignes de la Manche, qu'il maintiendrait son refus de lever l'interdiction signifiée à ces entreprises de coopérer. La Société nouvelle d'armement transmanche (SNAT), brève française du pool Sealink, qui a communiqué cette information le 15 juillet, précise que l'interdiction date de 1974 et qu'à trois reprises les entreprises concernées avaient demandé qu'elle soit levée.

o Allemagne : IG Farben in Abwicklung refuse de renoncer à ses biens à l'Est. - La société héritière de l'ancien empire chimique lié au régime nazi IG Far-

## Le départ de Jacques Attali a été précipité par le réquisitoire contre sa gestion

Aux termes d'un accord passé, vendredi 16 juillet, avec le conseil des directeurs de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Jacques Attali a cessé d'exercer ses fonctions de président. Ce départ précipité n'explique pas les conclusions du comité d'audit, qui constituent une ferme réquisition contre la gestion de M. Attali (le Monde du 17 juillet).

## LONDRES

## de notre correspondant

La seule inconnue qui entourait le départ de Jacques Attali était de savoir si le laboratoire de la BERD concluait entre lui-même et le conseil des directeurs de la Banque européenne qu'il n'y avait rien de mal dans la gestion de M. Attali, ou non. Le verdict de cette enquête, qui représente grosso modo un an de salaire du président, n'est pas encore connu. Cette préoccupation n'est pas dérisoire. Elle illustre le climat d'audit d'approche dans lequel M. Attali a interrompu, de façon abrupte, son mandat à la tête d'une institution internationale dont il fut l'un des principaux concepteurs.

Dans sa lettre de démission, le président de la Banque européenne a déclaré qu'il n'avait rien de mal à dire sur la gestion de M. Attali. Mais, officiellement, n'a-t-il dit ce sujet, la lettre que doit lui adresser Anne Widdowson, ministre suédoise des finances, qui dirige le conseil des gouverneurs de la banque, indiquera que celle-ci renonce à d'éventuelles réclamations relatives au contenu du rapport d'audit.

Les conditions de ce départ devront cependant être entérinées par les gouverneurs de la BERD. M. Attali quitte donc ses fonctions avec deux mois d'avance, sans attendre la nomination de son successeur. Il s'en va par la petite porte, silencieusement, il laisse dans l'immédiat au moins, la place libre à celui qu'il voulait dans les derniers temps écarter, Ron Free-

man, premier vice-président, chargé d'assurer l'intérim. Il faut lire dans cette décision de hâter une période de transition d'autant plus dommageable à la réputation de la BERD qu'elle se prolongeait, une volonté des dirigeants de l'institution financière de tourner la page au plus vite, pour se consacrer « sincèrement au mandat opérationnel » de la Banque.

Le rapport de la commission d'audit, rendu public vendredi à l'issue d'un compte à rebours très médiatisé, se veut ainsi un solde de tout compte : outre que le comité d'audit ne recommande aucune sanction ou « mesure disciplinaire » contre quiconque, à l'avenir, « n'a fait le contrôle et le bien-fondé des dépenses », le ton est certes mesuré, parfois franchement diplomatique lorsqu'il s'agit des dépenses personnelles de M. Attali, mais ferme sur le fond : quel que soit le sujet abordé, en filigrane ou non, c'est bien la responsabilité directe de Jacques Attali qui est mise en cause dans la gestion par la BERD, en son « énoncé », de la Banque européenne.

## D'autres

## responsabilités...

Si cette responsabilité ne fait donc aucun doute, on ne peut s'empêcher de constater que le lourd réquisitoire ainsi dressé contre le président permet, peut-être commodément, d'absorber d'éventuelles autres responsabilités : M. Attali était certes un « patron » qui admettait peu la contestation, mais le moins que l'on puisse dire est que ses collaborateurs - ainsi que les membres des différents organismes de contrôle administratif - ont, sinon profité d'un « système », du moins fait état de leurs iniquités et de leurs scrupules avec retard. Le plus remarquable dans cette expertise d'audit est peut-être le portrait bûnain et psychologique de Jacques Attali qui est, indirectement, dressé : comment cet intellectuel brillant, cet écrivain reconnu et rendu riche par ses écrits, cet homme de pouvoir enfin, a-t-il pu en arriver à profiter sans retenue

des avantages matériels que lui procuraient ses fonctions ?

Les propos tenus par Claes de Neergaard, président du conseil des directeurs du comité d'audit, qui a présenté les conclusions de ce travail d'enquête décidé le 10 mai, ainsi que l'épais document qui constitue le rapport, n'ont pas apporté d'éléments vraiment nouveaux sur la gestion de M. Attali, dans la mesure où les grandes masses de dépenses étaient connues. Pour chaque budget analysé, le comité fait des recommandations pour l'avenir, indique que de nouveaux mécanismes sont déjà en place dans la gestion interne de la banque, tout en soulignant que les décisions les plus importantes ne peuvent être prises que par le nouveau président. Tout ou presque avait en effet été dit sur le luxe du nouveau siège, situé dans la City, au 1, Exchange Square, dont le coût final aura été de 66,2 millions de livres (1), en dépit de 13,2 millions de livres par rapport au budget initial.

## Le non-respect des règles de la concurrence

Dans l'ensemble, a assuré M. de Neergaard, on pourrait affirmer que les travaux et l'équipement des locaux ont constitué un « succès », dans la mesure où l'ensemble a été accompli dans des délais rapides, le résultat prenant la forme d'un immeuble « atypique ». Il n'en demeure pas moins que s'agissant de l'équipement des locaux, le souci d'obtenir la meilleure qualité au meilleur prix n'a pas été la préoccupation première, et que la « chaîne de commande » (la procédure administrative) n'a pas été respectée : M. Attali a démenti être à l'origine des décisions prises, tout comme le vice-président chargé de l'administration, ce qui a eu pour résultat de confier l'essentiel des responsabilités dans ce domaine au directeur de cabinet et directeur du budget de M. Attali, Pierre Pissaloux. Celui-ci se voit tout de même reconnaître la promptitude de son travail.

Les pratiques concernant l'acquisition de différents biens et services ainsi que la question de l'uti-

lisation d'avions privés par M. Attali ont tout spécialement retenu l'attention des enquêteurs, dans la mesure où de saines pratiques commerciales, faisant appel au jeu normal de la concurrence, n'ont pas été respectées. Outre que le recours à des vols spéciaux n'était pas toujours justifié par la non-existence de liaisons aériennes commerciales, le comité a relevé que la compagnie privée Air Entrepris a été utilisée pour 48 des 57 vols privés, sans qu'un « processus normal de compétition » soit intervenu. Des critiques sont également faites sur la multiplication de voyages en Concorde, que rien ne justifiait. Tout cela représente « une regrettable déviation par rapport à des pratiques commerciales acceptables » et illustre un « nouveau jugement ».

Le comité s'interroge ainsi sur les relations qui pouvaient exister, avant le lancement du projet de siège de la BERD, entre M. Attali et l'architecte Jean-Louis Berthet, sans toutefois apporter de réponse. Il apparaît, d'autre part, que le président de la BERD a remboursé une somme de 41 377 livres à la banque, représentant le coût de sept vols spéciaux effectués en 1992, sans que l'on sache très bien si ceux-ci étaient des voyages privés ou professionnels. Le comité a également critiqué le mode d'utilisation des voitures de fonction, notant ainsi que trois des sept voitures achetées pour la direction de la banque furent d'abord utilisées par M. Attali avant d'être cédées à ses collaborateurs, « créant ainsi une impression d'extravagance qui est inappropriée pour le chef d'une institution chargée du développement ».

Ce genre de détails, pour comptables qu'ils puissent apparaître, nourrit la rumeur générale du rapport d'audit, c'est-à-dire le fait que le président avait manifestement du mal à faire la différence entre une utilisation professionnelle et privée de la logistique de la BERD. « Le président », a souligné M. de Neergaard, a continué, en 1992 et 1993, avec sa carte professionnelle de crédit, des montants significatifs de dépenses personnelles, pour lesquelles aucune justification ne fut

fournie, ces dépenses n'étant remboursées que récemment. Le montant des remboursements - effectués le 22 juin - a atteint 30 431 livres. Le président du comité d'audit s'est refusé à confirmer que certains de ces frais représentaient des factures réglées dans un night-club londonien (le « Annabels », selon le Financial Times), affirmant que le comité ne s'était pas penché sur le détail des dépenses.

En revanche, la question des locaux parisiens de la BERD n'a pas provoqué de commentaires critiques des membres du comité, cette antenne parisienne ayant bénéficié d'une dotation de 5 millions de francs, en 1991, de la part du gouvernement français. Par une lettre du 15 juin, celui-ci a fait connaître son souhait de ne pas renouveler la dotation, mais de mettre des locaux à disposition de la BERD. Le comité souligne cependant que « l'existence de ce bureau à Paris (fermé depuis mai 1993) n'a pas fait l'objet d'une communication au conseil des directeurs » et que « l'ouverture de bureaux situés en dehors des pays où la banque opère n'a pas été autorisée par le conseil ». Les experts du comité d'audit se sont enfin intéressés à la question des emplacements « substantiels » (plusieurs dizaines de milliers de dollars) reçus par M. Attali dans le cadre d'un contrat passé, en décembre 1990, avec le journal japonais Asahi Shimbun, pour une série de conférences : le comité estime que l'acceptation de cette rémunération est « incompatible avec le code de conduite de la banque ».

Dans leurs conclusions, les experts soulignent enfin que la gestion de la BERD nécessite de la part du président et de ses principaux collaborateurs « une éthique générale de prudence et de probité », ce qui est une manière habile de souligner que celle-ci a fait défaut.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,75 francs.

## Deux études du ministère du travail

## Un cadre âgé sur dix seulement retrouve un emploi dans l'année

Des changements dans le mode de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises expliqueraient la montée récente du chômage des cadres, tout autant que l'aggravation de la situation économique, selon le ministère du travail, qui vient de publier de nouvelles données sur ce « phénomène nouveau » (Premières Informations, n° 346). Depuis quelques années, les employeurs misent sur des renouvellements de personnel plus fréquents et privilégient la promotion interne des salariés non-cadres pour faire face à leurs besoins.

En conséquence, le chômage des cadres a progressé de 21 % d'avril 1990 à avril 1991, de 32 % d'avril 1991 à avril 1992, puis encore de 21 % d'avril 1992 à avril 1993. Les plus touchés sont les cadres d'entreprise et plus particulièrement ceux qui exercent des fonctions techniques, dont l'entretien et la maintenance.

Mais, note l'étude, cette dégradation « ne remet pourtant pas en cause leur position relativement privilégiée par rapport à celle des autres catégories ». En mars 1992, chez les cadres, 4,2 % des hommes et 6,6 % des femmes étaient à la recherche d'un emploi contre 19,1 % des ouvriers non qualifiés

et 20,5 % des employées de commerce.

En revanche, certains sous-groupes de cadres sont excessivement sensibles à l'aggravation. C'est le cas pour les plus âgés, malgré toutes les mesures d'accompagnement. A tel point que, selon l'enquête emploi de l'INSEE, en 1992, moins de 10 % de ceux qui perdent leur emploi après cinquante ans retrouveront une situation dans l'année. Par voie de conséquence, le chômage de longue durée augmente fortement depuis deux ans. Fin avril 1993, un demandeur d'emploi depuis plus d'un an sur vingt était un cadre (contre un sur trente, il y a deux ans). Leur part dans le chômage de longue durée est de 25 % en 1991 à 29 % en 1993. A l'inverse, les cadres de moins de vingt-cinq ans ne représentent que 0,7 % du chômage de cette tranche d'âge, en avril 1993.

Logiquement, aussi, les régions où les cadres sont fortement représentés sont celles qui ont enregistré la plus forte augmentation pour cette catégorie. La part des cadres parmi les demandeurs d'emploi est la plus élevée en Ile-de-France, en Alsace, en Rhône-Alpes, en Aquitaine et en Midi-Pyrénées.

Logiquement, aussi, les régions où les cadres sont fortement représentés sont celles qui ont enregistré la plus forte augmentation pour cette catégorie. La part des cadres parmi les demandeurs d'emploi est la plus élevée en Ile-de-France, en Alsace, en Rhône-Alpes, en Aquitaine et en Midi-Pyrénées.

## En mai, les salaires ont progressé moins vite que les prix

L'enquête mensuelle sur les salaires menée par le ministère du travail indique que « le rythme mensuel d'augmentation des salaires est désormais moins vif qu'il l'était en mai ». En mai, la progression mensuelle moyenne des rémunérations ouvrières a atteint 0,21 % et celle des employés 0,18 %, alors que la hausse des prix était de 0,26 %. « Le récent ralentissement des salaires fait chuter les réserves de pouvoir d'achat », constate le ministère, qui estime

que « cet écart défavorable est dû, en partie, aux hausses de prix relativement importantes des premiers mois de l'année ».

Bien que la proportion d'ouvriers n'ayant pas bénéficié d'une augmentation de salaire ait cessé de décroître, la croissance des rémunérations atteint 2 % en moyenne annuelle pour les employés (contre 2,8 % en mai 1992) et 2,1 % pour les ouvriers (contre 3,1 % en mai 1992).

## INDICATEURS

## ÉTATS-UNIS

● Commerce extérieur : le déficit s'est légèrement réduit en mai. - Le déficit du commerce extérieur américain a légèrement diminué en mai, à 8,37 milliards de dollars (46 milliards de francs environ) après un montant révisé de 10,5 milliards en avril. Les exportations ont progressé de 1,2 %, à 38,9 milliards de dollars, tandis que les achats à l'étranger ont diminué de 2,8 %, à 47,3 milliards. Fait notable en mai, le déficit bilatéral enregistré avec le Japon a été ramené à 3,75 milliards, principalement sous l'effet d'une diminution des achats d'automobiles japonaises.

## GRANDE-BRETAGNE

● Production industrielle : + 1,8 % (hors énergie) en mai. - La production industrielle (hors énergie) a augmenté de 1,8 % en mai par rapport à avril en données provisoires corrigées des variations saisonnières. L'augmentation - la plus élevée depuis quatre ans - est nettement supérieure à celles qu'assemblaient les analystes, qui tablèrent sur une hausse de 0,2 %.

## L'activité s'est stabilisée en juin

L'enquête de conjoncture mensuelle de la Banque de France, rendue publique jeudi 16 juillet, fait état d'une stabilisation de l'activité en juin. La production industrielle est restée globalement stable, bien que des contrastes importants aient été observés entre les secteurs agro-alimentaire, où l'activité a augmenté, et automobile, où la production a rétrogradé. L'activité commerciale s'est raffermie en juin, après un recul sensible en mai. La demande a été stationnaire alors qu'elle déclinait depuis la mi-1992 : sa composante interne a progressé, tandis que les commandes étrangères ont légèrement diminué, « principalement en raison du recul des débouchés européens, plus particulièrement allemands ».

La Banque de France note également que les projets d'investissements demeurent peu nombreux. Le secteur du bâtiment a enregistré de nouveau un fléchissement de l'activité durant le dernier trimestre. Enfin, le chômage continue d'augmenter, particulièrement dans l'industrie, le bâtiment et le commerce, le recours au chômage partiel se poursuivant nettement.

## Hausse de 1,59 % des loyers libres

La hausse de l'indice trimestriel du coût de la construction s'est établie à 1,59 % pour le premier trimestre, l'indice, publié au Journal officiel du 13 juillet, s'étant établi à 1 022, contre 1 006 au premier trimestre 1992.

La progression de cet indice sert de référence pour la hausse des loyers libres, lors de la révision annuelle des loyers et lors du renouvellement des baux, à Paris et dans la région parisienne (en raison d'un décret, qui repousse chaque année depuis 1989, empêche les propriétaires de renégocier les loyers).

Le dernier sa date de ces décrets, du 26 août 1992, adopté pour un an, vient à expiration dans un peu plus d'un mois.

## Le Monde

## L'ÉCONOMIE

## TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE : CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS ET DES RÉGIONS, VIE DES ENTREPRISES, ANALYSE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chaque lundi dans le Monde daté mardi



# ÉCONOMIE

La fermeture de l'usine de Dijon

## Les syndicats français d'Hoover mettent en cause les erreurs du groupe américain Maytag

En juin 1992, William Foust, PDG de Hoover Europe, annonçait une étude de rationalisation des sites européens du fabricant d'aspirateurs devant conduire à une compression de personnel dans les trois unités de Cambuslang (Ecosse), de Merthyr (Pays de Galles) et de Longvic (Côte-d'Or) ou à la suppression de l'un des sites. Un an après, l'usine française est condamnée et les 68 premiers licenciés sont partis le 1<sup>er</sup> juillet. Un drame joué d'avance ?

DIJON

de notre correspondant

Avec le recul, l'intersyndicale CFDT-CGC, qui a tenté pendant six mois de sauver l'usine, et la conviction que la partie était perdue d'avance. La situation financière de la maison mère, le groupe américain Maytag Corporation, et l'analyse de certains événements renforcent ce sentiment. Maytag semble s'être mis en difficulté en rachetant Hoover, fin 1988, à la Chicago Pacific Corporation, sans attendre d'avoir digéré une importante politique d'acquisitions ayant fait progresser ses ventes de « produits blancs » de 441 millions à 3 milliards de dollars entre 1982 et 1989.

L'essentiel de cet effort a été financé par des échanges d'actions ou par des emprunts à long terme, dont la valeur au bilan atteint, en 1989, 878,8 millions de dollars. Dans le même temps, les investissements s'élèvent pour atteindre 102 millions de dollars en 1991, les effectifs fondent de 2 000 personnes en Europe et les bénéfices, après impôts, se dégradent. En 1992, ils sont divisés par deux par rapport à 1989. La filiale européenne de Hoover, filiale à 17 % du chiffre d'affaires du groupe, y est pour beaucoup : 32,2 millions de dollars de pertes entre 1988 et 1991, 16,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 1992.

Hoover France suit le même chemin. De 100 millions de francs de bénéfices cumulés de 1985 à 1988, lorsque la société était sous le contrôle de la Chicago Pacific Corporation, les résultats passent au rouge, avec un déficit cumulé de 73 millions de francs de 1989 à 1991. Une dégradation que le rapport annuel de Maytag explique par le mauvais climat économique en Grande-Bretagne, principal débouché du fabricant d'aspirateurs sur le Vieux Continent, avant l'Italie et l'Allemagne, et bien avant la France. Mais un autre élément éclaire la situation. Avant d'acquiescer Hoover, Maytag n'avait pas d'expérience de gestion de filiales à l'étranger.

### Un accord avec Bosch-Siemens

Le groupe a pourtant une ambition mondiale, comme l'atteste l'accord avec Bosch-Siemens, filiale électroménager des groupes allemands Siemens et Bosch, signé en septembre 1992. La collaboration avec le numéro deux européen de l'électroménager doit se traduire par la fabrication de certains produits de Maytag par Bosch ou Siemens, et réciproquement. De là à supposer un partage du marché mondial du secteur, il n'y a qu'un pas que viennent conforter certains

indices comme les contrats à durée déterminée de vingt-quatre mois, négociés le 22 janvier avec le syndicat britannique Amalgamated Union of Electrical and Engineering workers pour les 400 employés délocalisés de Dijon en Ecosse.

Cet accord prévoit, en outre, la reconduction du gel des salaires jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1994, qui fait suite à celui déjà en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1992, la compensation de dix minutes de pause de l'après-midi en cinquante minutes de travail supplémentaire par semaine, le renoncement à divers avantages sociaux : la suspension, pour deux ans, de l'accès au système de pensions de l'entreprise pour les nouveaux employés ; une modification du mode de calcul des indemnités de licenciement ; la limitation, enfin, de la représentation syndicale à un délégué pour 70 salariés.

Tout laisse à penser que la décision de délocalisation a été prise entièrement à cet accord. L'étude de rationalisation, commandée par la direction européenne de Maytag, dégage deux arguments en faveur de la délocalisation : d'une part, des coûts salariaux britanniques inférieurs de 37 % aux coûts français, grâce à la dévaluation de la livre, à des charges sociales moins élevées et à un niveau de qualification inférieur outre-Manche ; d'autre part, la plus grande taille de l'établissement écossais qui se prête mieux au regroupement des activités.

Arguments auxquels il convient d'ajouter des économies de transport (60 % des produits fabriqués à Longvic partaient à l'étranger), ainsi que des raisons d'ordre commercial : la marque est plus performante dans les aspirateurs « balais », spécialité de Cambuslang, que dans les aspirateurs à traîneaux, spécialité de Dijon. Sous oublier, sans doute, une plus grande proximité culturelle. Sa décision prise, le groupe américain semble alors avoir joué le tout pour le tout, pour décrocher un accord salarial non négociable en France et qui, appliqué aux 900 salariés de Cambuslang, lui permettait de faire de substantielles économies.

Le chantage aux devoirs publics qui devait suivre et conduire les gouvernements français et britannique à proposer chacun autour de 70 millions de francs d'aide ne fut qu'un prétexte. Leonard A. Hadley, PDG de Maytag, n'a pas jugé utile de répondre aux lettres du gouvernement français. Dans des lettres toutes postérieures à l'annonce de la décision, il explique aux représentants de l'Etat et aux élus de la région Bourgogne que la décision est motivée, d'une part « par des surcoûts européens », d'autre part, « par une prévision de coûts de fabrication plus favorable en Ecosse ».

CHRIS MAISIAT

### En Moselle

## Samsung et des groupes japonais envisagent une reprise de l'usine Grundig à Creutzwald

C'est à la fin de l'été que le sort de l'usine Grundig de télévisions de Creutzwald (Moselle) devrait être scellé. Chargé par le gouvernement d'étudier une éventuelle reprise de l'usine, Christian Pellot, président de Samsung Electronics France et représentant de divers groupes d'électronique du Sud-Est asiatique, vient, en effet, d'indiquer que deux projets étaient en lice. « Celui de Samsung, et celui, plus difficile, d'un partenariat entre plusieurs groupes japonais », a précisé M. Pellot, en indiquant que « la solution devrait intervenir d'ici la fin août ».

Le groupe coréen Samsung, qui emploie déjà 4 500 personnes dans six usines en Europe, envisage d'y accroître sa production de téléviseurs, soit en augmentant les capacités de production de ses usines espagnole et britannique, soit en rachetant l'usine de Creutzwald, dont l'outil industriel est jugé « très satisfaisant ».

Cette unité n'est toutefois « pas viable avec 800 personnes », a indiqué M. Pellot. Samsung étudie le dossier avec 600.

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 12 AU 16 JUILLET 1993

PARIS

## Un franc désarroi

INCE CAC 40  
-0,55%

Et toujours l'indécision ! Depuis un mois les investisseurs sont en proie au doute, et cette courte semaine n'a pas pu estomper le malaise. Les quatre séances, entrecoupées par une pause mercredi en raison du 14 juillet, ont effacé une partie des gains de la semaine précédente. L'indice CAC 40 en perdant 0,55 % est revenu à 1 974,83 points.

Principal sujet d'inquiétude des boursiers tout au long de la semaine, l'écrou de la faiblesse soudain du franc au sein du SME. Pendant quelques jours, les marchés financiers ont cru revivre, pour partie, les grandes crises monétaires de septembre 1992 et du début de l'année. Ce qui restait de la « mini-crise » du franc autour du 14 juillet a été pourtant généralement analysé par les boursiers parisiens comme un mouvement de correction naturel, malgré son ampleur et sa brutalité, entre le mark et le franc. Le dollar français avait bénéficié au mois de juin d'une désaffection relative à l'égard du mark, pour se réorienter jusqu'à moins de 3,36 francs à la mi-juin.

Le retour de balancier sur le marché des changes a été compensé par une autre inversion, celle de l'écart de taux d'intérêt. Fin juin, le taux à trois mois d'inscrivant en France à 7 % et en Allemagne à 7,5 %. A la fin de la semaine, le taux interbancaire à trois mois à Francfort atteignait

7,25 %, alors que son équivalent parisien s'inscrivait à 7,95 %. Cette remontée des taux à court terme était jugée inquiétante par les analystes dans la mesure où elle risquait de rendre encore plus délicate et périlleuse la sortie de la récession. C'est d'ailleurs jeudi — le jour de l'annonce par la Bundesbank du maintien à leur niveau de ses taux directeurs — que la Bourse de Paris a la plus lourdement chuté de la semaine. L'indice CAC 40 a perdu en une séance 1,41 %. Auparavant, l'indice avait évolué sans grande conviction (+0,33 % lundi et -0,05 % mardi). Après la déception venue d'Allemagne, le marché ne savait plus une nouvelle fois à quel saint se vouer. Il terminait la journée de vendredi en hausse de 0,60 %.

### La GMF cède la FNAC

Du côté des valeurs, des remous ont été relevés plus particulièrement dans les secteurs de l'équipement automobile et de la distribution. Lundi, la cotation d'EBF (Epeche Bertrand Faure) était suspendue, le fabricant d'élites automobiles annonçant alors la cession de ses filiales (Epeche et Mélinos) au groupe Rothschild. Une certaine effervescence était observée autour de Valeo et de son actionnaire principal Cerus. Revenant à intervalles réguliers, des rumeurs envisageaient une éventuelle cession par le holding français de Carlo de Benedetti de son bloc de contrôle dans Valeo.

Vendredi, l'équipementier aéronautique Zodiac a reçu le feu vert des autorités boursières pour son offre publique de retrait (OPRI) sur sa filiale Sigma Aero Seat, après avoir accepté de relever son prix à 750 francs par action contre 655 francs auparavant.

Dans la distribution, les cotations de la FNAC ont été interrompues mardi après avoir flambé la veille (+6,2 %), portées par des bruits évoquant un retrait de la GMF (Généraliste mutuelle des fonctionnaires). La nouvelle se confirmait à la veille du 14 juillet. L'entreprise fondée par André Essel et Max Théret passe aux mains d'Altus (Crédit lyonnais) et de la Campagnie immobilière Phénix (CIP), filiale de la Générale des eaux. Une garantie de cours à 2 928 francs devra permettre au public détenteur de 18 % du capital d'obtenir les mêmes conditions de vente que la GMF.

De son côté, Rallye, principal actionnaire de Casino, va faire son entrée en Bourse en fusionnant avec sa filiale cotée Genty-Cathard. Cette opération prévoit une fusion de Rallye, de Genty-Cathard et du holding Intermediaire Coficam. Les pertes d'échange retenues sont de 8 actions Rallye pour 13 Genty-Cathard et de 42 Coficam pour 1 Genty-Cathard.

Dans l'immobilier, Olipar, dans le seul participation est sa filiale Lucie, s'est encore dépréciée. Interball, spécialisée dans le financement immobilier, estime à ce jour « raisonnable » de pouvoir envisager de maintenir son dividende au niveau de celui servi au

titre de l'exercice 1992. La société annonce par ailleurs la prise de contrôle de sa société sœur Interim.

Sur le front des achats d'entreprises, les autorités boursières ont déclaré recevable l'offre publique d'échange (OPE) lancée par la société de services en informatique Merben par son concurrent Sigua (groupe Crédit lyonnais) à raison de 2 actions Sigua pour 5 actions Merben ou 160 francs par action Merben. IBM France devrait quant à elle disparaître de la cote le 23 juillet. L'OPA lancée par le groupe Générale supérieure sur la sucrerie raffinée de Chalon-sur-Saône a débouché le 12 juillet au prix de 3 025 francs par titre et durera jusqu'au 9 août. Mais la direction de la sucrerie et les élus bourgeois tentent de mettre en échec cette reprise jugée inamicable.

Enfin, le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) a déposé un projet d'offre publique de retrait des actions de sa filiale de passage Testut, basée à Béthune dans le Pas-de-Calais. Le prix de l'offre a été fixé à 100 francs par titre, ce qui correspond à sa dernière cotation sur le marché au comptant à la mi-juin. Le prix proposé semble cependant devoir être contesté par certains actionnaires minoritaires qui voudraient remettre en cause la validité des comptes.

DOMINIQUE GALLOIS  
et ERIC LESER

NEW-YORK

## Fluctuant

Wall Street a enregistré un modeste gain en raison de l'effacement du marché durant les deux dernières séances. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 528,29 points, en hausse de 0,21 % par rapport à la semaine dernière. L'activité a été plus courtoise, contre 998 millions durant la période précédente. Le début de la semaine a été marquée dans l'attente de la publication de plusieurs statistiques économiques généralement conformes aux prévisions (recul des prix de gros et niveau inchangé des prix de détail en juin, hausse des ventes de détail, baisse de la production industrielle en juin et recul du déficit commercial en mai). L'hésitation des opérateurs a été accentuée, car ils ont le sentiment que le marché est surévalué. Ils attendent de connaître les résultats trimestriels des sociétés pour mieux appréhender la tendance. La publication par Apple Computer jeudi soir d'une perte trimestrielle plus élevée que prévu (188,3 millions de dollars en raison du coût prévu de sa restructuration) a été une déception. Vendredi, l'action du constructeur

informaticien perdait le quart de sa valeur (8,25 dollars) et clôturait à 27,50 dollars. Elle cotait dans sans sillage d'autres titres du secteur. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a continué à reculer, s'établissant vendredi à 6,54 %, leur niveau le plus bas depuis seize ans, contre 6,62 % la semaine dernière. L'indice Dow Jones du 16 juillet : 3 528,29 (c. 3 521,06).

	Cours 9 juillet	Cours 16 juillet
Alcoa	71 1/2	70 1/8
AT&T	51 7/8	52 1/4
Bowling	33	37 1/4
Chem. Man. Bank	33	32 1/2
De Pont de Nemours	67 3/8	66 3/8
Eastman Kodak	81 3/4	81
Exxon	66	65 3/8
Ford	32 1/8	31 3/8
General Electric	67 3/8	67 1/8
General Motors	47 3/8	47 3/4
IBM	111	110 1/8
Goodyear	48 5/8	48 3/8
ITT	85 1/8	87 1/4
McCall	71 5/8	68 3/8
Pfizer	62 1/2	62 1/8
Schlumberger	62 3/4	61 3/8
Teneco	33 3/8	31 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	124 1/2	124 1/2
Union Carbide	18 1/2	18 3/4
United Tech.	84 1/4	83 3/8
Westinghouse	77 1/2	77 1/2
Xerox Corp.	77 1/2	77 1/2

LONDRES

Morne

Une moisson de bons indicateurs économiques britanniques, comme la baisse du chômage et la stabilité des prix de détail, n'a pas réussi à faire sortir de sa torpeur le Stock Exchange, où les valeurs ont perdu un petit peu de terrain cette semaine. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a enregistré une perte hebdomadaire de 10,2 points (-0,36 %).

Indices du 16 juillet : 100 valeurs 2 833 (c. 2 843,2) ; 30 valeurs 2 818,9 (c. 2 829,3) ; Fonds d'Etat 98,31 (c. 97,89) ; Mines d'or 224,5 (c. 222,2).

	Cours 9 juillet	Cours 16 juillet
Allied Lyons	5,36	5,40
BP	2,98	2,92
BTM	3,89	3,82
Castrol	4,11	4,11
De Beers	12,83	12,38
Glaxo	5,80	5,40
GUS	31,26	34
ICI	6,41	6,28
Raffia	12,53	12,5
RTZ	8,78	8,57
Shell	8,18	8,11
Unilever	10,11	9,95

FRANCFORT

## Progression modérée + 0,89 %

L'envoie des cours s'est poursuivie cette semaine à la Bourse de Francfort, toujours grâce à l'arrivée massive des investisseurs étrangers sur le marché allemand des actions, mais à un rythme moins soutenu que les jours précédents. En cinq séances, le marché s'est apprécié de 0,89 % contre 5,86 % la semaine précédente. L'indice DAX a franchi lundi 12 juillet le seuil des 1 815 points, à 1 818,17 points, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis juin 1990. Sous le poids des prises de bénéfices, l'indice a oscillé ensuite autour des 1 810 points.

	Cours 9 juil.	Cours 16 juil.
ABB	162,20	160,50
BASF	274	273,80
Bayer	250,50	253,80
Commerzbank	314,50	315
Deutschebank	728,50	728
Hoechst	274,30	271
Karstadt	560	562
Manneberg	295	295,80
Siemens	643,30	645,30
Volkswagen	373,60	369,80

# CRÉDITS CHAN

Marché international des capitaux

## Réveil du marché de l'immobilier

Les banques allemandes, en particulier, ont été actives sur le marché de l'immobilier. Elles ont financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également été actives sur le marché de l'immobilier. Elles ont financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également été actives sur le marché de l'immobilier. Elles ont financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.

Les banques allemandes ont également financé la construction de logements sociaux à Berlin, à Francfort et à Cologne. Les banques françaises ont également financé la construction de logements sociaux à Paris, à Lyon et à Marseille. Les banques suisses ont également financé la construction de logements sociaux à Zurich, à Genève et à Bâle.







